

DIALOGUE GLOBAL

11.1

3 numéros par an en plusieurs langues

Entretien avec
S.M. Rodriguez

Margaret Abraham

États-Unis :
État critique
et perspectives

Peter Evans
Gabor Scheiring
Christopher Muller
Suresh Naidu
Patricia Zavella
J. Mijin Cha
Marcus Anthony Hunter

L'immigration
chinoise en Europe

Fanni Beck
Pál Nyíri
Ya-Han Chuang
Emilie Tran
Hélène Le Bail
Stig Thøgersen
Eszter Knyihár
Linda Szabó
Ting Deng
Jelena Gledić
Martina Bofulin

Perspectives
théoriques

Walden Bello

Sociologie
d'Amérique latine

Esteban Torres
José Maurício Domingues
Viviane Brachet-Márquez
Sérgio Costa
Aldo Mascareño
Verónica Gago
Carmen Iizarbe
Mariana Heredia
Guilherme Leite Gonçalves

Rubrique ouverte

> **L'équipe de Dialogue Global en Pologne**

MAGAZINE



VOLUME 11 / NUMÉRO 1 / AVRIL 2021
<https://globaldialogue.isa-sociology.org/>

DG

Association
Internationale
de Sociologie
isa



> Éditorial

Au moment de la rédaction de ce numéro de *Dialogue Global*, l'élection présidentielle américaine était l'un des principaux sujets traités dans les médias du monde entier. Depuis, le scrutin a ouvert la voie à une ère post-Trump, mais cela ne signifie pas pour autant que les problèmes que les États-Unis ont connus ces dernières années ne subsisteront pas. Ce numéro s'ouvre sur un entretien de Margaret Abraham avec S.M. Rodriguez, sociologue et militant·e du mouvement *Black Lives Matter*, qui permet de mieux comprendre l'histoire de la résistance au racisme aux États-Unis et l'intersection des inégalités sociales et des préoccupations de justice sociale qui motivent ce mouvement social.

Peter Evans et Michael Burawoy ont organisé une section sur la situation critique et les perspectives possibles aujourd'hui aux États-Unis. Les articles traitent d'un point de vue historique du « capitalisme racial » américain et analysent les répercussions de l'évolution économique et politique de ces dix dernières années, notamment la détérioration de la qualité de vie, les relations difficiles entre la classe ouvrière et les communautés de couleur, les problèmes écologiques et le changement climatique, ainsi que les effets désastreux de la politique de Trump qui ont conduit aux événements choquants de janvier à Washington. Face à cette situation critique, les auteurs examinent également ce qui pourrait être fait pour rendre le changement possible.

Notre deuxième dossier, organisé par Fanni Beck et Pál Nyiri, apporte une vue d'ensemble des vagues successives passées et présentes d'immigration chinoise en Europe. Les auteurs analysent le statut de ces migrants et la complexité des relations interethniques dans les pays euro-

péens, et montrent en quoi ils sont influencés par l'évolution de la situation politique en Chine et comment la pandémie de Covid-19 retentit sur leur situation ainsi que sur le discours qui est porté sur les migrants.

Ces dernières années, nous avons assisté à la montée en puissance de mouvements, partis et régimes d'extrême droite pour lesquels les conséquences du néolibéralisme, les crises économiques, les problèmes non résolus liés aux inégalités sociales et à l'immigration, ont constitué un terrain favorable. Dans notre section théorique, Walden Bello compare certains aspects des programmes politiques, des pratiques et des dirigeants de l'extrême droite dans les pays du Nord global et ceux du Sud global.

La section consacrée à la sociologie d'une région porte dans ce numéro sur l'Amérique latine. Esteban Torres a recueilli une série d'articles qui nous font découvrir certaines des théories sociales actuellement débattues et développées par d'éminents chercheurs latino-américains, pour la plupart membres actifs du groupe de travail *Teoría social y realidad latinoamericana* du Conseil latino-américain des sciences sociales (CLACSO).

La « Rubrique ouverte » qui clôt ce numéro présente les membres de l'équipe de traduction polonaise de *Dialogue Global*, dont le parcours témoigne de la variété des cursus et des domaines de recherche de nos collaborateurs.

Nous profitons de cette occasion pour remercier Christine Schickert pour son formidable travail en tant qu'assistante d'édition de *Dialogue Global* et souhaitons la bienvenue à son successeur Walid Ibrahim (Université d'Iéna, Allemagne). ■

Brigitte Aulenbacher et Klaus Dörre,
rédacteurs en chef de *Dialogue Global*

> ***Dialogue Global* est disponible en plusieurs langues sur [le site web de l'ISA](https://www.globaldialogue.isa.org).**
> **Les propositions d'articles sont à adresser à globaldialogue.isa@gmail.com.**

ISA Association
Internationale
de Sociologie

**DIALOGUE
GLOBAL**

> Comité de rédaction

Rédacteurs en chef : Brigitte Aulenbacher, Klaus Dörre.

Assistants d'édition : Johanna Grubner, Walid Ibrahim.

Rédactrice en chef adjointe : Aparna Sundar.

Responsables éditoriaux : Lola Busuttil, August Bagà.

Consultant : Michael Burawoy.

Consultant médias : Juan Lejárraga.

Rédacteurs-consultants :

Sari Hanafi, Geoffrey Pleyers, Filomin Gutierrez, Eloísa Martín, Sawako Shirahase, Izabela Barlinska, Tova Benski, Chih-Jou Jay Chen, Jan Fritz, Koichi Hasegawa, Hiroshi Ishida, Grace Khunou, Allison Loconto, Susan McDaniel, Elina Oinas, Laura Oso Casas, Bandana Purkayastha, Rhoda Reddock, Mounir Saidani, Ayse Saktanber, Celi Scalón, Nazanin Shahrokni.

Équipes régionales

Monde arabe : (Tunisie) Mounir Saidani, Fatima Radhouani, Habib Haj Salem ; (Algérie) Souraya Mouloudji Garrouddji ; (Maroc) Abdelhadi Al Halhouli, Saida Zine ; (Liban) Sari Hanafi.

Argentine : Magdalena Lemus, Juan Parcio, Martín Urtasun.

Bangladesh : Habibur Khondker, Khairul Chowdhury, Mohammad Jasim Uddin, Bijoy Krishna Banik, Sabina Sharmin, Sebak Kumar Saha, Mohammed Jahirul Islam, Abdur Rashid, Sarker Sohel Rana, Juwel Rana, Helal Uddin, Masudur Rahman, B. M. Najmus Sakib, Eashrat Jahan Eyemoun, Shamsul Arefin, Yasmin Sultana, Shahidul Islam, Ekramul Kabir Rana, Saleh Al Mamun, Sharmin Akter Shapla, Ruma Parvin.

Brésil : Gustavo Taniguti, Angelo Martins Junior, Andreza Galli, Dmitri Cerboncini Fernandes, Gustavo Dias, José Guirado Neto, Jéssica Mazzini Mendes.

France/Espagne : Lola Busuttil.

Inde : Rashmi Jain, Nidhi Bansal, Sandeep Meel, Pragya Sharma, Manish Yadav.

Indonésie : Kamanto Sunarto, Hari Nugroho, Lucia Ratih Kusumadewi, Fina Itriati, Indera Ratna Irawati Pattinasarany, Benedictus Hari Juliawan, Mohamad Shohibuddin, Dominggus Elcid Li, Antonius Ario Seto Hardjana, Diana Teresa Pakasi, Nurul Aini, Geger Riyanto, Aditya Pradana Setiadi.

Iran : Reyhaneh Javadi, Niayesh Dolati, Abbas Shahrabi, Sayyed Muhammad Mutallesi.

Kazakhstan : Aigul Zabirowa, Bayan Smagambet, Adil Rodionov, Almash Tlespayeva, Kuanysh Tel, Almagul Mussina, Aknur Imankul, Madiyar Aldiyarov.

Pologne : Justyna Kościńska, Jonathan Scovil, Sara Herczyńska, Weronika Peek, Aleksandra Wagner, Aleksandra Biemacka, Jakub Barszczewski, Adam Müller, Zofia Penza-Gabler, Iwona Bojardziejewa.

Roumanie : Raluca Popescu, Raisa-Gabriela Zamfirescu, Iulian Gabor, Monica Georgescu, Ioana Ianuş, Bianca Mihăilă, Veronica Oancea, Maria Stoicescu.

Russie : Elena Zdravomyslova, Anastasia Daur.

Taïwan : Wan-Ju Lee, Tao-Yung Lu, Tsung-Jen Hung, Syuan-Li Renn, Yu-Chia Chen, Yu-Wen Liao, Po-Shung Hong.

Turquie : Gül Çorbacıoğlu, Irmak Evren.



Ce dossier examine **la situation critique actuelle aux États-Unis et les possibilités qui s'ouvrent** après l'élection présidentielle de 2020. Les articles comprennent une approche historique et analysent les répercussions de l'évolution économique et politique de ces dix dernières années. Au vu des événements de janvier 2021 à Washington, les auteurs se tournent également vers l'avenir pour examiner ce qui pourrait être fait pour rendre le changement possible.



Ce dossier présente une riche sélection de travaux de recherche sur **l'immigration chinoise en Europe**. Alors que certaines contributions se concentrent sur les mouvements migratoires intervenus au XX^e siècle, d'autres traitent des changements significatifs observés dans le statut social et économique des immigrants chinois au XXI^e siècle.



Face aux défis mondiaux actuels, la **théorie sociologique latino-américaine** devient un point de référence de plus en plus important. Les articles réunis dans ce dossier illustrent l'originalité de la théorisation latino-américaine dans toute son ampleur et son hétérogénéité, avec des recherches qui partent toujours d'une perspective locale pour atteindre une dimension mondiale.



Dialogue Global est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE**.

Édition française : ISSN 2519-8696

> Dans ce numéro

Éditorial	2
-----------	---

> PARLONS DE SOCIOLOGIE

Le rayonnement de *Black Lives Matter*.
Entretien avec S.M. Rodriguez

Margaret Abraham, États-Unis	5
------------------------------	---

> ÉTATS-UNIS : ÉTAT CRITIQUE ET PERSPECTIVES

Que faire au sujet des États-Unis ?

Peter Evans, États-Unis	9
-------------------------	---

Morts de désespoir, et santé de la démocratie :
Des défis pour la sociologie

Gabor Scheiring, Italie	11
-------------------------	----

Des capitalistes humains

Christopher Muller et Suresh Naidu, États-Unis	14
--	----

L'avenir de la justice reproductive aux États-Unis

Patricia Zavella, États-Unis	16
------------------------------	----

La lutte pour la justice climatique et l'administration
Biden-Harris

J. Mijin Cha, États-Unis	19
--------------------------	----

Des réparations radicales

Marcus Anthony Hunter, États-Unis	21
-----------------------------------	----

> L'IMMIGRATION CHINOISE EN EUROPE

L'évolution de la place des Chinois en Europe

Fanni Beck, Hongrie et Pál Nyíri, Pays-Bas	23
--	----

Les Chinois en France, du silence à l'action

Ya-Han Chuang, France, Emilie Tran, Hong Kong, et Hélène Le Bail, France	25
---	----

Les étudiants chinois en Europe

Stig Thøgersen, Danemark	27
--------------------------	----

Les migrants chinois aux "visas en or" de Budapest

Fanni Beck, Eszter Knyihár et Linda Szabó, Hongrie	29
--	----

Les Chinois en Italie : Affaires et identité

Ting Deng, États-Unis	31
-----------------------	----

L'évolution du statut des Chinois en Serbie

Jelena Gledić, Serbie	33
-----------------------	----

Les migrants chinois et la pandémie de Covid-19

Martina Bofulin, Slovénie	35
---------------------------	----

> PERSPECTIVES THÉORIQUES

Pour une analyse comparative des régimes d'extrême droite

Walden Bello, États-Unis	37
--------------------------	----

> SOCIOLOGIE D'AMÉRIQUE LATINE

Les visées universalistes de la sociologie latino-américaine

Esteban Torres, Argentine	40
---------------------------	----

Le paradigme mondialiste :

Une nouvelle proposition pour la sociologie

Esteban Torres, Argentine	41
---------------------------	----

Relier la sociologie mondiale à la modernité mondiale

José Maurício Domingues, Brésil	43
---------------------------------	----

Historiciser la théorie : Une proposition pour l'Amérique latine

Viviane Brachet-Márquez, Mexique	45
----------------------------------	----

Repenser les interdépendances

Sérgio Costa, Allemagne	47
-------------------------	----

L'ère de l'indifférence : Une théorie des systèmes des crises

Aldo Mascareño, Chili	49
-----------------------	----

Une perspective latino-américaine sur le néolibéralisme

Verónica Gago, Argentine	51
--------------------------	----

Vers une grammaire post-libérale

Carmen Ilizarbe, Pérou	53
------------------------	----

Échelles, inégalités et élites en Amérique latine

Mariana Heredia, Argentine	55
----------------------------	----

L'accumulation primitive et la critique du droit

Guilherme Leite Gonçalves, Brésil	57
-----------------------------------	----

> RUBRIQUE OUVERTE

L'équipe de *Dialogue Global* en Pologne

	59
--	----

“Si les Européens – et les Nord-Américains – tenaient pour acquise leur universalité et considéraient leur particularité comme immédiatement généralisable sur le plan conceptuel, les Latino-Américains devaient partir de leur particularité puisque leur universalité leur était en principe contestée”

José Maurício Domingues

> Le rayonnement de Black Lives Matter

Entretien avec S.M. Rodriguez



| S.M. Rodriguez.

Dr. S.M. Rodriguez est professeur·e adjoint·e de criminologie et directeur·trice des études LG-BTQ+ du Département de Sociologie de l'Université Hofstra. Dans son livre *The Economies of Queer Inclusion: Transnational Organizing for LGBTI Rights in Uganda* (2019), Rodriguez fournit une analyse nuancée des implications d'un mode d'organisation transnational et d'un financement international pour l'activisme local. Parmi ses articles, on peut citer « Carceral Protectionism and the Perpetually (In)Vulnerable », « Invisibility Matters: Queer African Organizing and Visibility Management in a

Transnational Age », « Queer Abolitionist Alternatives to Criminalising Hate Violence » (à paraître), et « Not Behind Bars: The Rippling Effect of Carceral Habitus and Corrective Violence on the Family and Community Life of Prison Guards » (à paraître). S.M. Rodriguez travaille sur deux projets de livres particulièrement innovants : *Abolition in the Academy: Scholar-Activism and the Movement for Penal Abolition* et *Marked for Removal: Perpetual Coloniality, Gentrification, and Queer Abolitionist Praxis in New York City*. Après des années d'engagement auprès du collectif Safe OUTside the System, Rodriguez a rejoint le conseil d'administration du projet Audre Lorde, la plus grande organisation aux États-Unis par et pour les personnes queer de couleur. Son travail a bénéficié de diverses subventions, prix et bourses, dont la bourse postdoctorale 2020-21 de l'Association américaine des femmes diplômées des universités (AAUW) pour *Abolition in the Academy*, et le programme de bourses pour les minorités de l'Association américaine de Sociologie en 2014-15.

S.M. Rodriguez est ici interviewé·e par **Margaret Abraham**, ancienne présidente de l'Association internationale de Sociologie (ISA) et vice-rectrice et professeure émérite Harry H. Wachtel de l'Université Hofstra.

MA : Qu'est-ce que Black Lives Matter ?

SM : Lorsque les gens font référence à Black Lives Matter (BLM), ils peuvent faire référence à trois choses différentes et en même temps liées entre elles. Il s'agit tout d'abord d'une organisation mondiale à part entière créée en 2013, qui compte de multiples sections locales aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Canada. Les principaux objectifs du mouvement sont de combattre la

suprématie blanche, de mettre fin à la violence d'État contre les personnes d'ascendance africaine et d'établir le pouvoir communautaire qui permettra de garantir une société antiraciste. Deuxièmement, « Black Lives Matter » est un slogan destiné à manifester une réalité pour les peuples africains du monde entier : nous existons, nous comptons. Enfin, et peut-être le plus souvent, les gens font référence au Movement for Black Lives (M4BL, le « Mouvement pour les vies noires »), qui est une or-

>>

ganisation mère, une coalition de multiples organisations pour la justice raciale, dont la plupart existent depuis bien plus longtemps que BLM. Je voudrais par là attirer l'attention sur la tendance des médias à qualifier d'entrée de jeu toutes les manifestations contre la brutalité policière d'événement « Black Lives Matter », indépendamment des affiliations réelles des organisateurs ou des participants.

On peut parler de rayonnement de BLM du fait que, en tant que slogan que tous les antiracistes peuvent proclamer, l'idée est capable de se reproduire plus vite que des sections locales viables ne peuvent se former. Black Lives Matter est le *Black is Beautiful* ou le *Black Power* de la génération des millénials, donc pas tant un mouvement centralisé qu'un credo, un appel persistant, une invocation collective.

MA : Quelles sont les continuités et les changements que vous observez entre les mouvements passés des Noirs et le mouvement BLM actuel ? Quelles sont les stratégies de déstabilisation qui ont permis de remettre en question le statu quo ?

SM : Il existe une longue tradition justifiée d'organisation communautaire et d'entraide aux États-Unis, parmi ceux qui vivent en marge des services sociaux de l'État. L'entraide exige de partager les ressources, et de repenser les ressources et les responsabilités comme faisant partie intégrante des relations communautaires, plutôt qu'une relationnalité de l'État avec les citoyens. Traditionnellement, les mouvements des Noirs ont adressé leurs revendications à l'État, mais n'ont pratiquement jamais imaginé celui-ci comme étant la seule solution ou le seul recours. Parmi ces revendications, il y a eu la demande de réparations pour l'esclavage et le génocide formulée par le Black Panther Party dans son « Programme en dix points », qui envisageait également la distribution de ces fonds par la communauté. Le mouvement Black Lives Matter demande également des réparations et la fin de divers préjudices, mais ne veut pas que ce travail de distribution soit du ressort de l'État. W.E.B. Du Bois a démontré les limites de l'État lorsqu'il écrivait sur le Freedmen's Bureau, le Bureau des affranchis, dans *The Souls of Black Folk*. Institution fédérale spécifiquement créée dans les années 1870 pour la protection de la liberté des Noirs américains et l'application du travail rémunéré, le Bureau a rapidement déclaré forfait, faute d'être suffisamment engagé pour résister à la violence des suprématistes blancs (en particulier, du Ku Klux Klan) et à leurs initiatives législatives qui criminalisaient la vie des Noirs.

Les continuités historiques sont nombreuses : les revendications de sécurité, de dignité et de liberté face à la répression politique ; la présence de femmes noires et de dirigeants LGBT ; la brutalité policière, la répression de l'État, les contre-mouvements racistes, et la garantie d'impunité des Blancs. Il y a également eu des changements importants. On constate dans certaines villes, en particulier

dans le Midwest, que souvent, de nombreux manifestants des marches BLM sont des sympathisants blancs. Historiquement, ces régions n'ont peut-être pas connu beaucoup d'actions directes. On constate également que ces manifestants blancs sont eux aussi victimes des forces de police militarisées et des contre-manifestants suprémacistes blancs, qui ont été jusqu'à tuer des alliés blancs du BLM ! Lors des *Freedom Rides* [les voyages de la liberté], des militants blancs (dont beaucoup de Juifs) furent battus pour avoir rejoint le Mouvement des droits civils – là-dessus les choses ne sont donc pas si différentes que par le passé – mais, que je sache, nous n'avions encore jamais vu, à aucune époque de notre histoire, des hommes blancs âgés se faire abattre par des policiers, une jeune femme blanche se faire écraser et deux hommes blancs être tués à bout portant par un adolescent blanc. Je veux dire par là que, malgré la persistance des préjudices anti-Noirs, on se trouve en présence d'une terrible nouvelle réalité, à savoir que des alliés blancs ont subi des préjudices sans précédent. Je pense que ce changement indique un élément tout à fait nouveau concernant la répression d'État : la militarisation de la police a été accompagnée à la fois d'une extrême visibilité résultant de la couverture par les médias et les réseaux sociaux, et d'une exacerbation de la volonté de maintien de l'ordre.

MA : BLM peut-il transformer le racisme systémique aux États-Unis ? Que faudra-t-il pour apporter des changements structurels ?

SM : Je pense que nous devons plutôt nous demander *quels types de changement nous devrions mettre en œuvre pour que la vie des Noirs soit prise en compte ?* Plutôt que d'aborder BLM comme une organisation singulière, qui aurait un seul objectif, il nous faut le considérer comme un cri de ralliement. Dans mon travail, j'étudie l'intérêt porté par les organisateurs noirs à la justice transformatrice, au féminisme anti-carcéral et à la mobilisation contre la violence. S'y intéresser non seulement en tant que valeurs, mais aussi en tant que pratiques, permettrait d'induire le changement structurel nécessaire pour faire passer BLM du stade de mantra à celui de réalité sociale.

MA : Quelles sont les intersections entre genre, race et classe sociale dans le contexte de Black Lives Matter ?

SM : BLM est un formidable exemple de mouvement qui dès le départ revendique explicitement l'intersectionnalité. Fondé par trois femmes d'ascendance africaine, dont deux queer, BLM n'a jamais eu pour but d'encourager la lutte d'un seul sous-groupe de Noirs américains. Historiquement, les mouvements qui ont lutté pour mettre fin aux violences policières se sont centrés sur les hommes noirs hétéros, et si ceux-ci – selon les critiques – ont reçu une attention disproportionnée au sein de ce mouvement, cela n'est pas véritablement représentatif des objectifs des fondateurs. Je dirais plutôt que cela témoigne de plusieurs

décennies de mémoire organisationnelle centrée sur les hommes et les jeunes noirs hétéros. Nous avons déjà par le passé eu à faire le deuil d'Oscar Grant, et ce précédent a fourni le modèle pour le deuil de Philando Castille. De même, nous nous souvenons avoir fait le deuil d'Amadou Diallo, nous savons donc comment faire le deuil d'Alfred Olango. Cet axe d'oppression (la virilité racialisée) peut nous permettre de fixer des contours précis à nos récits sur la responsabilité et les méfaits, demander des changements relativement simples comme celui d'« arrêter les flics assassins ». En intégrant des personnes noires queer et des femmes noires à notre combat, nous introduisons de nouvelles strates, porteuses de nuances qui ne reposent sur aucun modèle établi, et par là, nous lançons un débat qui a été complètement réduit au silence au cours de notre histoire. Cela signifie que lorsque des initiatives de sensibilisation, comme #SayHerName, voient le jour sur les réseaux sociaux, il n'existe vraiment pas de structure qui permette d'aborder la fréquence, la signification ou la rectification du préjudice. Une grande partie de la violence à laquelle les femmes noires et les personnes noires queer sont confrontées est due à l'internalisation de la violence d'État et de la surveillance policière, et elle est rendue possible par l'affaiblissement des relations (communautaires). Mais c'est la perspective de l'intersectionnalité qui nous permet d'imaginer non seulement un changement ciblé, mais aussi un changement porteur de transformations. C'est là une contribution majeure de la théorie de Kimberlé Crenshaw : lorsque nous imaginons et centrons notre attention sur les besoins des personnes qui sont encore plus marginalisées, nous suscitons des interventions qui sont plus complètes.

MA : La question de réduire le financement de la police a fait l'objet de nombreux débats. Comment BLM a-t-il fait apparaître la nécessité d'une réforme de la justice pénale ?

SM : Les propositions de changement social pâtissent souvent des mêmes travers discursifs : une formulation négative retiendra davantage l'attention. Dans ce cas, il est facile de se concentrer sur ce qu'on enlève, sur l'absence, ou sur ce qu'on appelle le *changement négatif*, parce que cela semble drastique ; cela inspire la peur. À l'inverse, la *politique positive* – celle de la création – pourrait susciter la surprise. L'appel à « définancer la police » a tellement de sens ; c'est une proposition forte et nuancée, contenue dans un slogan de trois mots. La revendication dans ce cas est de *définancer la police*, et de *financer nos communautés* : elle implique à la fois du négatif et du positif. Je ne m'exprime pas ici en termes de valeurs, mais dans le sens d'absence et de présence, de révocation et de création. À bien des égards, cette proposition devrait intéresser au plus haut point les sociologues car elle repose sur une proposition apportée par le père fondateur de la sociologie américaine, W.E.B. Du Bois, dans son exposition de la démocratie abolitionniste (*abolition democracy*)

en 1935. Avec cette théorie, Du Bois soutenait qu'aucun changement progressiste et abolitionniste ne peut être réalisé sans intégrer l'acte de création. Nous devons investir notre temps, notre énergie et nos ressources dans la création d'« institutions d'affirmation de la vie » (Ruth Wilson Gilmore) qui remplaceront nos institutions carcérales et nos structures d'asservissement. C'est la seule façon de « se débarrasser » sans souffrir plus tard d'un vide ; une nouvelle occasion de faire évoluer l'univers carcéral et l'asservissement. Comment BLM a-t-il déclenché ce besoin ? Les dirigeants de nos mouvements sociaux contemporains ont non seulement exposé ce qui doit être supprimé, mais ils ont également identifié ce qui doit être mis en œuvre.

MA : Comment la représentation de BLM dans les médias a-t-elle influé sur la mobilisation pour la justice raciale ?

SM : Ce qui est intéressant, c'est que la couverture médiatique des mouvements de protestation des Noirs a été à mon avis nettement plus favorable sous Trump, alors même que le projet de la mouvance nationaliste blanche s'affiche ouvertement. Les médias traditionnels ont favorisé un récit fictif au sujet d'un nouveau danger présent – ce qu'Achille Mbembe qualifierait d'invention de l'urgence – concernant les aspects politiques de la vie et de la mort des Noirs. Malgré la persistance de la violence d'État anti-Noirs et nativiste, des revendications considérées auparavant comme « injustifiées » sont tout à coup devenues raisonnables.

Lors de mes recherches pour mon livre *The Economies of Queer Inclusion*, j'ai étudié comment l'attention des médias peut entraîner un afflux d'aides financières, sans pour autant vraiment permettre de mieux comprendre le problème. Plus l'imagerie est sensationnelle et radicale, plus le soutien obtenu est important. Cependant, le soutien reste largement superficiel et l'engagement a tendance à diminuer avec le temps. La couverture médiatique est en fin de compte responsable de la création de *causes célèbres* qui bénéficient alors d'un déversement d'argent spectaculaire mais très éphémère ! De nombreux donateurs individuels et des fondations s'emparent de l'occasion pour réaliser les dons caritatifs qui valorisent le mieux leur propre profil. Les médias créent le « cachet » culturel et choisissent ce qui est pertinent dans l'actualité. Dans mon travail, cela a concerné la loi anti-homosexualité en Ouganda, et ce type d'injection massive de fonds a en fait des effets imprévus. L'été passé, et je peux le dire en tant que membre du conseil d'administration d'une organisation de lutte pour la justice raciale, les initiatives en faveur de la justice raciale sont devenues à la mode grâce à BLM – et on ne peut espérer connaître une telle aubaine de financement qu'à une époque où les gens imaginent une crise politique.

MA : Comment le progressisme de BLM a-t-il influencé les élections et la politique des grands partis ?



Rassemblement Black Lives Matter organisé par la communauté caribéenne à Grand Army Plaza, Brooklyn, New York, le dimanche 14 juin 2020. Crédit : Margaret Abraham.

SM : Le progressisme noir, bien que largement laissé en marge de la politique électorale, a toujours influencé les choix politiques dominants. Pour donner un exemple historique, on peut rappeler le programme des petits déjeuners gratuits du Black Panther Party, devenu une pièce maîtresse de la politique dans les années 60 avant d'être intégré à grande échelle dans les écoles publiques américaines en 1975. On a assisté cette année à quelque chose de semblable, lorsque des Noirs progressistes ont tenté d'obtenir un ticket présidentiel qui accorderait une priorité aux réparations de l'esclavage, en plus de quatre initiatives socialistes démocratiques : soins de santé universels, annulation de la dette des étudiants, accès à l'université publique et désinvestissement de l'armée et de la police afin d'investir dans des ressources communautaires (comme des garderies, des écoles publiques, des installations pour le bien-être, etc.). Une fois de plus, on constate que les progressistes noirs n'ont pas obtenu le ticket de gauche souhaité, et se sont retrouvés à la place avec le seul candidat démocrate qui refusait lors des débats des primaires d'envisager la possibilité de réparations pour l'esclavage des Afro-Américains. Cependant l'histoire montre, à travers la mobilisation et la réflexion politiques des Noirs, que le pays bénéficie collectivement du résidu des revendications progressistes des Noirs.

MA : Des sociologues ont bousculé notre façon de penser et de faire de la sociologie. Quels sociologues influencent votre analyse de la lutte politique et de l'activisme de BLM ?

SM : Les sociologues critiquent depuis longtemps « l'institution totale », et les chercheurs engagés qui s'inscrivent dans cette pensée critique s'organisent pour débarrasser nos sociétés de ces structures d'étiquetage, de surveillance et de punition cycliques. Dans le livre qui traite de

l'abolition à l'université sur lequel je suis en train de travailler, ces universitaires adoptent tous le langage et l'identité des *abolitionnistes*.

Je m'en voudrais de ne pas commencer par mettre en avant le travail de Mariame Kaba. Diplômée en sociologie, elle a contribué de manière cruciale à développer la pensée et la pratique abolitionnistes. Parler du travail des sociologues qui sont justement dans des institutions d'enseignement supérieur est une chose, mais défendre le travail de la sociologie en s'intéressant à sa mise en pratique en est une autre. Kaba a su influencer la trajectoire de Black Lives Matter Chicago et de nombreuses organisations qui ont contribué au Mouvement 4 Black Lives, dont Black Youth Project 100.

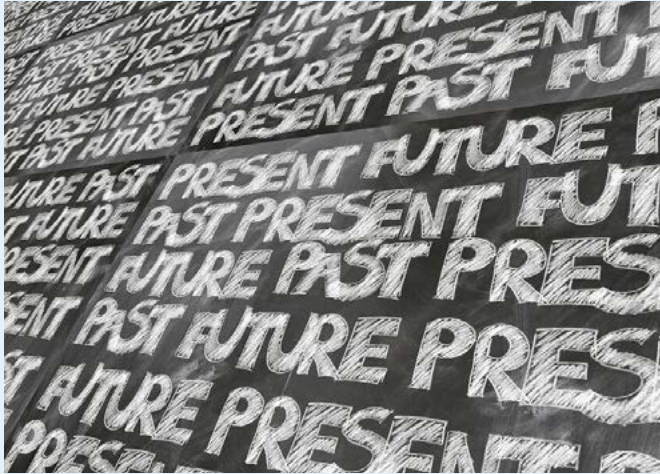
Parmi les universitaires engagé-es qui ont une influence majeure sur ma pensée et mon travail, je peux citer Beth Richie, membre fondateur d'INCITE!, et Mimi Kim, fondatrice de Creative Interventions, ainsi que Liat Ben-Moshe, qui nous oblige à placer le handicap et la folie au centre de nos recherches et de notre action militante. Je pense que ces trois femmes sont vraiment au tout premier rang de l'innovation intellectuelle et de l'action engagée visant à mettre fin à la culture carcérale.

En dehors des États-Unis, je suis très influencé-e par le travail de Vanessa Eileen Thompson en Allemagne et de Sylvia Tamale en Ouganda. Thompson s'intéresse aux technologies de résistance employées par les activistes et les responsables d'organisations locales qui cherchent à mettre fin à la violence étatique anti-Noirs et anti-immigrés en Allemagne et en France. Sylvia Tamale, chercheuse et activiste féministe, se consacre depuis des dizaines d'années à défendre l'égalité des sexes et la justice sexuelle, tout en mobilisant divers publics pour transformer les cultures de la violence. ■

Toute correspondance est à adresser à <sm.rodriquez@hofstra.edu>, ou consultez www.smrodriquez.com

> Que faire au sujet des États-Unis ?

Peter Evans, Université de Californie, Berkeley (États-Unis) et membre des comités de recherche de l'ISA Économie et Société (RC02), Mouvements de travailleurs (RC44) et Classes sociales et mouvements sociaux (RC47)



Outre une analyse de l'évolution politique, sociale et économique des quatre dernières années aux États-Unis, il est important de s'intéresser aussi à l'avenir et aux perspectives qu'elle peut recéler. Crédit : Creative Commons.

La trajectoire des États-Unis a depuis le milieu du XX^e siècle représenté de manière emblématique l'évolution globale du capitalisme. Les États-Unis demeurent-ils un précurseur quant à l'évolution mondiale du capitalisme ? Si tel est le cas, l'incapacité du capitalisme américain du XXI^e siècle à maintenir le niveau de bien-être du XX^e siècle pour ses classes populaires, et les conséquences politiques de cet échec, ont des répercussions pour les citoyens du monde entier.

Décrypter les origines et les répercussions de l'entrée chaotique des États-Unis dans le XXI^e siècle est un défi au plan analytique. Les cinq articles qui suivent s'emploient avec brio à relever ce défi. Il s'agit d'analyses concises, centrées sur des domaines précis de l'économie politique américaine, visant à explorer ce qui pourrait être fait pour remédier à l'inquiétant dysfonctionnement des États-Unis. Sans prétendre constituer un aperçu complet, cet ensemble d'articles offre néanmoins une diversité de vues à la fois pénétrantes et provocatrices, qui peuvent former un bon point de départ aux débats auxquels ne manqueront pas d'être confrontés ceux qui doivent vivre aux États-Unis (ou dans l'ombre des États-Unis) en ce début d'une nouvelle décennie.

Dans le premier article, Gabor Scheiring se penche sur un nouvel indicateur de la baisse du bien-être aux États-Unis : l'augmentation des taux de mortalité résultant des « morts de désespoir » (*deaths of despair*) parmi les travailleurs blancs qui n'ont pas fait d'études universitaires. La destruction, alimentée par le marché, des moyens de subsistance de la classe ouvrière et des communautés qui

lui sont liées, à l'origine de ces « morts de désespoir », a conduit à détourner les revendications politiques de la classe ouvrière vers un soutien à la politique d'exclusion de la droite populiste.

Pour Christopher Muller et Suresh Naidu, ces « morts de désespoir » sont également un symptôme révélateur. Mais leur diagnostic met en évidence « les divisions sociales produites par l'exclusion et l'exploitation qui sont fondées sur le niveau de diplôme » et le fossé politique qui résulte de cette exclusion. Élargir l'accès aux diplômes universitaires en réduisant considérablement les coûts peut aider à combler l'écart, mais Muller et Naidu estiment qu'il est encore plus fondamental de forger de véritables alliances à travers le fossé créé par les diplômes universitaires. De leur point de vue, la responsabilité de forger de telles alliances revient à la gauche instruite – ils préconisent, par exemple, qu'ils soient plus nombreux parmi ce groupe privilégié à mettre leurs diplômes au service d'« organisations qui soient véritablement tenues de rendre compte de leur action auprès des classes laborieuses américaines », comme c'est le cas des syndicats.

L'article de Pat Zavella part de la destruction des modes de vie des classes laborieuses pour aboutir à la persistance de la lutte des femmes pauvres et immigrées de couleur. Tandis que pour Scheiring, l'État est essentiellement complice du programme destructeur du capitalisme néolibéral, Zavella considère le fait pour l'État de s'attaquer activement aux droits reproductifs des femmes comme une menace fondamentale pour la vie des femmes et de leurs familles. Pourtant, avoir l'État, plutôt qu'un capital impersonnel, comme principal adversaire, peut être propice à l'organisation de la résistance. Zavella estime que l'essence de la lutte pour la « justice reproductive » réside dans la large coalition de mouvements sociaux menée par des femmes de couleur, qui a remporté quelques victoires surprenantes en résistant au programme des conservateurs, et qui ne sera pas moins combative face à l'administration Biden.

La transition vers un avenir à faible émission de carbone est souvent traitée comme un problème technocratique. Dans son article, Mijin Cha montre pourtant clairement que le facteur clé pour y parvenir repose sur une mobilisation inclusive, capable de rassembler les organisations de la classe ouvrière et les communautés de couleur. La lutte pour la justice climatique passe par la création de coalitions qui « lient inextricablement la création d'emplois de qualité à la réduction des émissions » et qui englobent les communautés de couleur qui sont les principales victimes des émissions polluantes de combustibles fossiles. Les stratégies qui consistent à « dissocier les considérations économiques et sociales de la problématique de la réduction des émissions » ne sont pas seulement injustes : elles ne permettront jamais de créer des coalitions politiques suffisamment larges pour influencer la lutte contre les profits tirés des combustibles fossiles.

Le dernier des cinq articles livre une analyse historique approfondie en même temps qu'une vision globale de la voie à suivre pour trouver une solution. Partant du rôle fondamental de l'esclavage dans la formation et l'entretien du capitalisme américain, Marcus Hunter souligne dans cet article l'ampleur des changements nécessaires pour corriger les inégalités sociales, culturelles et économiques d'origine raciste ancrées dans 400 ans de capitalisme racial. Le programme multidimensionnel de réparations que Hunter préconise ne se limite pas à une simple formulation théorique. Il part de propositions très concrètes et spécifiques, telles que des dispositions législatives pour créer des commissions nationales pour la vérité, l'apaisement racial et le changement (*Truth, Racial Healing, and Transformation*, ou TRHT).

Ces cinq articles très divers pour ce qui est du contenu et des perspectives analytiques ont cependant des thèmes en commun, concernant le diagnostic des problèmes des États-Unis aussi bien que l'identification des moyens à mettre en œuvre pour avancer.

Pour ces analystes, les effets destructeurs de la politique de Trump ne sont plus à prouver. L'assaut du Capitole en janvier 2021 a démontré la capacité de Trump à catalyser la colère des classes populaires blanches, mais a également révélé de façon spectaculaire le bouillonnement politique créé par les dysfonctionnements à l'œuvre aux États-Unis. Dans son article, écrit bien avant l'assaut de janvier, Scheiring soutenait qu'en l'absence d'un arrêt des ravages causés par la néolibéralisation aux classes populaires depuis des décennies, le trumpisme risquait d'être le prélude à des mouvements politiques similaires mais encore plus toxiques.

Ni les vaccinations contre le Covid ni un nouveau président ne résoudront les problèmes soulevés ici. Les origines structurelles des dysfonctionnements américains du XXI^e siècle sont la base principale des stratégies proposées par ces auteurs, et celles-ci persisteront malgré la pré-

sence d'une nouvelle administration à Washington. Zavella conclut que le fait d'avoir Biden à la Maison Blanche ne change rien au fait que « l'avenir est un avenir de lutte ». Cha est convaincue que « la perspective d'une mobilisation de type "Green New Deal" sous une administration Biden-Harris semble peu probable ».

Ceux qui s'inquiètent pour l'avenir des États-Unis ne seront pas rassurés après la lecture de cet ensemble d'articles. Aucun des auteurs n'avance qu'il existe des raisons structurelles inéluctables conduisant à l'adoption des solutions qu'ils proposent. Aucun d'entre eux ne prétend que de puissantes forces politiques soient en train de converger pour contrer le déclin de l'économie et de la société américaines. Il n'y a aucun fil conducteur allant dans le sens d'une téléologie optimiste que pourraient saisir ceux qui cherchent à être rassurés.

Pourtant, il n'y a pas, là non plus, de prophètes de malheur. Ces analyses ne sont pas seulement des diagnostics. Elles envisagent un ensemble captivant de possibilités pour promouvoir le changement. Hunter, qui se concentre sur le problème structurel des États-Unis le plus profondément enraciné – le racisme – offre également la vision la plus optimiste, en affirmant que « la reconnaissance et l'archivage de la vérité et l'obtention d'un véritable apaisement racial sont à même d'ouvrir la voie à une Amérique transformée ». Chaque article identifie un ensemble d'agents politiques qui ont le potentiel d'exercer une influence dans le sens d'un changement progressiste. Considérant l'arène politique nationale comme un domaine peu prometteur, ils se concentrent sur des possibilités concrètes à plus petite échelle. Cha donne l'exemple de coalitions pour la justice climatique réussies à l'échelle des États, notamment dans les cas où celles-ci englobent des organisations des classes laborieuses. Zavella s'intéresse plus particulièrement aux coalitions qui transcendent les identités de genre, de race et de classe comme étant le moteur de l'énergie progressiste. Pour Muller et Naidu, la volonté de la gauche instruite d'aider à constituer et à soutenir les organisations de la classe laborieuse est indispensable. Scheiring affirme que même les sociologues ont un rôle à jouer, en établissant « les liens complexes de causalité entre les bouleversements économiques et les morts de désespoir » ainsi que les mécanismes qui lient le désespoir à la régression politique.

Bien qu'ils se concentrent sur des domaines clairement différents, les auteurs identifient des ensembles d'acteurs dont les actions se recoupent de sorte que les victoires obtenues dans un domaine renforcent les possibilités d'avancer dans d'autres domaines. On trouve donc là un ensemble fascinant de plans d'action entrecroisés – non pas un plan détaillé de ce qui doit être fait, mais une série d'ébauches partielles de « ce qui pourrait être fait ». ■

Toute correspondance est à adresser à Peter Evans <pevans@berkeley.edu>

> Morts de désespoir, et santé de la démocratie : Des défis pour la sociologie

Gabor Scheiring, Université Bocconi (Italie) et membre des comités de recherche de l'ISA Économie et Société (RC02), Transformations sociales et Sociologie du développement (RC09), Sociologie de la Santé (RC15) et Sociologie politique (RC18)



Depuis le début du XXI^e siècle, la mortalité des Américains d'âge moyen est en hausse. Trois causes directes expliquent cette vague de mortalité : les suicides, les overdoses et les décès liés à l'alcool – ce qu'on appelle les « morts de désespoir ». Crédit : Creative Commons.

La pandémie de coronavirus a permis de freiner temporairement la montée du populisme et d'atténuer la pression sur la politique du statu quo, contribuant ainsi à la victoire de Joe Biden dans la course à la présidence de 2020. Mais l'héritage laissé par Donald Trump va se prolonger au-delà de sa présence à la Maison-Blanche. Le trumpisme – et plus généralement le national-populisme – est une manifestation de la crise existentielle du capitalisme contemporain. Une

>>

deuxième vague de national-populisme et une version du trumpisme qui peut s'avérer pire encore sont inévitables si l'administration Biden – attirée par le centrisme et bloquée par la stratégie d'obstruction des Républicains – ne résout pas les profondes tensions sociales et perturbations économiques. La sociologie peut ici être utile.

Le populisme, en tant que mode de leadership politique qui cherche à établir des liens directs avec ceux qui n'appartiennent pas aux élites et à les utiliser contre les élites, peut avoir différentes déclinaisons. Tantôt, il impulse des programmes de redistribution qui permettent de remettre en cause des privilèges bien enracinés. D'autres fois, il défend des programmes réactionnaires et rétrogrades dans lesquels le « peuple » dont il prétend représenter les intérêts forme un sous-ensemble bien circonscrit de la société, tandis que l'offensive contre « les élites » évite précisément de menacer leurs privilèges économiques et conduit même à les renforcer. La vague populiste actuelle appartient à la deuxième catégorie : il s'agit d'une variété de populisme réactionnaire de droite. C'est dans ce sens que je fais référence au « populisme » dans cet article.

Parmi les explications des analystes sur la vague populiste actuelle, les plus largement acceptées sont celles des politologues. Leur point fort réside dans l'analyse du comportement des électeurs et des manœuvres des acteurs politiques. S'il est clair que les tactiques politiques – en rupture avec les normes et les institutions établies par la démocratie libérale – sont un élément essentiel pour comprendre le populisme, les responsables politiques populistes n'opèrent pas hors de tout contexte social. D'autres analystes mettent surtout l'accent sur les mentalités culturelles « illibérales » qui déterminent la demande politique de populisme. Cela dit, le populisme va au-delà du simple racisme. En rejetant les électeurs populistes en tant que racistes, les progressistes ne tiennent pas compte des structures partisans à l'œuvre dans les quartiers populaires – ce qui constitue une grave erreur politique.

Contrairement à la science politique, la sociologie a joué jusqu'à présent un rôle secondaire dans le débat sur le populisme. Des sociologues ont mis en évidence la manière dont les évolutions économiques – la mondialisation, la désindustrialisation et le passage à des emplois de services à niveau élevé de compétences – ont modifié les coalitions électorales traditionnelles. Ces changements tectoniques ont sapé la base électorale des partis sociaux-démocrates et poussé les électeurs des classes populaires à se tourner vers la droite. D'autres ont montré que lorsque la gauche se droitise en matière de politique sociale et économique, c'est la droite populiste qui l'emporte. Des sociologues et ethnographes ont complété ce tableau en soulignant dans leurs études qualitatives comment la désintégration sociale provoquée par une thérapie de choc et des décennies de politique néolibérale ont fait des ravages dans la vie quotidienne des milieux populaires, érodant ainsi

l'identité de classe et ouvrant la voie à l'exploitation nationaliste des difficultés économiques.

Cependant, il est un indice particulier de la crise existentielle du capitalisme qui a jusqu'à présent échappé à l'attention de la plupart des sociologues, à savoir, la baisse de l'espérance de vie des travailleurs dans les zones désindustrialisées de la *Rust Belt*, et l'aggravation concomitante des inégalités en matière de santé. Les États-Unis offrent l'exemple le plus choquant de cette épidémie de *deaths of despair* (morts de désespoir), mais d'autres régions du monde, comme le Royaume-Uni ou l'Europe de l'Est post-socialiste, ont également connu une hausse des taux de mortalité parmi la classe ouvrière, et des disparités croissantes en matière de santé.

Pendant la plus grande partie du XX^e siècle aux États-Unis et en Europe, l'espérance de vie a augmenté, ce qui constituait l'indicateur le plus probant des avantages apportés par le développement des soins de santé, de la protection sociale et de la croissance économique. Mais aujourd'hui, l'économie la plus puissante du monde connaît une toute autre évolution, qui remet fondamentalement en question la fonctionnalité du modèle de croissance américain. La mortalité des Américains blancs d'âge moyen est en hausse depuis le début du XXI^e siècle. Les travailleurs noirs ont connu une crise sanitaire similaire il y a une trentaine d'années, lorsque la première vague de fermetures massives d'usines a fait des ravages dans les quartiers défavorisés des centres-villes. Comme le soulignent les deux économistes de Princeton Anne Case et Angus Deaton dans leur livre *Deaths of Despair*, le désespoir a tué 158.000 Américains en 2017, soit l'équivalent d'un Boeing 737 bondé s'écrasant au sol chaque jour pendant un an.

Les trois causes directes de cette vague de mortalité aux États-Unis sont les suicides, les overdoses d'opioïdes et les décès liés à l'alcool. C'est ce que Case et Deaton appellent les « morts de désespoir ». Ces morts rendent compte de la façon dont les gens envisagent leur avenir, et de l'importance qu'ils accordent à leur vie. Ces morts de désespoir ne sont pas réparties de manière égale dans la société. Elles ne sont en hausse que parmi les travailleurs qui n'ont pas de diplôme universitaire. La désintégration sociale de la classe ouvrière américaine en est le facteur originel le plus déterminant.

La perte d'emplois stables dans l'industrie a profondément transformé les communautés et ébranlé la culture de la classe ouvrière. Les nouveaux emplois dans l'industrie et les services sont souvent plus précaires, avec l'augmentation du travail intérimaire, des contrats « zéro heure » et des emplois requalifiés comme activité indépendante. Stratégies d'entreprise impitoyables, absence d'un contre-pouvoir organisé, et captation de l'État par le capital sont au cœur de cette transformation. Les villes qui constituaient autrefois la base régionale de l'aristocratie

ouvrière sont aujourd'hui le foyer d'un cumul de problèmes sociaux, économiques et sanitaires – le foyer du désespoir. La désindustrialisation de la *Rust Belt* entraîne la désintégration de la classe ouvrière et une progression de formes aiguës de stress psychosocial et de désespérance. Ce contexte est un terrain propice à des troubles émotionnels et mentaux qui, avec le temps, se traduisent souvent par des problèmes de santé et des addictions.

Bien que Case et Deaton présentent une enquête novatrice sur les morts de désespoir, les contraintes de la discipline économique limitent leur analyse. Reprenant des études sociologiques antérieures sur les effets pervers de la désindustrialisation sur le plan social, les auteurs soulignent l'importance des bouleversements économiques comme élément qui détermine en amont les inégalités de santé. Toutefois, au lieu de décomposer ces mécanismes complexes et de tirer les conclusions théoriques et politiques nécessaires, ils insistent sur le caractère exceptionnel de l'expérience américaine et concluent leur livre par un ensemble relativement décevant de propositions axées sur la nécessité d'une meilleure réglementation des produits pharmaceutiques et d'un « marché véritablement libre et concurrentiel » (Case et Deaton, 2020).

Quelques années avant que l'espérance de vie ne commence à décliner aux États-Unis, l'Europe de l'Est a connu une catastrophe comparable, dont l'ampleur était sans précédent dans le monde développé en temps de paix. À elle seule, la Russie a enregistré 3,26 millions de décès supplémentaires entre 1990 et 1999. La crise de mortalité dans les anciens pays socialistes – sur laquelle portent ma thèse de doctorat et plusieurs articles de revue ultérieurs – était également liée aux changements rapides qui ont transformé la structure industrielle et la structure de l'emploi en Europe de l'Est. La désindustrialisation pourrait expliquer un tiers de la surmortalité masculine observée lors de la crise de mortalité de la période post-socialiste en Hongrie, tandis que les avantages économiques liés à l'accueil de multinationales ne se sont pas traduits par une meilleure santé pour la population. Des données parallèles pour la Russie confirment les répercussions psychosociales négatives du bouleversement économique suscité par la désindustrialisation et les privatisations massives. L'espérance de vie est cependant repartie à la hausse en Europe de l'Est depuis la seconde moitié des années 1990. À l'inverse, l'espérance de vie des Blancs des classes populaires aux États-Unis diminue depuis 20 ans.

La santé de la population et la santé de la démocratie sont étroitement liées. Les laissés pour compte des régions frappées par la maladie du désespoir, et les travailleurs

condamnés à la précarité et menacés de déclassement, ont davantage tendance à soutenir les insurgés populistes. La popularité de Trump dans les régions des États-Unis où la santé est précaire, la part élevée des votes en faveur du Brexit dans les villes les moins salubres du Royaume-Uni frappées par des années d'austérité, et le succès grandissant de la Ligue du Nord auprès des travailleurs dans les villes désindustrialisées d'Italie illustrent bien cette réalité.

Pourtant, ces « hommes forts » qui promettent une vie meilleure à leurs électeurs et se targuent de « reprendre les choses en main » ne font en fait qu'exploiter en coulisse ces mêmes personnes. Les élites sont les premiers bénéficiaires de la mutation national-populiste du néolibéralisme que représentent Trump et « Brexit Boris ». Même si les inégalités compromettent le développement économique à long terme, une redistribution vers le haut peut stimuler la croissance à court terme, ce qui permet aux national-populistes de s'attirer également le soutien de la bourgeoisie nationale, des investisseurs étrangers et des classes moyennes supérieures.

Les populistes ne sont pas la cause première des multiples crises actuelles. Ce sont des entrepreneurs politiques irresponsables qui exploitent toutes les opportunités structurelles que leur offrent les crises engendrées par des structures économiques défailtantes. La sociologie a un grand potentiel inexploité pour analyser ces bouleversements économiques profonds – comme le montrent les analyses réunies dans ce numéro de *Dialogue Global*, qui illustrent bien ce que peuvent apporter les perspectives sociologiques à l'analyse du populisme.

Les politiques et stratégies centristes destinées à maintenir le statu quo ne suffiront pas pour s'attaquer aux causes profondes de la vague populiste actuelle et remédier aux bouleversements économiques qui sont également à l'origine des morts de désespoir. La conjoncture actuelle de crise démographique et démocratique exige des transformations en profondeur. Les sociologues pourraient jouer un rôle privilégié dans la recherche de solutions en puisant dans les ressources de notre discipline pour analyser ces « morts sociales » et les répercussions des mutations industrielles sur la société. Complétant le travail des économistes et des politologues, seule une approche sociologique est à même d'établir les liens complexes de causalité entre les bouleversements économiques et les morts de désespoir, et de permettre de mieux comprendre les mécanismes par lesquels une mauvaise santé alimente en retour une politique qui entraîne le soutien des populistes. La santé de la démocratie et la santé des citoyens dépendent l'une de l'autre. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Gabor Scheiring <gabor@gaborscheiring.com>

Références :

Case A et Deaton A (2020) *Deaths of Despair and the Future of Capitalism*. Princeton, NJ: Princeton University Press ; pour l'édition française : (2021) *Morts de désespoir : L'avenir du capitalisme*. Paris : PUF.

> Des capitalistes humains

Christopher Muller, Université de Californie à Berkeley (États-Unis) et **Suresh Naidu**, Université de Columbia (États-Unis)



Illustration : Arbu.

La dévastation économique provoquée par le Covid-19 et le contexte actuel d'inégalités extrêmes de richesse et de revenus apparaissent comme les parfaits ingrédients d'une situation révolutionnaire. Reportons-nous aux théories économiques déterministes les plus mécanistes de la mobilisation sociale : de fortes inégalités structurelles, ponctuées de chocs économiques transitoires et accompagnées d'une capacité affaiblie des États, devraient se traduire par une crise de l'État et un changement potentiel de régime. À tout le moins, d'après ces théories, Bernie Sanders aurait dû remporter une victoire écrasante si les masses populaires aux États-Unis s'étaient ralliées à son programme axé sur la redistribution.

Or au lieu de cela, nous continuons à nous trouver dans une impasse politique qui risque d'entraîner une paralysie de l'État encore plus poussée. Les autopsies de l'élection de 2020 ne manqueront pas de se multiplier dans un avenir proche. Mais dans ce contexte, il apparaît que les études, partout dans le monde, vont continuer à être l'un des indicateurs les plus fiables pour prédire le vote de gauche et même l'activisme de gauche. Comment interpréter le clivage décrit par Piketty entre la droite marchande et la gauche brahmane ? Faut-il en conclure qu'il nous faut abandonner l'approche matérialiste de l'analyse politique ? Nous ne sommes pas de cet avis. Mais il faut probablement la compléter par une analyse plus attentive des divisions sociales produites par l'exclusion et l'exploitation qui sont fondées sur le niveau de diplôme.

Deux éléments sont à prendre en compte.

Tout d'abord, les universités, du moins depuis les années 1960, sont devenues l'un des lieux les plus importants pour la reproduction institutionnelle des idées de la gauche. Et ce, au grand dam des conservateurs qui, alors que nous nous précipitons vers une catastrophe climatique

et essayons de nous sortir d'une pandémie, sont étonnamment nombreux à être tourmentés par l'accaparement de l'activité politique sur les campus. Il est cependant incontestable que les universités, ainsi que la plus grande partie du secteur de la culture, sont entièrement captées par les partisans démocrates. C'est d'autant plus vrai dans les départements consacrés à l'étude de la société : même les professeurs d'économie – une discipline souvent considérée comme conservatrice – penchent pour le camp démocrate, avec un ratio de 4 pour 1 (le ratio s'élève à 44 pour 1 en sociologie). Et ce ne sont pas seulement les démocrates centristes, mais aussi les autres tendances de la gauche, qui héritent leurs positions politiques de l'université.

Deuxièmement, depuis les années 1970, les perspectives des personnes qui n'ont pas fait d'études universitaires se sont détériorées en termes aussi bien absolus que relatifs. L'importance des études universitaires n'a cessé de croître de la fin des années 1970 jusqu'en 2000. Aujourd'hui, même si la crise de la dette étudiante et la récession de 2009 ont fragilisé toute une génération de jeunes diplômés, les coûts liés à l'absence de diplôme universitaire sont indéniables, comme l'illustre de façon saisissante la hausse de la mortalité parmi les personnes non diplômées, décrite par Anne Case et Angus Deaton. Même les syndicats du secteur privé – l'archétype de l'organisation ouvrière – comptent de plus en plus de diplômés de l'université, tandis que la syndicalisation ne concerne qu'une minorité de travailleurs à bas salaires.

Ces deux éléments sont généralement abordés séparément, or il est utile d'y réfléchir conjointement. Lorsque c'est le cas, on constate que les universités ont de plus en plus persuadé leurs étudiants du bien-fondé d'idées comme celles d'un impôt mondial sur la fortune ou d'un New Deal vert, en même temps qu'elles ont creusé le fossé social, économique et rhétorique entre ces étudiants et la grande majorité des électeurs de notre société.

Ce fossé fait que tout mouvement cherchant à établir une majorité se retrouve dans une impasse. La résurgence de la gauche a permis de revitaliser un espace public sur Internet, apportant aux médias traditionnels des idées fortes pour réimaginer la société, qui auraient été considérées comme marginales il y a à peine quelques années. Mais si les débats en ligne entre la gauche et le centre, ou au sein de la

>>

gauche, sont fondamentaux et nécessaires, ils sont aussi presque exclusivement des échanges entre jeunes diplômés de l'université, qui manifestent des préoccupations souvent étrangères aux 60% de personnes nées après 1982 qui n'ont pas fait d'études universitaires. Trop souvent, les préoccupations et les mouvements de ces personnes non diplômées, qui s'expriment autour d'une table de cuisine et se regroupent dans des églises et des centres sociaux, n'ont que peu de rapport avec l'univers des rédacteurs qui essayent de les traduire en revendications politiques.

Il est évident que pour réduire les inégalités de revenus et de richesse, il faudra réduire le fossé économique entre ceux qui ont un diplôme universitaire et ceux qui n'en ont pas. Mais il est moins évident, et peut-être plus important, que le fossé social soit réduit en même temps. Dès lors, la tâche consiste à se rapprocher les uns et les autres en dépassant les clivages liés aux études, et à créer des réseaux entre la gauche instruite et ceux qui n'ont pas fait d'études supérieures, en faisant en sorte que ces réseaux s'organisent pour rendre compte de leur action auprès des représentants de la classe laborieuse. Quels sont les moyens d'y parvenir ?

L'une des stratégies consiste à élargir l'accès aux universités et à réduire à la fois les coûts financiers et les bénéfices privés de l'enseignement supérieur. L'université fait pour la gauche ce que l'armée fait pour la droite. Pour la droite, c'est une raison pour « définancer » l'université. Nous devrions en faire une raison pour exiger la gratuité de l'université pour tous et davantage de financement public pour l'enseignement supérieur et la recherche scientifique fondamentale. Parce que les profits tirés des études supérieures dépendent de leur rareté, cela réduirait l'écart économique entre les personnes qui ont un diplôme universitaire et celles qui n'en ont pas. Mais réduire l'avantage d'avoir fait des études universitaires et réduire le coût de celles-ci n'empêchera pas une proportion importante de la population de continuer à préférer ne pas aller à l'université, et des fossés subsisteront au plan de la communication entre les personnes qui ont fait des études supérieures et celles qui n'en ont pas fait.

Une autre stratégie pourrait consister à changer notre discours, en centrant moins nos débats sur les petites différences avec les personnes dont l'action politique est proche de la nôtre, et en mettant plus l'accent sur les conséquences radicales des engagements de personnes dont les opinions apparaissent éloignées des nôtres. Nous avons certainement là un rôle à jouer, en rendant nos idées plus accessibles et plus attrayantes auprès de publics plus larges et en mettant en évidence les liens entre les considérations éthiques qui attirent les gens vers le service et la charité et celles qui les entraînent vers les sphères plus larges de l'engagement et des préoccupations politiques. Mais les idées, même lorsqu'elles sont largement diffusées, ne suffisent pas. Les gens peuvent entendre une idée ou recevoir des

informations sans pour autant faire partie d'un réseau social qui va leur renvoyer cette idée dans une discussion et dans des références partagées. Les messages de Sanders n'ont pas souffert d'un manque de portée ou d'attrait, mais ils ne se sont ancrés que là où des organisations d'immigrés, de travailleurs et de travailleurs immigrés ont répercuté ces messages au sein de leurs propres réseaux.

Ainsi, les deux premières stratégies risquent de n'être efficaces que si elles contribuent à créer et à soutenir des *organisations* de la classe laborieuse. Les gens de gauche qui ont fait des études universitaires ont-ils un rôle à jouer dans ce sens ? L'une des stratégies pourrait être de créer des syndicats de jeunes diplômés et d'universitaires précaires, ainsi que des syndicats de travailleurs du secteur de la technologie et des médias, ce qui permettrait de faire émerger des factions d'intellectuels intégrées dans le mouvement syndical. Une autre initiative pourrait consister à élargir l'éventail et le nombre d'« intellectuels maison » soutenus par des syndicats et d'autres organisations afin de leur permettre de poursuivre leur activité intellectuelle en dehors de l'université, en étant affranchis des pressions liées à leur carrière et au milieu académique. Par le passé, l'action de ces intellectuels a souvent été déterminante, mais elle risque à l'avenir de devenir de plus en plus technique. Certains pourraient utiliser les outils d'ingénierie qu'ils ont appris à l'université pour renforcer les capacités juridiques, techniques et administratives de leur organisation. D'autres pourraient utiliser les outils des sciences sociales expérimentales au service de l'organisation de campagnes, comme le Poverty Action Lab du MIT (le Laboratoire d'Action contre la Pauvreté du Massachusetts Institute of Technology) qui les utilise pour des projets portés par des donateurs. Les syndicats d'aujourd'hui, par exemple, sont des organisations fondées sur des données qui nécessitent une infrastructure logicielle et des analyses qui ne peuvent généralement être élaborées et réalisées que par des personnes dotées de compétences spécialisées. Ce type de travail pourrait s'inspirer du *movement lawyering*, l'usage militant du droit au service des mouvements, dont le principe est de faire travailler des gens de gauche qui ont fait des études universitaires au service d'organisations dirigées par des personnes non diplômées.

Pour que la gauche formée à l'université parvienne à dépasser ses intérêts de classe, une combinaison de ces trois stratégies sera vraisemblablement nécessaire : à la fois lutter pour élargir l'accès à l'université, changer la rhétorique et la culture de la gauche pour accueillir une plus grande variété de cultures discursives (peut-être en appliquant des normes transparentes de respect mutuel), et abandonner les espaces qu'elle occupe – déterminés par les fondations, le gouvernement et les donateurs – au profit d'organisations qui soient véritablement tenues de rendre compte de leur action auprès des classes laborieuses américaines. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Christopher Muller <cmuller@berkeley.edu>
Suresh Naidu <suresh.naidu@gmail.com>

> L'avenir de la justice reproductive aux États-Unis

Patricia Zavella, Université de Californie à Santa Cruz (États-Unis)



L'un des nombreux rassemblements organisés à travers les États-Unis durant le mandat de Trump pour protester contre les interdictions et restrictions en matière d'avortement. Crédit : [flickr](https://www.flickr.com/photos/abortionrights/10000000000000000000/). Certains droits réservés.

Les initiatives en matière de gouvernance reproductive, visant à surveiller et contrôler le comportement reproductif des femmes, ont joué un rôle central dans la politique de Trump, renforcées par une rhétorique anti-avortement destinée à apaiser sa base – en particulier les évangéliques. Les attaques contre la justice reproductive avaient des fondements politiques et idéologiques communs avec celles dirigées contre les immigrants. Trump a mis en place un programme de violence légale sans précédent en présentant l'immigration comme une menace pour la sécurité, l'économie et l'identité des États-Unis, et en diffusant des mesures et un discours destinés à freiner l'immigration des « non-méritants ».

Les politiques publiques en matière de reproduction et la politique migratoire étaient liées dans la mesure où les

femmes de couleur en sont dans les deux cas la principale cible. Le nombre considérable de décès dus à la mauvaise gestion par Trump de la pandémie de Covid-19 s'inscrit dans la même logique. Les personnes de couleur et les immigrés, condamnés à travailler dans des emplois particulièrement exposés et à habiter des logements surpeuplés, ont de manière disproportionnée fait les frais de cet échec à endiguer la pandémie.

Un volet essentiel de l'offensive engagée contre la justice reproductive a été de chercher à invalider l'Affordable Care Act, la loi sur l'assurance santé, plus connue sous le nom d'Obamacare, qui avait élargi l'accès des femmes aux services de santé reproductive sur la base de soins préventifs comme la contraception, le dépistage du cancer et les soins prénataux. Si Trump n'a pas réussi à invalider

>>

l’Affordable Care Act, nombre de ses actions destinées à entraver le droit des femmes aux soins de santé reproductive ont en revanche abouti. Parmi celles-ci, on peut citer le retrait des fonds dévolus au programme « Titre X », qui fournit des services de santé à 43 millions de femmes à faible revenu aux États-Unis et à l’étranger, l’affectation de fonds pour la prévention des grossesses chez les adolescentes à des programmes inefficaces d’instruction exclusivement axés sur l’abstinence, l’autorisation donnée aux professionnels de la santé de discriminer les patients LGBTQ, et la nomination de près de 200 juges des juridictions inférieures et de trois juges de la Cour suprême qui représentent une menace pour l’accès des femmes à l’avortement.

L’administration Trump a également remporté des succès inquiétants dans ses efforts parallèles pour s’attaquer aux immigrants de couleur. Le programme de restrictions sans précédent mené par Trump en matière d’immigration a diabolisé les « Latinos » et introduit plus de 400 modifications stratégiques : l’entrée sur le territoire américain a été interdite aux personnes originaires de pays majoritairement musulmans, les admissions de réfugiés ont été réduites à leur niveau le plus bas depuis 1980, 400.000 immigrants de dix pays se sont vus retirer leur statut de protection temporaire (TPS), l’obtention d’un statut de résident permanent légal ou de la citoyenneté a été rendue plus difficile, les migrants ont été empêchés de déposer une demande d’asile à moins d’entrer à un poste frontière officiel, la violence (domestique ou des gangs) n’a plus été considérée comme un motif pour demander l’asile, le nombre de demandeurs d’asile a été réduit en obligeant ces derniers à rester au Mexique jusqu’à ce qu’ils soient convoqués, tandis que les restrictions existantes ont été renforcées pour limiter la capacité des immigrants à bénéficier d’avantages tels que des bons d’alimentation. Dans le cadre d’une politique de « tolérance zéro », l’administration Trump a séparé des milliers d’enfants de leurs parents, a autorisé des conditions de détention qui ont conduit à de la négligence, de la maltraitance et à des décès, en particulier parmi les mineurs et les migrants transsexuels, et a expulsé des migrants, les exposant par conséquent au Covid-19 et à d’autres risques mortels. Des femmes immigrées ont été soumises à des stérilisations forcées et à des pratiques bureaucratiques qui criminalisaient l’avortement pendant leur détention.

Pour les femmes à faible revenu, et en particulier les femmes de couleur, les effets conjugués de l’offensive contre la justice reproductive et d’une politique anti-immigrants ont été dévastateurs. Ces mesures ont donné du pouvoir aux États hostiles au droit à l’avortement, où vivent 60% des femmes américaines. L’augmentation des taux de mortalité maternelle chez les femmes noires et autochtones a été un indicateur particulièrement préoccupant des répercussions de cette offensive contre la justice reproductive. Dans le même temps, les femmes en

situation irrégulière ont craint de recourir à des services de soins de santé de base tels que les soins prénataux ou la contraception et à des prestations publiques comme les bons d’alimentation, tandis que des personnes LGBTQ ont été victimes de discrimination dans les établissements de soins de santé.

Des femmes, en particulier parmi les femmes de couleur, se sont opposées à ces offensives. Elles se sont mobilisées contre le programme à plusieurs facettes de Trump, qui consiste à cibler les plus vulnérables. Toute une série de groupes de défense, qui opèrent souvent au sein de coalitions, ont contesté ces politiques et pratiques rétrogrades et fait campagne en faveur d’une législation progressiste visant à rétablir et à protéger la santé et les droits sexuels et reproductifs de chacun. Ces coalitions poursuivront leurs actions une fois que la nouvelle administration aura pris le pouvoir à Washington. Elles prévoient de surveiller et de faire pression sur l’administration Biden pour qu’elle répare des injustices de longue date avec la même détermination qu’elles ont combattu les initiatives de Trump.

Les juges de la Cour suprême ayant signalé que l’ACA ne pouvait vraisemblablement pas être invalidé, l’administration Biden doit s’efforcer de combler les lacunes de l’ACA en matière de contraception, rétablir les protections contre la discrimination, inverser la règle permettant de refuser des soins à des patients LGBTQ, restaurer le programme du Titre X, en le dotant notamment de fonds beaucoup plus importants, supprimer les programmes de prévention des grossesses chez les adolescentes uniquement basés sur l’abstinence, et encourager l’inclusion des personnes LGBTQ.

L’administration Biden devrait condamner les actes de violence des opposants à l’avortement et donner des preuves de son engagement en faveur du droit et de l’accès à l’avortement, en abrogeant le décret renforçant l’amendement Hyde qui interdit aux assurances de financer l’avortement pour les millions de femmes qui dépendent des programmes fédéraux pour leur couverture santé. Biden devrait soutenir les dispositions législatives qui annulent l’Amendement Hyde et étendent le programme Medicaid. Il devrait développer la télémédecine et revoir les restrictions de la Food and Drug Administration qui limitent l’accès aux avortements médicamenteux dont la sécurité a été démontrée. Reconnaître le racisme comme un problème de santé publique permettrait de donner une nouvelle tonalité à la politique en matière d’accès aux soins de santé et de meilleures conditions de vie et de travail.

Sur le front de l’immigration, Biden a indiqué qu’il prévoyait de revenir sur nombre des mesures mises en place par Trump. Sa nomination à la tête du ministère de la Sécurité intérieure d’Alejandro Mayorkas, un immigrant cubain qui a orchestré la mise en œuvre du programme Deferred Action for Childhood Arrivals (Action différée pour

les enfants arrivants, DACA), et la fermeture d'un centre de détention, sont le signe d'un revirement de la violence légale et de la xénophobie. Cependant, son choix de Cecilia Muñoz pour son équipe de transition est inquiétant, sachant qu'elle a défendu la séparation des familles sans papiers sous l'administration Obama. Pour que Biden mette fin à la séparation des familles et rouvre la frontière aux demandeurs d'asile, il faudrait que son procureur général revienne sur les décisions du ministère de la Justice qui limitent l'indépendance des juges chargés de l'immigration. Il faudrait également nommer davantage de juges pour mettre fin à l'arriéré des dossiers d'immigration, car c'est là un élément essentiel pour que justice soit rendue aux immigrants. De la même manière que les offensives contre la justice reproductive vont de pair avec celles dirigées contre les immigrés, les politiques favorables aux immigrés iraient dans le sens de la justice reproductive. Une administration favorable aux immigrés faciliterait l'accès des femmes immigrées aux services de santé reproductive et aux prestations publiques tout en renforçant leur sentiment d'appartenance. Les succès sur ces deux fronts vont dépendre fondamentalement des mêmes mouvements sociaux qui ont résisté à Trump.

Le mouvement social consacré à la justice reproductive est mené par des femmes de couleur qui travaillent au nom des personnes marginalisées – immigrants, pauvres, personnes LGBTQ, jeunes, handicapés, etc. En travaillant dans une perspective holistique qui associe intersectionnalité et droits de la personne, ce mouvement milite pour un changement structurel qui établit un lien entre les droits sexuels et reproductifs et les politiques de réduction des

disparités sociales, économiques et environnementales qui touchent les personnes à faibles revenus. La mission du mouvement pour la justice reproductive est de défendre le droit des femmes à avoir des enfants sans contrainte ni maltraitance, à mettre fin à leur grossesse sans obstacles ni jugement, et à élever leurs enfants dans un environnement sain, ainsi que le droit à l'autonomie corporelle et à l'auto-identification sexuelle. Actif dans plus de 30 organisations à but non lucratif à travers le pays depuis les années 1990, ce mouvement participe également à l'organisation au niveau local, afin de socialiser et mobiliser politiquement les groupes concernés, et contribue à changer la culture en présentant les questions problématiques par le biais d'une approche culturelle positive et en rendant honneur aux traditions spirituelles séculaires. Des organisations mènent des recherches sur le terrain, élaborent des campagnes ciblées auprès des femmes pour les informer et leur donner les moyens d'agir, intentent des actions en justice, font adopter des lois progressistes et présentent leurs conclusions aux Nations unies, et ont obtenu des succès remarquables. Les organisations de justice reproductive travaillent en coalition avec celles qui fournissent des services de santé reproductive et celles qui travaillent à la défense des droits reproductifs et des droits civiques.

Que leur priorité soit la justice reproductive, les droits des immigrés, les droits des personnes LGBTQ ou les droits des femmes, les activistes continueront à faire pression sur l'administration Biden au nom des droits sexuels et reproductifs. L'avenir est au combat. ■

Toute correspondance est à adresser à Patricia Zavella <zavella@ucsc.edu>

> La lutte pour la justice climatique

et l'administration Biden-Harris

J. Mijin Cha, Occidental College (États-Unis)



Un graffiti attire l'attention sur la nécessité d'agir pour le climat.
Crédit : [flickr](#). Certains droits réservés.

Un deuxième mandat de Trump aurait nécessairement entraîné des changements climatiques catastrophiques, mais la perspective d'une mobilisation de type « Green New Deal » sous une administration Biden-Harris semble peu probable. Le président nouvellement élu Joe Biden se montre à l'évidence plus combatif que toutes les administrations précédentes dans son engagement à agir pour le climat, mais il lui manque la vision et l'ambition d'un Green New Deal, sans compter qu'être aux prises avec un Sénat vraisemblablement hostile risque de considérablement limiter la marge de manœuvre de la nouvelle administration. Si un Green New Deal au niveau fédéral a peu de chances de se réaliser, la question qui se pose alors est la suivante : les efforts des États et des collectivités locales seront-ils d'une envergure suffisante pour réaliser une transition équitable et socialement juste vers une économie à faible émission de carbone ? Les initiatives pour le climat menées à l'échelle des États pourront ouvrir la voie à une transition socialement juste à faible émission de carbone, à condition que les questions de justice sociale et économique soient intégrées dans la politique climatique.

Bien que les conservateurs [aient fait du Green New Deal une arme](#) de contrôle gouvernemental coercitif, le Green New Deal n'est pas un article de loi normatif détaillé. Il s'agit plutôt d'une résolution non contraignante incitant le gouvernement fédéral à adopter un ambitieux programme keynésien pour remédier dans un délai de dix ans à la

double crise des inégalités et du dérèglement climatique. Ce délai s'aligne sur le consensus des experts selon lequel une réduction drastique des gaz à effet de serre doit se produire d'ici 2029 pour enrayer les effets les plus graves du changement climatique. En comprenant que les changements climatiques et les inégalités sont liés, l'ambition du Green New Deal dépasse le cadre étroit et technocratique de la seule réduction des émissions. Comprendre la situation matérielle des personnes et s'y intéresser permet d'intégrer la question climatique dans les considérations d'ordre social et économique, plutôt que d'aborder le changement climatique comme un enjeu séparé et distinct.

L'intégration des considérations sociales et économiques est une évolution qui s'avère nécessaire dans la lutte contre le changement climatique. S'éloignant de solutions technocratiques comme celles qui par le passé étaient axées sur la taxe carbone ou le programme « cap-and-trade » de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre, les défenseurs du climat, quelle que soit leur tendance politique, [se sont largement mis d'accord sur trois principes directeurs](#) pour l'action climatique, qui intègrent les questions sociales et économiques dans la politique climatique. Connu sous le nom de « Normes, investissement et justice », le fil conducteur des diverses initiatives pour le climat est un appel à atteindre la neutralité carbone ou zéro émission nette, à réaliser des investissements publics à grande échelle dans les secteurs et infrastructures à faible émission de carbone, et à prendre en compte les questions de justice sociale et économique – en créant des emplois de qualité garantis par les syndicats, en assurant la reconversion des travailleurs et des communautés liés aux combustibles fossiles, et en protégeant les populations marginalisées qui seront les premières et les plus touchées par les effets du dérèglement climatique.

Étant donné que le président nouvellement élu a annoncé que le changement climatique était [l'une des questions prioritaires de la période de transition](#) et qu'il a nommé

un envoyé spécial pour le climat, il y a lieu de croire que la question climatique sera effectivement une priorité pour la nouvelle administration Biden-Harris. Toutefois, si l'on peut se sentir soulagé d'avoir une administration qui croit à la réalité du changement climatique, la lutte pour une transition juste à faible émission de carbone devient plus difficile à bien des égards, car les considérations sociales et économiques – qui sont les gages d'une transition « juste » – sont les plus susceptibles d'être supprimées par une administration politiquement modérée et un Sénat républicain hostile. [L'offensive menée juste après les élections par les démocrates modérés](#) sur des questions défendues par le camp progressiste, telles que Medicare for All et l'appel à « defund the police » (couper les fonds de la police), indique que les questions de justice raciale et économique ne vont pas bénéficier des solides soutiens qui seraient nécessaires pour s'imposer face à un Sénat hostile.

L'action fédérale visant à garantir un avenir socialement juste à faible émission de carbone semblant incertaine, dans le meilleur des cas, l'attention se déplace vers les États où des efforts sont déployés dans ce sens. De fait, avant même les années Trump, des États avaient déjà montré la voie en mettant en œuvre des politiques climatiques ambitieuses. Mais, comme à l'échelle fédérale, le caractère socialement juste de ces politiques climatiques dépendra de la création d'une stratégie et de sa mise en œuvre. Lorsque la Californie a adopté un programme de d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, les organisations qui militent pour la justice environnementale [ont engagé des actions en justice pour stopper le programme](#) au motif qu'il aurait un impact négatif sur les communautés les plus exposées à l'injustice environnementale. Les poursuites n'ont finalement pas abouti, et les organisations qui les ont engagées ont été désavouées par les organisations traditionnelles de défense de l'environnement. Or une évaluation récente du programme de plafond et d'échange de quotas d'émissions a révélé que les préoccupations en matière de justice environnementale étaient bien fondées et que [la pollution localisée avait augmenté](#) depuis la mise en œuvre du programme. Qui plus est, la Californie [n'est pas en voie](#) d'atteindre ses objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, malgré les objectifs affichés dans le programme.

L'État de New York a en revanche adopté la [politique climatique la plus ambitieuse](#) du pays. Son succès est dû en grande partie à une coalition qui est partie d'une approche globale pour aboutir à des dispositions relatives à l'équité. Plutôt que d'être uniquement axé sur la réduction des émissions, le projet de loi sur le leadership climatique et la protection des communautés (Climate Leadership and Community Protection Act) donne la priorité aux in-

vestissements auprès des communautés vulnérables. L'ensemble du projet de loi sur le climat a également été subordonné à l'adoption d'un [projet de loi complémentaire](#) qui créait, entre autres, un conseil consultatif permanent sur la justice environnementale. Le lien établi entre justice et climat a donné lieu à une politique climatique équitable et ambitieuse.

Les efforts déployés par les États pour créer des emplois dans le domaine du climat constituent également des modèles pour une transition socialement juste vers une économie à faible émission de carbone. L'éthique fondamentale qui sous-tend ces efforts est que la double crise des inégalités et du climat doit être abordée simultanément. Remplacer des emplois dans le secteur des combustibles fossiles, qui sont généralement mieux rémunérés et plus susceptibles d'être syndiqués, par des emplois dans le secteur des énergies renouvelables, mal rémunérés et moins qualifiés, peut réduire les émissions de gaz à effet de serre mais ne constitue pas une transition socialement juste. Et l'échec du soutien des travailleurs et des communautés locales lors de transitions passées, comme celle de la désindustrialisation, font que les travailleurs du secteur des combustibles fossiles sont d'autant plus opposés à une nouvelle transition forcée. Les initiatives déployées au niveau des États, telles que le [Labor Leading on Climate](#) et le [Climate Jobs National Resource Center](#), engagent les syndicats locaux et régionaux à promouvoir des politiques favorables aux travailleurs et au climat qui lient inextricablement la création d'emplois de qualité à la réduction des émissions. Ces initiatives sont particulièrement efficaces dans la mesure où elles permettent d'exploiter le pouvoir politique des syndicats, comme en témoignent les [succès](#) de Climate Jobs New York, notamment la promesse d'allouer 1,5 milliard de dollars à la création de 40.000 emplois pour le climat.

Les dispositions relatives à l'équité et à la justice risquant d'être mises de côté par l'administration Biden-Harris, les initiatives déployées à l'échelle des États doivent montrer la voie vers une transition socialement juste. Mais au bout du compte, étant donné l'ampleur et la portée de la transition nécessaire pour renoncer aux combustibles fossiles, la lutte contre la crise climatique doit également s'opérer à l'échelle nationale et internationale. Toutefois, les politiques climatiques ne peuvent pas dissocier les considérations économiques et sociales de la problématique de la réduction des émissions. Les efforts menés à l'échelle des États peuvent tracer une feuille de route sur la manière de faire progresser une transition socialement juste et de renforcer la prise en compte des inégalités, de l'injustice sociale et du climat. ■

Toute correspondance est à adresser à J. Mijin Cha <mcha@oxy.edu>

> Des réparations radicales

Marcus Anthony Hunter, UCLA (États-Unis)

Depuis plus de 400 ans, soit 4000 mois ou 200 millions de minutes, les États-Unis d'Amérique ont porté l'héritage du péché de l'esclavage et continuent à vivre dans ce péché. Aboli sans pour autant avoir disparu – ainsi que de nombreux activistes et chercheurs l'ont démontré – l'esclavage a, sous une forme ou une autre, persisté et subsisté tel un virus non traité, se propageant et infectant en permanence, même si beaucoup prétendent que sa fin date du moment où l'encre de la Proclamation d'émancipation d'Abraham Lincoln a séché. Du *prison-industrial complex* (l'industrie des prisons privées) à l'expérience de Tuskegee, en passant par les *chain gangs* (les groupes de prisonniers enchaînés ensemble) et la guerre déclarée contre la criminalité, la pauvreté et la drogue, la vie des Noirs reste vulnérable et sans la protection de ce même gouvernement qui a aboli l'institution et la pratique de l'esclavage.

L'esclavage américain et plus généralement le commerce européen des esclaves nés de la cupidité, du racisme, du viol et de la colonisation, ont fait en sorte que l'humanité des Noirs soit diffamée, bafouée et subvertie. Depuis leurs foyers en Afrique et les ports de non-retour d'Afrique de l'Ouest, des centaines de milliers de Noirs ont été transportés à travers l'océan Atlantique par le terrible « Passage du milieu », vers des terres occupées par des peuples autochtones des Amériques et des Caraïbes. Ils mouraient durant la traversée, ou dans les champs du Sud ou les sous-sols du Nord, souvent jeunes, mais pas avant qu'ils aient pu procréer la prochaine génération d'esclaves noirs.

Les Noirs appartenaient à un propriétaire, leur corps et leur famille leur étaient enlevés, leur âme était dévastée au quotidien en même temps qu'on leur imposait de travailler gratuitement. Telle est l'histoire raciale et la vérité sur les violations et les souffrances humaines dont nous avons hérité. Et comme pour tout héritage, on nous a légué des responsabilités, dont celle de régler certaines dettes. Ces violations, blessures et dettes accumulées et persistantes, dont la compensation est habituellement qualifiée de *réparations*, n'ont toujours pas fait l'objet d'une indemnisation ni d'une réconciliation. Dans l'intervalle, les Noirs ont été de fait abandonnés à leur sort, recevant peu de soutien de l'État, et soumis à la surveillance systématique instaurée de longue date par l'État à l'encontre de la population noire.

Près de 500 ans plus tard, il semblerait qu'il soit impossible de calculer précisément les dommages et d'indemniser de façon adéquate les citoyens concernés et leurs familles. Qui payer ? Comment les payer ? Pourquoi les payer ? Si tous les propriétaires d'esclaves sont morts depuis longtemps, quelles sont les personnes et les institutions que l'on doit-on tenir pour responsables ? Telles sont les questions qui animent le débat sur les réparations et les efforts pour actualiser et réaliser des réparations aux États-Unis depuis 1865.

Ces dernières années, des arguments convaincants ont été avancés, à travers l'ensemble de l'échiquier politique, en faveur de réparations. Que ce soit dans le camp des conservateurs ou des progressistes, dans presque tous les cas, les réparations sont assimilées à tort à de l'argent. Les *réparations économiques*, ou basées sur l'argent, sont importantes, mais ne sauraient répondre à tout ce qui est nécessaire pour qu'elles soient considérées comme une réparation. En mettant l'accent de manière continue et répétée sur un cadre de réparations économiques, nous sommes amenés à croire que la mort et la dévastation produites par l'esclavage peuvent être contenues dans un chèque en blanc dont le montant sera déterminé par des responsables politiques, des chercheurs et des plaidants. Mais les âmes, les vies et les corps humains ont-ils un prix de marché fixe, une évaluation monétaire adéquate qui, si elle est payée, permet à toutes les parties de considérer le problème comme réglé ? La valeur de la vie humaine est-elle simplement une question de dollars et de cents ? Pour répondre à ces questions, il faut avoir la ferme conviction que l'humanité des Noirs a de la valeur et en même temps se situe au-delà de cette valeur. Par conséquent, il est nécessaire de présenter les réparations sous un jour radicalement nouveau afin de déterminer tout ce qui est dû : les coûts et les dettes véritables ne peuvent être facilement monétisés.

Si nous voulons transformer les États-Unis en une société plus libre, plus sûre et plus juste, il nous faut affronter et panser les plaies d'une histoire et de traumatismes raciaux collectifs non résolus. Il y a quantité de dettes à régler. Il y a quantité de violations à compenser et à réparer. Il y a quantité de problèmes non résolus touchant à l'égalité et à l'équité raciales à résoudre. Toutes ces dettes, ces

“Si nous voulons transformer les États-Unis en une société plus libre, plus sûre et plus juste, il nous faut affronter et panser les plaies d’une histoire et de traumatismes raciaux collectifs non résolus”

violations, ces problèmes, mettent en évidence les sept types de réparations indispensables à un apaisement et à une renaissance à l’échelle nationale et mondiale, qui ne se sont pas jusqu’ici produites et sont pourtant désespérément nécessaires :

- **Réparations politiques** : action restaurative et réparatrice des faits historiques afin d’influer sur le gouvernement ainsi que sur la représentation et la participation politiques.
- **Réparations intellectuelles** : reconnaissance publique et délibérée des créations, des inventions et des idées des personnes autrefois asservies et de leurs descendants.
- **Réparations juridiques** : justice restaurative et équité raciale inscrites et accréditées dans les textes législatifs et politiques.
- **Réparations économiques** : aide pécuniaire et/ou monétaire, subventions, restitution et allègement de la dette.
- **Réparations sociales** : restauration et réparation du contrat social pour mettre fin au racisme et aux mentalités fondées sur la hiérarchie raciale et ethnique, affirmant par là la dignité de tous les êtres humains.
- **Réparations spatiales** : géographie restaurative et réparatrice des opportunités socio-économiques et politiques, en particulier pour les personnes déplacées et dépossédées par la pratique de l’esclavage aux États-Unis, et pour leurs descendants.
- **Réparations spirituelles** : reconnaissance, représentation et récupération délibérées et intentionnelles des cosmologies, pratiques et croyances religieuses et spirituelles mises à mal et perdues à cause du commerce triangulaire et de l’esclavage américain.

Ces sept formes de réparations doivent se situer au cœur de la quête menée aux États-Unis et à l’étranger pour mettre fin aux inégalités raciales et arriver à guérir des péchés et de la persistance de l’esclavage, de la traite des esclaves, d’une économie mondiale fondée sur l’asservissement, et des diverses mentalités culturelles perverses qu’ils ont autorisées et diffusées. Les Noirs n’ont pas mérité l’esclavage. Aucun être humain ne mérite d’être soumis à un régime d’inhumanité aussi brutal. Mais les Noirs, ainsi que leurs homologues autochtones et amérindiens, méritent de recevoir des secours, une réparation et une restitution de la part des institutions et des organes publics mondiaux, fédéraux, régionaux et locaux qui les ont laissés tomber tout en leur soutirant des impôts pendant des siècles.

Pour opérer ce virage décisif, la vérité, l’apaisement racial et des changements sont indispensables. Cette voie s’inscrit dans la logique et est complémentaire des revendications existantes de réparations pour les Afro-Américains, lancées depuis longtemps par Queen Mother Audley Moore et l’ancien membre du Congrès John Conyers, et aujourd’hui défendues par la députée Sheila Jackson-Lee dans le projet de loi H.R. 40, qui vise à créer la « Loi sur la Commission chargée d’étudier et d’élaborer des propositions de réparation pour les Afro-Américains ». Sous l’impulsion de la députée Barbara Lee et du sénateur Cory Booker, un appel a également été lancé en faveur de la création d’une commission nationale pour la vérité, l’apaisement racial et le changement (*Truth, Racial Healing, and Transformation*, TRHT), que je conçois comme la prémisses d’Archives nationales, locales et régionales pérennes pour l’apaisement racial et culturel (*Archives for Racial and Cultural Healing*, ARCH).

Les États-Unis doivent saisir cette occasion historique de parvenir à l’équité raciale et à l’apaisement racial afin de transformer radicalement notre société en une société où l’idée fautive d’une hiérarchie entre les êtres humains aura enfin disparu. Si ce projet est pris au sérieux et se traduit par une action de l’exécutif doublée d’une action législative, en particulier à l’initiative de la nouvelle administration Biden-Harris, les États-Unis peuvent émerger sur la scène mondiale comme un exemple convaincant de la manière dont la reconnaissance et l’archivage de la vérité et l’obtention d’un véritable apaisement racial peuvent ouvrir la voie à une Amérique transformée où toutes les personnes sont traitées équitablement, bénéficient d’un véritable droit de regard et d’un statut de citoyens de première classe, ce qui permettrait de prévenir et d’atténuer les préjudices futurs. Si pour ce faire, nous établissons collectivement, intentionnellement et de façon urgente, des projets de financement public-privé, des archives nationales et locales pour l’apaisement racial et culturel, des commissions TRHT et des politiques de réparation réalisables et ciblées, nous pouvons garantir que la déshumanisation léguée par la traite des esclaves par les Européens cessera enfin et que nous pourrions amorcer le nouveau départ que nous méritons tous. La vérité est la clé de l’apaisement racial, du changement et de notre prospérité mutuelle à venir. ■

Toute correspondance est à adresser à :
 Marcus Anthony Hunter <hunter@soc.ucla.edu>

> L'évolution de la place des Chinois en Europe

Fanni Beck, Université d'Europe centrale (Hongrie) et **Pál Nyíri**, Université libre d'Amsterdam (Pays-Bas)

En 1998, un [ouvrage collectif consacré aux Chinois en Europe](#) identifiait plusieurs vagues successives d'immigration de populations d'origine chinoise vers l'Europe : petits commerçants de la province du Zhejiang au début du XX^e siècle ; migrants coloniaux de Hong Kong et des régions voisines au milieu du XX^e siècle ; migrants postcoloniaux en provenance d'Asie du Sud-Est, après la décolonisation et la guerre du Vietnam ; et commerçants et travailleurs migrants de la République populaire de Chine (RPC) après son ouverture au monde dans les années 1980. Ces vagues migratoires successives sont à l'origine de groupes sociolinguistiques distincts, qui communiquent peu entre eux mais maintiennent des liens forts d'un pays à l'autre. Le positionnement socio-économique de ces groupes à la fin du XX^e siècle est resté relativement bas, malgré des différences significatives entre l'Europe du Nord-Ouest, où ils étaient principalement investis dans le secteur de la restauration, l'Europe du Sud, où ils travaillaient dans de petits ateliers de confection, et l'Europe de l'Est, où ils importaient et vendaient des biens de consommation sur les marchés et dans de petits commerces.

Depuis le début du XXI^e, la composition sociodémographique et le statut socioéconomique de la population d'origine chinoise en Europe ont connu des changements fondamentaux. Cette collection d'articles aborde certains de ces changements. Tout d'abord, une nouvelle génération de Chinois nés en Europe et ayant pour la plupart vocation à s'élever dans la hiérarchie sociale, ont atteint l'âge adulte. Cette génération, comme le montrent Chuang, Le Bail et Tran dans leur article, est davantage sensible à la discrimination et réceptive aux discours progressistes antiracistes, mais voit ses ambitions professionnelles contrariées par le ralentissement de la croissance en Europe alors que des opportunités s'offrent à elle en Chine. Cela [se traduit parfois par une migration vers la Chine](#), mais plus souvent par un parcours comprenant des allers-retours transnationaux. Alors que la migration vers l'Europe était dans le passé conçue comme un tremplin

vers la mobilité sociale en Chine, l'orientation de ces mouvements est plus complexe aujourd'hui.

Les changements spectaculaires dans l'économie politique mondiale apparaissent également dans la nature des nouvelles migrations entre la Chine et l'Europe. Celles-ci ne sont plus dominées par les petits commerçants et les travailleurs manuels – ces emplois dans les restaurants et les magasins appartenant à des Chinois étant de plus en plus souvent occupés par d'autres groupes d'immigrés – bien qu'une nouvelle forme de migration de main-d'œuvre dirigée par l'État soit en train d'émerger, en lien avec les projets d'infrastructure financés par les Chinois en Europe du Sud-Est. À leur place, ce sont des étudiants, des cadres expatriés accompagnant l'expansion à l'étranger du capital chinois, et des membres de la classe moyenne optant pour une migration d'agrément, qui occupent désormais une place de plus en plus centrale dans ces flux, comme le montrent les contributions de Thøgersen, Beck, Knyihár et Szabó. En conséquence, les divisions sociolinguistiques antérieures entre les Chinois d'Europe se complexifient et sont de plus en plus remplacées par une stratification de classe.

La situation des Chinois dans les sociétés européennes évolue non seulement du fait de « l'intégration » et des revendications des deuxième et troisième générations et du statut socio-économique plus élevé des nouveaux immigrants, mais aussi du fait de l'évolution géopolitique, qui fait que la Chine apparaisse à la fois comme un objet d'envie et de crainte. Alors que les relations entre l'Union européenne et la Chine deviennent de plus en plus hostiles, le gouvernement chinois s'efforce d'entrer en contact en Europe avec la population d'origine chinoise en tant que lobbyistes pouvant intervenir pour son compte. Ces efforts ne sont pas nouveaux, mais ils sont amplifiés par la nouvelle présence des médias sociaux chinois en Europe, et rendus plus convaincants par [le succès apparent de la Chine dans la lutte contre la pandémie de coronavirus](#). L'un des effets de cette évolution est une confiance nationale

croissante qui amène les Chinois à remettre en question la logique des hiérarchies ethniques qui continuent à les marginaliser, comme le montre la contribution de Deng. En même temps, dans les États européens qui entretiennent des relations amicales avec la Chine (comme la Serbie et la Hongrie), il n'est pas certain que les Chinois qui sont sur place en tirent un profit direct (voir les contributions de Gledić, et de Beck, Knyihár et Szabó).

La pandémie de coronavirus a mis en évidence la situation changeante des Chinois en Europe. Certains ont été sommés de servir de soutien à la « diplomatie du masque » en provenance de la Chine. Beaucoup ont été victimes de violences verbales ou physiques, dans un contexte où des attitudes racistes ou xénophobes auparavant latentes, associées à des soupçons politiques accrus, ont trouvé avec l'arrivée du « virus chinois » un exutoire. Alors que la pandémie se déplaçait, ceux qui ont cherché refuge en Chine se sont heurtés à un gouvernement réticent opposant des obstacles financiers de plus en plus importants à ceux qui souhaitaient revenir, et à une population méfiante qui les accusait d'être non seulement contaminés mais aussi déloyaux. Mais, comme le montre Bofulin, la mobilité transnationale qui est normalement si courante parmi les Chinois d'Europe a également suscité des soupçons et des récriminations chez les autres migrants chinois désireux d'identifier des responsables de la propagation de la contagion.

Aujourd'hui, le climat de panique se trouve amplifié par les réseaux sociaux. Si, à la fin des années 1990, les médias chinois en Europe étaient constitués de journaux locaux avec des orientations politiques différentes et d'une

télévision par satellite naissante, ils sont aujourd'hui dominés par des plateformes de médias sociaux basées en Chine, comme WeChat, soumises à une censure qui amplifie les opinions dominantes et le nationalisme populaire du gouvernement chinois tout en annulant les points de vue divergents. Cet espace en ligne est [essentiel comme outil de mobilisation](#), mais il coexiste avec des plateformes comme Facebook et Twitter qui servent de passerelles en direction de l'opinion publique européenne. Alors que les activistes chinois nés en France, inspirés par l'attention accrue portée au racisme sous l'impulsion du mouvement Black Lives Matter, utilisent Facebook pour chercher des alliés parmi d'autres minorités, les entrepreneurs chinois en Italie créent leurs propres hiérarchies raciales, et les Chinois de la classe moyenne en Hongrie s'inspirent de l'idéal renaissant d'une Europe blanche propagé par le gouvernement, qui fait écho aux [théories raciales populaires circulant sur WeChat](#). Si les premiers s'élèvent contre la discrimination en faisant appel à la solidarité antiraciste et anti-élites, les derniers le font au nom d'un ordre racial et de classe qui, poussé à son paroxysme, est partagé par les élites européennes et asiatiques.

Afin d'identifier et d'analyser l'évolution des frontières et hiérarchies externes et internes qui caractérisent les Chinois d'Europe, les auteurs des articles réunis ici¹ ont situé leurs études dans les espaces réels où les relations interethniques prennent forme, des internats aux bars. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Fanni Beck <Beck_Fanni@phd.ceu.edu>
Pál Nyíri <p.d.nyiri@vu.nl>

1. L'idée de cette série d'articles est née de l'atelier « Interethnic relations: Chinese migrants and their European host societies » (Relations interethniques : Les migrants chinois et leurs sociétés d'accueil européennes) organisé par le [China in Europe Research Network - CHERN](#) à Budapest le 16 octobre 2020 avec le soutien de [COST Association](#).

> Les Chinois en France, du silence à l'action

Ya-Han Chuang, Institut national d'études démographiques (INED, France), **Emilie Tran**, Université baptiste de Hong Kong (Hong Kong), et **Hélène Le Bail**, CNRS, CERI-Sciences Po Paris (France)



Des Français d'origine asiatique manifestent à Paris contre l'injustice raciale anti-asiatique. Crédit : Camille Millerand.

Comme dans d'autres pays d'Europe occidentale comme le Royaume-Uni ou les Pays-Bas, la présence de communautés chinoises en France remonte au début du XX^e siècle. Cette présence précoce est essentiellement liée à trois facteurs : la colonisation, le recrutement de travailleurs chinois pendant la Première Guerre mondiale, et les séjours d'étudiants pendant l'entre-deux-guerres. Cette mobilité précoce a eu des répercussions sur les vagues plus récentes de migration en France : du fait du renouvellement après 1978 des premiers réseaux migratoires, Wenzhou dans la province du Zhejiang est aujourd'hui le principal lieu d'origine des migrants chinois et de leurs descendants. Par ailleurs, l'un des héritages de la colonisation française est la présence de Chinois d'outre-mer originaires d'Asie du Sud-Est, arrivés dans les années 1970 et 1980 en tant que réfugiés en provenance du Cambodge, du Vietnam et du Laos. Depuis le début du siècle, la composition de la population d'origine chinoise en France s'est diversifiée au regard des lieux d'origine, des routes migratoires et des classes sociales. La France est devenue la destination d'un grand nombre de migrants [en provenance du nord de la Chine](#), en particulier de régions touchées par les licenciements massifs qui ont suivi le passage d'une économie planifiée à une économie de marché dans les années 1990. D'une manière générale, la principale voie légale d'entrée dans l'Union européenne reste le [visa étudiant](#). En France, les [étudiants chinois](#) constituent le deuxième groupe d'étudiants étrangers (9%) après les Marocains.

La France possède l'une des plus importantes diasporas chinoises d'Europe, estimée à environ 400.000 Chinois immigrés et descendants d'immigrés (bien que la France ne dispose pas de statistiques ethniques officielles) ; parmi les résidents étrangers, les citoyens originaires de la République populaire de Chine (RPC) constituent le [cinquième groupe le plus important](#). Leurs profils varient non seulement en termes d'éducation, d'emploi et de statut économique (riches investisseurs, commerçants transnationaux, cadres, étudiants, entrepreneurs et employés), mais également en termes de génération, de mobilité et de niveau de participation à la vie collective française. À côté de cette diversité, on observe certains éléments communs, comme la coopération entre les Chinois originaires d'Asie du Sud-Est et les migrants de la RPC (principalement en provenance de Wenzhou) au sein de la diaspora entrepreneuriale, et, plus récemment, le développement d'actions collectives visant à dénoncer les problèmes de sécurité et le racisme au quotidien.

> Action collective contre le racisme

La communauté chinoise de Paris et de sa banlieue a été victime de vols et d'actes de petite délinquance. Non seulement les Chinois sont perçus comme des gens riches – en raison de la concentration d'entreprises chinoises et de célébrations chinoises (notamment de somptueux banquets de mariage) dans des quartiers multiethniques socialement et économiquement défavo-

>>

risés – mais ils sont également plus vulnérables en raison de leur réticence à faire appel à la police après avoir été agressés ou volés. Pour les immigrés sans papiers comme pour les petits entrepreneurs, la précarité de leur statut et leur indifférence à l'égard de la politique française les ont traditionnellement rendus [réticents à s'engager et se mobiliser](#).

Mais depuis une dizaine d'années, face à l'augmentation des préoccupations sécuritaires et des incidents, la communauté chinoise de Paris, autrefois connue pour être une minorité silencieuse ou *minorité modèle*, travailleuse et discrète, a organisé pas moins de cinq manifestations de grande envergure pour demander la protection de la police. Elles ont parfois été soutenues par l'ambassade de Chine au motif d'une « [protection des ressortissants à l'étranger](#) » érigée en priorité du gouvernement chinois depuis 2012 comme moyen de manifester son pouvoir partout où les intérêts de ses citoyens sont en jeu. Les cinq manifestations d'action collective diffèrent dans leur modalité de mobilisation : trois ont été des manifestations de rue massives ; une a consisté en une association d'entrepreneurs transformée en groupe de pression (qui a échoué) ; et la dernière a été un mélange d'émeutes de rue et de rassemblements pacifiques. Les mobilisations ont généralement eu lieu pour attirer l'attention sur le manque de sécurité ressenti par les habitants et commerçants chinois dans un quartier donné, et ont abouti à des revendications communes : augmenter le nombre de patrouilles de police dans le quartier, renforcer les sanctions à l'encontre des auteurs des infractions, et faciliter la procédure permettant aux victimes chinoises de porter plainte auprès de la police.

[La manifestation de 2016 qui a suivi le meurtre d'un ouvrier chinois dans une banlieue de Paris](#) a marqué un tournant, caractérisé par le rôle croissant joué par la deuxième génération. [Les personnes nées en France d'origine chinoise ont redéfini leurs revendications](#) pour mettre l'accent sur le racisme structurel qui sous-tend les violences dirigées contre les personnes d'origine chinoise ou plus généralement d'origine asiatique. Alors que l'activisme chinois et les mouvements sociaux panasiatiques font depuis longtemps l'objet d'études en Amérique du Nord ou en Australie, on commence seulement à s'y intéresser en Europe. Dans le cas français, on peut souligner trois grands types d'actions lancées par des Chinois de France, toutes liées aux représentations stéréotypées et à la quête de reconnaissance : (1) la récupération et la transmission d'une mémoire collective ; (2) une mobilisation contre les

violences ciblées ; et (3) [l'activisme culturel](#) pour déconstruire les représentations stéréotypées des Asiatiques et modifier ces représentations.

Pour comprendre les actions récentes des Chinois nés en France, il est nécessaire de remonter aux années 2000, lorsque les réseaux sociaux en ligne ont commencé à se diffuser, offrant un espace où les expériences individuelles pouvaient être transformées en expérience collective. En particulier les expériences courantes de micro-agression et les formes déguisées d'insultes racistes ont fait l'objet de nombreux échanges. Les Chinois français ont commencé à créer des forums et des groupes de discussion, notamment sur Facebook, puis sur WeChat et Twitter, où ils pouvaient partager leurs expériences, principalement en français, parfois mêlé à du chinois ou d'autres langues asiatiques.

L'« activisme culturel » qui s'est développé après 2016 utilise aussi principalement des outils en ligne tels que des vidéos, blogs, chaînes YouTube, séries web et podcasts, qui ouvrent de nouvelles possibilités de rencontres entre les Asiatiques nés en France issus des milieux artistiques ou des médias. Depuis 2016, ils sont nombreux à avoir contribué à la construction d'une identité collective et à la lutte contre le racisme anti-asiatique en France. Certains tentent de faire le lien entre leurs actions et les revendications d'autres minorités (à l'instar du podcast de Grace Ly, [Kiffe ta race](#), créé avec la célèbre afro-féministe Rokhaya Diallo, ou de la participation de Français d'origine asiatique aux manifestations de Black Lives Matter) en essayant de neutraliser les tensions interethniques. D'autres croisent les questions ethno-raciales avec les questions de genre, en déconstruisant l'érotisation des femmes asiatiques aussi bien que la déssexualisation des hommes asiatiques.

En 2020, la pandémie de Covid-19 a donné à la Chine une occasion unique d'organiser une campagne internationale de diplomatie publique, en mobilisant le soutien des Chinois à l'étranger pour faire connaître ce qu'elle appelle « la vraie Chine ». Il reste à voir si et dans quelle mesure la RPC cherche à exploiter la récente vague d'activisme chinois contre le racisme anti-asiatique déclenché par l'épidémie de Covid-19. Il serait encore plus intéressant de comparer comment les personnes d'origine chinoise de première, de deuxième et de troisième génération réagissent aux tentatives de diffusion et de mobilisation transnationales de la « mère patrie ». ■

Toute correspondance est à adresser à :
Ya-Han Chuang <ya-han.chuang@ined.fr>
Emilie Tran <emilietran@hkbu.edu.hk>
Hélène Le Bail <helene.lebail@sciencespo.fr>

> Les étudiants chinois en Europe

Stig Thøgersen, Université d'Aarhus (Danemark)



Une étudiante chinoise sur un campus universitaire en Europe. Crédit : Creative Commons.

En 1978, Deng Xiaoping annonçait que la Chine enverrait chaque année entre 3.000 et 4.000 étudiants à l'étranger pour briser l'isolement scientifique du pays et accélérer son processus de modernisation. Son plan semblait ambitieux à l'époque, mais Xiaoping aurait difficilement pu imaginer l'afflux massif qui s'ensuivrait. Aujourd'hui, la Chine fournit de loin le plus grand nombre d'étudiants déplacés à l'étranger. Selon les [statistiques de l'UNESCO](#), près d'un million d'étudiants chinois sont inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur à l'étranger, leurs frais de scolarité constituent une source considérable de revenus pour de nombreuses universités, et ils forment désormais une fraction importante des Chinois présents dans le monde.

Les pays européens reçoivent leur part de cet exode massif. Le Royaume-Uni en accueille le plus grand nombre, plus de 107.000, seulement surpassé au niveau mondial par les États-Unis et l'Australie. Cela n'est pas surprenant sachant que l'anglais est la langue étrangère dominante dans le système éducatif chinois. D'autres grands pays européens dotés d'universités réputées attirent également un nombre considérable d'étudiants chinois, comme l'Allemagne avec plus de 30.000, la France avec près de 24.000 et l'Italie avec plus de 15.000. Même des pays européens plus petits comme la Suède, l'Irlande, la Hongrie ou la Suisse accueillent désormais chacun environ 2000 étudiants chinois. Les bourses accordées par les gouvernements du continent européen, les frais de scolarité peu élevés par rapport aux États-Unis et au Royaume-Uni, et la possibilité de visiter plusieurs pays avec un visa Schengen sont autant de facteurs qui contribuent à attirer les étudiants dans les pays non anglophones. Beaucoup sont également attirés par la culture européenne et associent notamment la France et l'Italie à des lieux romantiques au style de vie attrayant.

nements du continent européen, les frais de scolarité peu élevés par rapport aux États-Unis et au Royaume-Uni, et la possibilité de visiter plusieurs pays avec un visa Schengen sont autant de facteurs qui contribuent à attirer les étudiants dans les pays non anglophones. Beaucoup sont également attirés par la culture européenne et associent notamment la France et l'Italie à des lieux romantiques au style de vie attrayant.

> L'évolution du profil des étudiants

Beaucoup de choses ont changé depuis que les premiers étudiants de l'ère post-Mao sont arrivés en Europe en 1978. Tout d'abord, ce qui a commencé comme une manœuvre stratégique soigneusement contrôlée par l'État chinois est maintenant essentiellement motivé par les ambitions individuelles des étudiants et de leurs familles, sachant que [90% des étudiants internationaux chinois s'autofinancent](#). Ces ambitions d'éducation internationale ont donné naissance à un marché fortement commercialisé où de nombreux facteurs interviennent dans le choix de la destination des étudiants : [le classement et le prestige de l'université](#), le montant des frais de scolarité et des dépenses de la vie courante, la possibilité de recevoir une bourse du pays d'accueil, le niveau supposé de sécurité sociale et la réputation générale du pays d'accueil. Tous ces facteurs jouent un rôle dans un jeu complexe dans lequel des [agents privés chinois spécialistes des questions éducatives](#) ont créé un commerce lucratif en aidant les

étudiants et leurs familles à prendre des décisions difficiles et réaliser des procédures souvent compliquées d'inscription et de demande de visa.

Deuxièmement, étudier à l'étranger n'est plus nécessairement la principale priorité des étudiants chinois. Jusqu'à l'an 2000 environ, la plupart des étudiants avaient pour objectif principal d'acquérir une [citoyenneté flexible dans le monde développé](#), mais aujourd'hui, beaucoup estiment qu'il est plus intéressant d'intégrer l'une des grandes universités chinoises. Le prestige social associé à un diplôme étranger a chuté de manière significative (à moins qu'il ne provienne d'une université de haut niveau dont le nom est bien coté), et les médias chinois s'appesantissent sur les « usines à diplômes » et les programmes de mauvaise qualité proposés à l'étranger. Toutefois, le système d'enseignement supérieur chinois est très stratifié, l'admission étant conditionnée par un examen d'entrée national, le très redouté *gaokao*. Ainsi, plutôt que de se retrouver dans une université chinoise de second ou troisième ordre qui ne peut offrir que de faibles perspectives de carrière, de nombreux étudiants de la classe moyenne et leurs familles continueront à chercher des possibilités de formation à l'étranger.

Troisièmement, alors que les étudiants considéraient auparavant les études à l'étranger comme le point de départ naturel d'un processus de migration plus durable, elles sont désormais plus souvent considérées comme une étape pour faire une carrière nationale. Au cours des années 1980 et en particulier à la suite de la répression du mouvement démocratique de juin 1989, peu de jeunes Chinois titulaires de diplômes étrangers auraient envisagé de rentrer en Chine. La situation a changé de façon spectaculaire au XXI^e siècle en raison de la contraction du marché du travail européen, de l'augmentation des salaires et des opportunités de carrière en Chine, et d'une [série de mesures prises par l'État chinois](#) pour encourager la migration de retour à l'issue d'études à l'étranger. Bien que l'État chinois ne fasse plus de plans détaillés sur qui doit étudier quoi à l'étranger, il compte toujours sur la circulation des cerveaux pour promouvoir le développement national. Enfin, les Chinois qui partent faire des études à l'étranger sont aujourd'hui beaucoup plus jeunes qu'auparavant. Les étudiants de premier cycle sont plus nombreux que ceux de deuxième et troisième cycles et de nombreuses familles envoient même leurs enfants à l'étranger pour faire des études secondaires afin de les préparer, au plan culturel et scolaire, à étudier dans une université étrangère.

La plupart des premières recherches menées sur les Chinois qui ont émigré pour poursuivre des études à l'étranger étaient centrées sur les problèmes qu'ils posaient aux enseignants occidentaux qui se plaignaient

qu'ils [étaient trop silencieux en classe, restaient groupés dans des enclaves ethniques et avaient une conception instrumentale de l'éducation](#). Ces problèmes sont sans doute encore présents, mais des recherches récentes montrent que les étudiants sont désormais plus ouverts. Dans le contexte d'une individualisation croissante de la société chinoise, il est devenu évident que les étudiants considèrent leurs études à l'étranger comme « [une aventure émotionnelle au cours de laquelle s'opèrent un changement et une transformation de l'identité](#) », une expérience de maturation personnelle qui va changer leur vie et élargir leur horizon et les rendre plus compétents, non seulement sur le plan professionnel mais aussi plus généralement en tant que citoyens du monde contemporain. Comme leurs contemporains occidentaux, les jeunes Chinois qui peuvent se l'offrir, [combinent leurs études avec de grands voyages](#) afin d'approfondir leur connaissance d'autres cultures et de tester leur propre capacité à survivre et à s'épanouir dans des contextes sociaux et culturels différents. Cela signifie aussi que si de nombreux étudiants se concentrent encore sur les sciences « dures » et les études commerciales, on voit maintenant plus d'étudiants suivre des cursus de sciences sociales et humaines, tout en sachant qu'ils ne mènent pas nécessairement à un emploi stable sur les marchés du travail chinois ou européen.

Les nombreuses personnes qui migrent pour les études ont changé la composition de la population chinoise en Europe, mais nous savons relativement peu de choses sur la façon dont les étudiants interagissent avec les diasporas chinoises. Une [étude française](#) montre que si les étudiants ont noué entre eux de solides relations co-nationales, l'interaction avec les communautés chinoises déjà établies était très limitée. Cependant, une [étude portant sur une ville britannique](#) montre une plus grande interaction et démontre l'importance potentielle des étudiants universitaires chinois dans le développement des diasporas chinoises.

Le nombre d'étudiants chinois qui intègrent les universités européennes ne cesse d'augmenter depuis des décennies, mais deux évolutions récentes rendent l'avenir moins prévisible. La pandémie de 2020 a temporairement interrompu la plupart des échanges éducatifs, et ce sera vraisemblablement aussi le cas en 2021, car les Chinois considéreront pendant encore longtemps l'Europe comme une zone à risque. En outre, les relations de plus en plus tendues entre l'Occident et la Chine ont conduit à une [perception plus négative de la Chine en Europe](#) et à ce que les étudiants chinois soit perçus comme un risque potentiel pour la sécurité. La politique internationale risque ainsi de se répercuter sur les futurs mouvements migratoires d'étudiants entre l'Europe et la Chine. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Stig Thøgersen <stig.thogersen@cas.au.dk>

> Les migrants chinois aux “visas en or” de Budapest

Fanni Beck, Université d'Europe centrale (Hongrie), **Eszter Knyihár**, Université Eötvös Loránd (Hongrie) et **Linda Szabó**, Périphéria Policy and Research Center (Hongrie)

Avec l'évolution de la position de la Chine dans le contexte du capitalisme mondial et la reconfiguration de ses structures sociales, un nombre croissant de familles urbaines des classes moyennes et supérieures vont s'installer dans quelques pays sélectionnés à travers le monde. Des enquêtes indiquent que cet « exode des riches » est motivé par des préoccupations postmatérialistes plutôt que par l'aspiration à une accumulation plus importante. Ils constituent un marché émergent pour les programmes de « visas en or » lancés par certains pays qui vendent résidence et citoyenneté pour attirer les capitaux étrangers. Ces dernières années, bon nombre de ces migrants chinois des « visas en or » ont commencé à favoriser les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, où les gouvernements se sont montrés désireux de les accueillir en mettant en œuvre des plans d'immigration plus abordables.

> Le programme de « visas en or » de la Hongrie

Le programme hongrois de « visas en or » a été l'une des offres les plus attractives proposées pour répondre aux besoins de ce nouveau marché émergent : entre 2013 et 2017, lorsqu'il était en vigueur, la Hongrie a réussi à produire le deuxième programme le moins cher de l'Union européenne (UE), surpassant tous ses équivalents par la simplicité et la rapidité des démarches. Cette situation, ainsi que l'absence de toute autre exigence en dehors de l'achat d'obligations d'État à cinq ans pour environ 250.000 euros (relevés par la suite à 300.000 euros) plus les frais de commission, ont permis à plus de 19.000 demandeurs – dont 81% en provenance de Chine – de recevoir des permis de séjour. Bien que conçu spécifiquement pour une « immigration sans installation », le programme, au lieu d'attirer les hommes d'affaires intéressés par une mobilité accrue au sein de l'UE plutôt que par une véritable immigration, semble avoir surtout séduit les familles qui ont ainsi saisi cette opportunité de s'installer à l'étranger. Pour ces familles, l'investissement réalisé est devenu un moyen de poursuivre un objectif qui n'était pas particulièrement économique, à savoir, celui d'un environnement sain où élever leurs enfants.



Publicité pour le programme hongrois de « visas en or ».
Crédit : <http://immigration-hungary.com/EN/>.

Les migrants chinois détenteurs d'un « visa en or » en Hongrie appartiennent à des familles de la classe moyenne originaires des grandes métropoles chinoises (principalement Pékin, Shanghai et Guangzhou) qui continuent à dépendre des revenus ou des envois de fonds en provenance de Chine. Contrairement aux petits commerçants, pour la plupart originaires du sud-est de la Chine, qui ont commencé à venir en Hongrie au début des années 1990, essentiellement en quête d'accumulation économique, ces familles émigrent en Hongrie à la recherche d'un mode de vie tranquille dans un environnement urbain respectueux de l'environnement, riche au plan culturel et blanc au niveau racial, perçu comme « l'Europe » authentique – et ce, à un prix réduit.

La décision de ces familles de quitter la Chine et leur choix de la Hongrie sont liés à la conception historique, sociale, économique et politique particulière de l'enfance dans la Chine de l'ère des réformes qui avait institué la « politique de l'enfant unique ». Lorsque le gouvernement a introduit son programme de planning familial à la fin des années 1970, l'une des raisons avancées était que la réduction quantitative de la population améliorerait sa « qualité ». La qualité est ainsi devenue une obsession pour les parents de la classe moyenne, chargés de développer au maximum la qualité de leur enfant unique. Selon le discours officiel, la qualité corpo-

“Depuis le lancement du programme hongrois de visas en or, il y a eu jusqu'à l'année dernière une augmentation significative des acquisitions de logements à Budapest par des étrangers”

relle, morale et éducative d'un individu n'est pas seulement une question d'effort individuel, mais est aussi influencée par l'environnement. Or les attentes des parents de la classe moyenne en matière d'environnement ont dépassé ce que les grandes métropoles de Chine pouvaient offrir.

> Un foyer européen à prix réduit

À cet égard, la Hongrie est considérée par les migrants chinois de la classe moyenne comme une destination idéale, où l'environnement physique, social et éducatif est satisfaisant et le coût de la vie abordable. Pour de nombreux migrants chinois intéressés par les visas en or, l'objectif est de trouver un bien immobilier bien situé et adapté qui, en plus d'être un bon investissement, peut également devenir un foyer pour leur famille. Le phénomène du logement idéal est lié au sentiment « d'aboutissement et d'installation » et à la notion d'accession à la propriété. La possibilité de posséder un logement dont leurs enfants pourront hériter donne aux migrants chinois la possibilité d'établir une vie de meilleure qualité moyennant des dépenses d'investissement moins élevées en Hongrie – dans la grande majorité des cas dans la capitale, Budapest – que dans l'une des mégalo-poles chinoises, ou dans n'importe quelle grande ville du monde ou ville-carrefour du capitalisme contemporain.

Depuis le lancement du programme hongrois de visas en or, il y a eu jusqu'à l'année dernière une augmentation significative des acquisitions de logements à Budapest par des étrangers ; malgré le boom général du marché du logement, les Chinois ont constitué le groupe le plus important d'investisseurs individuels étrangers.



Parmi les résidents chinois, ce ne sont pas seulement les immigrants des visas en or qui ont été attirés par l'immobilier à Budapest. Un certain nombre de petits commerçants se sont également tournés vers les investissements immobiliers. Nos recherches montrent cependant que si le centre-ville était prisé par les deux groupes, les petits commerçants étaient plus enclins à acheter des propriétés à proximité des marchés chinois de gros et de détail, ou dans des zones plus

abordables de la banlieue du côté de Pest, tandis que les migrants des visas en or avaient tendance à s'intéresser davantage aux nouveaux lotissements, dans les zones vertes et vallonnées des quartiers plus chers de Buda, et aux maisons individuelles de l'agglomération de Budapest.

Même si un certain nombre de migrants des visas en or ont réussi à acheter des biens immobiliers à la fois pour investir et pour s'installer, au moment de choisir leur logement, ils se sont surtout orientés vers des appartements dans des quartiers réputés pour la qualité des écoles et des logements. Les idées abstraites de qualité ont été traduites dans l'espace et évaluées comme se situant à la parfaite intersection du caractère racial (faisant ici référence à la présence d'enfants roms ou immigrés) et de classe sociale d'un quartier ou d'une école, donnant lieu à une forme de cosmopolitisme sélectif. Attirés par les modes de vie occidentaux mais inquiets de la présence de musulmans et/ou de Noirs, de nombreux nouveaux arrivants chinois se sont ralliés au populisme de droite très anti-immigrés de l'actuel gouvernement hongrois – et ce, bien qu'ils soient eux-mêmes des migrants. Beaucoup percevaient la Hongrie comme étant beaucoup plus accueillante à leur égard que les pays d'Europe occidentale, et affirmaient n'avoir pratiquement connu aucune discrimination. Paradoxalement, les mêmes interlocuteurs faisaient l'éloge d'une politique d'immigration sélective du gouvernement qui a contribué à leur donner un sentiment de sécurité en n'accueillant qu'un nombre relativement faible de réfugiés et d'immigrants musulmans et/ou africains.

L'octroi du statut de résident et de citoyen hongrois est utilisé stratégiquement par le gouvernement national comme un outil politique pour accéder aux ressources économiques en dehors de l'Europe occidentale – soit par le biais du programme de visas en or, soit par des canaux spéciaux dans le cadre de la diplomatie entre États. Cela permet à la fois d'asseoir les intérêts économiques de l'élite politique au pouvoir et de gagner un certain pouvoir politique et économique au niveau de l'UE. En tant que citoyens d'une puissance mondiale montante en dehors du bloc de puissance transatlantique, les migrants chinois détenteurs d'un visa en or pourraient devenir les bénéficiaires de ce processus ; paradoxalement, dans ces circonstances politiques et économiques controversées, ils pourraient avoir le sentiment d'être chez eux à Budapest et d'appartenir à l'Europe. ■

Toute correspondance est à adresser à :
 Fanni Beck <beck_fanni@phd.ceu.edu>
 Eszter Knyihár <nyihar.eszter0302@gmail.com>
 Linda Szabó <szabo.linda@periferiakozpont.hu>

> Les Chinois en Italie : Affaires et identité

Ting Deng, Population Studies and Training Center, Université Brown (États-Unis)



Petites annonces en chinois de lits à louer, sur une boîte aux lettres du quartier chinois de Milan. Crédit : Ting Deng.

Yuan est né à Bologne en 1988. C'est un Chinois de la troisième génération dont la famille est arrivée en Italie dans les années 1930. Son premier parent à poser le pied sur le sol italien a été le frère de son grand-père, qui avec d'autres hommes célibataires du même village, sont partis à l'étranger pour tenter leur chance dans les affaires. Comme beaucoup d'autres hommes chinois de l'époque, il a épousé une Italienne de la campagne, même si les mariages interracialisés étaient officiellement dénoncés par le régime fasciste. Le grand-oncle de Yuan n'est pas retourné en Chine comme l'ont fait la plupart des autres hommes chinois pendant la Seconde Guerre mondiale ; il est resté pour diriger avec sa femme italienne son propre atelier de fabrication artisanale de sacs en cuir. Ils ont eu plusieurs enfants, mais, selon Yuan, aucun d'entre eux n'a gardé le contact avec les Chinois de la famille qui ont émigré en Italie par la suite. Lorsque le grand-père de Yuan est parti pour l'Italie dans les années 1950, il a travaillé pour son frère dans l'entreprise familiale de cuir, après avoir laissé sa femme et ses enfants dans leur village natal de la région de Wenzhou, sur la côte sud-est de la Chine. Le père de Yuan et ses frères et sœurs ont pu rejoindre leur père en Italie en 1978. En Italie, le père de Yuan a ouvert un restaurant chinois et a fait venir sa femme et sa fille. Le restaurant était situé dans un quartier qui compte actuellement la population chinoise la plus nombreuse de Bologne. Les frères et sœurs du père de Yuan ont tous ouvert leur propre atelier ou restaurant. Illustrant un cas classique de migration en chaîne, la famille de Yuan a fait venir un par un les membres de la famille en Italie pour travailler dans les entreprises familiales avant que ces mêmes membres ne montent leur propre affaire.

Il est probable qu'aucun de ces premiers migrants de Wenzhou ne s'attendait à ce que la chaîne de migration qu'ils avaient initiée finisse par amener des centaines de milliers de travailleurs chinois non qualifiés en Italie et ailleurs en Europe. Ces émigrés chinois étaient désireux de « [s'enrichir rapidement en Europe](#) » depuis l'ouverture de la Chine au monde capitaliste. Du milieu des années 1980 jusqu'à la récession mondiale de 2008, [l'émigration chinoise a coïncidé avec un marché du travail italien](#) qui avait besoin d'une main-d'œuvre transnationale bon marché et flexible pour travailler dans l'industrie mondiale de la *fast fashion* pour les marques montantes *made in Italy*.

Les ateliers de fabrication, ainsi que les restaurants chinois, ont constitué les deux principaux créneaux commerciaux qui ont permis à cette génération de migrants chinois et à leurs familles de prospérer. Lorsque la Chine est devenue un producteur et un exportateur mondial de biens, le commerce d'import-export et les commerces de gros connexes sont devenus à partir des années 1990 de nouveaux tremplins vers la réussite économique pour les Chinois nouvellement arrivés en Italie. Depuis le début du XXI^e siècle, et alors que les migrations de masse en provenance de Chine ont progressivement pris fin, l'économie ethnique des Chinois s'est étendue au petit commerce de détail et au secteur des services. De plus en plus de Chinois se sont installés dans de petites entreprises de quartier visant une clientèle locale diversifiée, avec notamment des cafés, des boutiques de biens de consommation bon marché et des salons de coiffure. Ces dernières années, un nombre croissant d'immigrés chinois en Italie interviennent également dans des entreprises transnationales : certains investissent en Chine tandis que d'autres utilisent WeChat, une plateforme chinoise de réseaux sociaux, pour opérer dans le secteur en plein essor des microentreprises destinées aux consommateurs chinois des deux pays.

La diversité intra-groupe des populations chinoises en Italie est également devenue de plus en plus visible du point de vue des différences générationnelles. Les Chinois de la génération de Yuan qui sont nés ou du moins ont grandi en Italie ne se contentent plus de rester dans des économies ethniques qui reposent généralement sur la vente de leur force de travail bon marché, comme c'était le cas des générations antérieures. Un nombre croissant de Chinois nés en Italie ont fait des études supérieures et visent à être recrutés sur le marché général du travail. Cependant, l'identité chinoise et les ressources ethniques restent un capital social et culturel essentiel sur lequel s'appuient les jeunes générations chinoises. Certains travaillent comme avocats, médecins et dans d'autres professions libérales qui servent en grande partie les communautés chinoises, tandis que d'autres sont recrutés dans les nouvelles entreprises publiques et privées chinoises qui opèrent en Italie. D'autres encore se sont installés en Chine pour y travailler pour des entreprises italiennes ou d'autres sociétés transnationales. Il est intéressant de constater que Yuan et de nombreux autres Chinois de sa génération qui ont grandi dans un environnement où la langue chinoise n'était pas

considérée comme importante apprennent aujourd'hui le mandarin à l'âge adulte. Les jeunes parents de la génération de Yuan considèrent maintenant le chinois comme une nécessité dans l'éducation de leurs enfants.

La Chine n'est plus simplement un lieu imaginaire distant pour les Chinois d'Italie qui peuvent avoir eux-mêmes des expériences limitées sur place. La Chine, en tant que puissance économique en expansion, joue un rôle de plus en plus important dans l'orientation des économies ethniques chinoises en Italie. Être chinois est une forme de « capital ethnique » dont ils espèrent bénéficier afin de survivre dans un présent et un avenir économiquement incertains. Mais la Chine n'est pas seulement synonyme de ressources pour la population d'origine chinoise en Italie. Elle est également devenue de plus en plus une référence pour évaluer l'Italie en tant que pays. Par rapport à la réussite économique de la Chine, beaucoup vivent mal la stagnation économique de l'Italie et ont progressivement déchanté face à la réalité de plus en plus multiculturelle de l'Europe. Beaucoup taxent de *razzismo* les discriminations quotidiennes qu'ils subissent, mais n'hésitent souvent pas à adopter eux-mêmes des stéréotypes courants lorsqu'ils jugent les autres immigrés ou les Italiens auxquels ils ont affaire dans leurs magasins et bars. Ils qualifient souvent les Italiens de paresseux, de négligents et de moins travailleurs que les Chinois. Tout en admirant la soi-disant aptitude des Italiens à prendre du bon temps et leur joie de vivre en général, beaucoup de Chinois en Italie pensent que ce sont précisément ces qualités qui sont à l'origine des problèmes économiques de l'Italie.

Sur une série de questions controversées en relation avec la Chine, notamment les protestations autour de la loi d'extradition de Hong Kong, le Xinjiang et la pandémie de Covid-19, de nombreux Chinois d'Italie ont soutenu le gouvernement de Pékin face aux critiques systématiques des médias occidentaux à l'encontre de l'État chinois. En effet, l'ascension mondiale de la Chine en tant que puissance économique (et de plus en plus, politique) a non seulement redessiné les contours commerciaux des communautés ethniques chinoises établies de longue date en Italie, mais a également donné lieu à l'essor d'un nationalisme de la diaspora qui contribue à (re)définir la conscience ethnique des Chinois en Italie. En ce sens, la Chine que les grands-parents de Yuan ont quittée et l'Italie où ils ont choisi de vivre semblent presque méconnaissables. ■

Toute correspondance est à adresser à Ting Deng <ting_deng@brown.edu>

> L'évolution du statut des Chinois en Serbie

Jelena Gledić, Université de Belgrade, Serbie



Un restaurant de la capitale serbe cherche à attirer les touristes chinois.
Crédit : Jelena Gledić.

Les relations entre la République populaire de Chine et la République de Serbie sont devenues plus étroites au cours de la dernière décennie, entraînant des changements dans les communautés de migrants et les tendances migratoires. Les Chinois en Serbie sont passés du statut d'étrangers indésirables, nécessaires en période de crise économique, à celui d'un groupe complexe perçu à la fois comme une opportunité intéressante et une menace potentielle.

> La première vague de migration

Les premiers groupes importants de migrants chinois se sont installés en Serbie dans les années 1990, se déplaçant vers le sud après que la Hongrie a renforcé ses exigences pour l'obtention d'un visa. Il s'agissait principalement de commerçants originaires des provinces du sud de la Chine, qui exploitaient des entreprises transnationales et vivaient au sein de communautés relativement isolées. Ils ont continué à distribuer des marchandises dans toute la région, désormais depuis Belgrade au lieu de Budapest. Ces entrepreneurs semblent avoir été [motivés par la recherche d'économies en transition](#), où ils ont tiré profit de la pénurie de biens de consommation. Leur présence peut être considérée comme se situant dans la [continuité historique des migrations chinoises en Europe de l'Est](#), mais aussi comme une [conséquence de l'évolution de la place de la Chine dans le monde](#). Elle peut également être com-

prise au regard de la position de la Serbie au sein de l'Europe – alors qu'elle était une destination attractive pour les commerçants chinois du fait de réglementations plus souples que celles de l'Union européenne (UE), peu de migrants souhaitaient s'y installer de manière permanente. Les enfants sont encore pour la plupart envoyés à l'école en Chine, de sorte qu'il n'y a pas de population chinoise importante née sur place. Comme les progrès de la Serbie vers une adhésion à l'UE se sont ralentis, de nombreuses entreprises tenues par des Chinois se sont installées en Bulgarie, en Roumanie, en Italie, en Croatie, dans d'autres pays de l'UE et même en Amérique du Sud et en Afrique.

Le statut des premières communautés chinoises au sein de la population serbe a fait l'objet de [plusieurs études](#). Ces migrants chinois étaient pour la plupart perçus négativement, dans la mesure où ils étaient associés à la faible qualité des marchandises qu'ils vendaient. Les Serbes les appréciaient en tant que fournisseurs d'une grande variété de marchandises, dont l'approvisionnement était limité pendant la période de sanctions économiques des années 1990. Mais ce lien avec une période historique tumultueuse que tout le monde était désireux de surmonter est également une des raisons de leur statut défavorable.

> Nouvelles migrations et nouvelles mobilités

Après que la Chine et la Serbie ont mis en place un partenariat stratégique en 2009, la collaboration entre les deux pays s'est rapidement renforcée. Il y a eu une augmentation significative des projets de construction et des investissements chinois en Serbie dans le cadre de l'initiative de la nouvelle route de la soie (*Belt and Road Initiative*) et une coopération renforcée dans le domaine de la culture et de la technologie et, plus récemment, une équipe de médecins chinois a dirigé la mise au point de la réponse de la Serbie à la pandémie de Covid-19 conformément au « modèle chinois ». Toutefois, ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur le statut des mi-

grants chinois déjà installés en Serbie, car les Serbes [ne considèrent pas ces entrepreneurs comme synonymes de la Chine](#) [article en serbe]. En outre, les nouvelles tendances migratoires et de mobilité se sont traduites par de nouvelles vagues de migration de Chinois en Serbie, qui ont donné lieu à une nouvelle perception de la Chine.

Les projets d'investissement chinois ont entraîné une nouvelle vague de migration, avec des migrants venus s'installer en Serbie pour une durée déterminée, notamment des travailleurs manuels et des cadres moyens et supérieurs. Cependant, bien que ces projets soient très médiatisés, ces nouvelles communautés chinoises vivent éloignées, hors de vue du public, la plupart du temps à proximité des chantiers où elles travaillent. C'est la première fois que des ouvriers du bâtiment chinois ont émigré vers un pays européen en aussi grand nombre et dans le cadre d'accords interétatiques, ce qui marque un changement par rapport à la main-d'œuvre chinoise qui a travaillé en Europe [dans la restauration](#) ou les [ateliers de confiserie](#), souvent de façon illégale et invisible.

La deuxième nouvelle vague de Chinois en Serbie est plutôt due à la mobilité qu'à la migration, du fait de la mise en place d'un système bilatéral d'exemption de visa en 2017. Cette mesure a entraîné un afflux important de touristes chinois, censés appartenir à la classe moyenne supérieure chinoise, et qui sont arrivés en si grand nombre que des [unités de police mixtes composées d'agents serbes et chinois ont été formées pour effectuer des patrouilles sur les sites touristiques](#). Avec Chypre et d'autres pays des [Balkans occidentaux](#), la Serbie figure parmi les pays européens qui ont connu [la plus forte augmentation du nombre de touristes chinois en 2019](#). Cet accroissement du tourisme en provenance de Chine est similaire aux tendances observées ailleurs en [Europe de l'Est](#). Cependant, elle ne s'est pas encore accompagnée d'une « migration d'agrément » de Chinois des classes moyennes, comme cela a été le cas en Hongrie ou au Portugal, peut-être parce que la Serbie ne fait pas partie de l'UE.

> Vers un avenir commun

Il n'existe pas encore d'études approfondies sur ces évolutions récentes. Néanmoins, un récapitulatif de ce que rapportent les médias et les témoignages semble indiquer que la population serbe a réagi différemment à ces deux groupes. La dernière vague a été bien accueillie – les gens ayant le sens des affaires ont vu une opportunité dans l'arrivée d'un nombre croissant de Chinois relativement riches et ont essayé d'adapter ou de mettre en place des services répondant à leurs besoins spécifiques, avec plus ou moins de succès. Les avantages économiques poten-

tiels pour le pays étaient évidents pour toutes les grandes destinations touristiques de Serbie. D'autre part, les personnes travaillant sur des projets d'investissement chinois sont parfois mentionnées comme représentant une menace potentielle dans un pays comme la Serbie qui compte un taux de chômage élevé. Cependant, il existe aussi des histoires individuelles d'amitiés interethniques et des exemples de liens étroits entre les communautés locales et les travailleurs chinois. Les relations avec ce nouveau type de migrants chinois pourraient évoluer de manière très différente et devraient donc être observées de près dans les années à venir.

Quant aux Chinois vivant déjà en Serbie au début du XXI^e siècle, leur statut n'a pas été très affecté par ces changements géopolitiques et ceux intervenus dans les relations bilatérales, mais ils se sont trouvés face à de nouvelles opportunités. Certains ont vu dans les deux nouveaux groupes une occasion de développer leurs activités, en approvisionnant les chantiers en denrées alimentaires et produits chinois ou en ouvrant des restaurants chinois et des salons de thé au lait glacé (*bubble tea*) à proximité des lieux touristiques. Certains ont utilisé leur position de « locaux » et ont conseillé les entreprises sur la manière de mettre en œuvre des projets ou les agences de voyage sur l'organisation de circuits touristiques. À l'origine, ces Chinois de la première vague migratoire appartenaient certes à des classes socio-économiques inférieures à celles de ces nouveaux migrants, puisqu'ils venaient indéniablement d'une Chine moins développée, mais ils peuvent aujourd'hui mettre à profit leurs connaissances et leur expérience locales, ce qui s'avère précieux pour les nouvelles vagues de Chinois qui arrivent. Avec le temps, le fait qu'ils puissent également apporter un éclairage interculturel à la partie serbe pourrait peut-être entraîner un changement de leur statut aux yeux de la population locale.

Les dynamiques entre ces différents groupes de Chinois et leurs relations respectives avec les communautés locales mettent en évidence les changements intervenus dans l'économie politique mondiale. Soumises à la forte influence de facteurs instables, tels que le populisme et les questions de santé publique, les nouvelles tendances migratoires remettent en question les frontières et les hiérarchies existantes et nécessitent que soient renégociées la place de chaque groupe. Compte tenu des perceptions extrêmement diverses des Chinois en Serbie et de l'évolution de la perception et de la position de la Serbie et de la Chine, leur statut peut évoluer dans des directions totalement opposées, constituant ainsi le fondement de ce que seront les futures vagues de migrants. ■

Toute correspondance est à adresser à Jelena Gledić <jelenagledic@gmail.com>

> Les migrants chinois et la pandémie de Covid-19

Martina Bofulin, Centre de recherche de l'Académie slovène des sciences et des arts (ZRC SAZU, Slovénie)



| Graffiti à Vienne, en Autriche, mars 2020. Photo de Sebastjan Jemec.

> Le racisme lié à la pandémie

Peu après l'apparition du SARS-CoV-2 au début de l'année 2020, les informations faisant état d'actes de discrimination, de racisme et de violence contre les Chinois ont commencé à se multiplier dans le monde entier.¹ Des Chinois ont été insultés, attaqués, et ont vu leurs magasins et leurs restaurants vandalisés du fait du mélange de peur et de racisme à l'œuvre parmi les gens ordinaires et les autorités.

Parmi les personnes les plus touchées par ces attaques, figurent de petits entrepreneurs chinois installés en Europe, dont le droit à un séjour légal repose souvent sur leur activité économique et dont les entreprises ont souffert presque immédiatement, du seul fait d'appartenir à des « Chinois ». La plupart de ces petits entrepreneurs ont quitté la Chine lors de la « fièvre du départ » de la fin des années 1980 et du début des années 1990, en provenance des provinces du Zhejiang ou du Fujian, mais aussi des zones urbaines

et du Nord-Est de la Chine. Ils se sont depuis bien intégrés dans les pays où ils se sont installés, exploitant souvent de florissantes sociétés d'importation en gros (principalement en Europe centrale et de l'Est), de petites entreprises du secteur de l'habillement (en Italie et en Espagne) et des restaurants chinois. Malgré les insultes verbales et les préjugés dont ils sont victimes dans leurs relations interpersonnelles et dans leurs contacts avec les autorités, ils se sont plutôt sentis en sécurité et ont considéré ce type de discrimination comme allant de soi. C'est pourquoi ils ont souvent été qualifiés de minorité « invisible » et ont rarement figuré dans les discussions sur le racisme en Europe.

Quelques semaines seulement après l'annonce que le virus avait gagné l'Europe, les petits entrepreneurs chinois en Europe ont vu leurs ventes et la fréquentation de leurs restaurants chuter, et certains ont eu leurs magasins vandalisés (par exemple en Italie). Les gens ont maintenu leurs distances avec eux dans les bus ou les cabinets médicaux (en Allemagne, en Italie, en Slovénie), et ils ont été raillés, attaqués

>>

et frappés – souvent parce qu'ils portaient des masques de protection (en Italie, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni) – et ont été aussi accusés d'avoir stocké des masques à des fins lucratives alors qu'ils essayaient seulement de se protéger (en Slovénie, par exemple). En outre, non seulement les Chinois, mais aussi toutes les personnes possédant des traits asiatiques, qu'elles aient ou non voyagé récemment ou qu'elles aient ou non déjà été en Asie, ont été traitées de la sorte.

> Des actes de résistance

Ces actes terribles d'exclusion ont rencontré une résistance dans de nombreux pays. En Italie, par exemple, Massimiliano Martigli Jiang, qui a quitté le Zhejiang lorsqu'il était enfant, a lancé une campagne sur les réseaux sociaux avec des photos de lui devant les principaux sites touristiques de Florence accompagné d'une banderole sur laquelle on pouvait lire « Je ne suis pas un virus, je suis une personne. Abandonnez vos préjugés ». En Suède, l'artiste coréenne-suédoise Lisa Wool-Rim Sjöblom a partagé des planches de bandes dessinées sur l'exclusion vécue par les Asiatiques pendant la pandémie, tandis que l'artiste italienne Laika a créé à Rome des œuvres d'art urbain abordant le lien entre la pandémie et le racisme envers les Asiatiques. Le racisme lié au Covid-19 a ainsi contribué à l'évolution des discussions sur le racisme systémique et interpersonnel à l'encontre des personnes de couleur en Europe, ainsi qu'à l'activisme croissant des Européens d'origine asiatique et des nouveaux arrivants asiatiques.

> L'exclusion, de retour au pays

Mais si le racisme envers les migrants chinois hors de Chine est bien documenté, faisant l'objet de nombreux reportages dans les médias et d'une page Wikipédia dédiée, on en sait beaucoup moins sur l'exclusion dont ils ont été victimes à leur retour en Chine. Après avoir déclaré qu'il n'y avait pas de nouvelles transmissions locales du virus en mars 2020, la République populaire de Chine s'est appliquée à surveiller de très près les « cas importés » de l'étranger. Elle a rapidement mis en place diverses mesures pour endiguer la transmission, tandis que les ambassades chinoises, les organisations de la diaspora et les représentants des villes d'origine des migrants, ont demandé que ces derniers ne retournent pas en Chine. Le flux de retour des citoyens chinois de l'étranger risquait de compromettre les effets des mesures strictes que la Chine avait mises en place pour freiner le virus ainsi que le « récit de réussite » général d'un pays qui avait géré le virus de manière efficace et rapide.

Le discours sur la menace des « cas importés » initié par le gouvernement s'est répandu auprès des utilisateurs des réseaux sociaux. Sur le Net, de nombreux citoyens ont appelé les rapatriés à « retourner d'où ils viennent » et les ont critiqués pour s'être comportés comme des *giant babies*² et pour « ne pas avoir participé à l'édification de la patrie, mais avoir été les premiers à se précipiter pour rentrer afin de lui

nuire ». Alors que les principaux médias d'État ont finalement décidé de mettre l'accent sur les contributions des Chinois d'outre-mer à la mère patrie et de tenter d'apaiser l'explosion des discours de haine en ligne, le discours d'exclusion qui s'est développé montre les transformations possibles de la perception du rôle symbolique que les Chinois d'outre-mer ont joué dans la reconstruction nationale chinoise depuis le début des réformes il y a 40 ans ; dans le passé, les migrants chinois étaient en effet considérés comme des patriotes qui contribuaient à la modernisation de la patrie.

Après avoir souffert d'exclusion dans le pays d'accueil ainsi que dans leur pays d'origine, de nombreux migrants chinois ont également été stigmatisés, en raison du Covid-19, par les membres des sous-groupes auxquels ils appartenaient – leurs parents, leurs amis et leurs compatriotes originaires de la même région. La stigmatisation a été particulièrement forte à l'encontre des petits entrepreneurs originaires de régions traditionnelles d'émigration comme Qingtian dans la province du Zhejiang, qui font partie de réseaux sociaux étroitement imbriqués de parents et d'amis qui relient divers endroits dans le monde et le lieu d'origine de cette région montagneuse de l'Est de la Chine.

Un de ces cas a été décrit en détail dans les médias de la diaspora, concernant la famille de l'une des premières victimes chinoises du Covid-19 en Europe, qui a été soumise non seulement à des rumeurs malveillantes mais aussi à des menaces de la part de ses compatriotes. Ces membres de la famille, qui avaient pourtant le sentiment d'avoir fait tout ce qui était en leur pouvoir pour agir de manière responsable et contenir la propagation du virus, ont ainsi été accusés de mettre en danger la vie et les affaires de leurs compatriotes à l'étranger. Non seulement cette nouvelle a été largement diffusée au sein de la communauté des migrants dans le pays d'accueil, mais elle a également été instantanément transmise à leur lieu d'origine, ce qui a ajouté à la stigmatisation de la famille installée en Europe celle des membres restés à Qingtian.

Cette pandémie a donc mis en évidence à quel point l'exclusion et les préjugés font encore partie intégrante de l'expérience des migrants chinois, au-delà même des pays d'accueil pour s'étendre pratiquement à tous les lieux concernés par le processus de migration. Elle a par ailleurs mis en lumière l'émergence d'un nouveau discours d'exclusion à l'égard des migrants chinois en Chine. Sur un plan plus général, cependant, elle démontre également la persistance d'imaginaires liant les migrants et les maladies, qui sont utilisés soit pour limiter la mobilité, soit pour définir plus étroitement encore quelle mobilité est autorisée et accueillie et quelle mobilité ne l'est pas. ■

Toute correspondance est à adresser à Martina Bofulin <martina.bofulin@zrc-sazu.si>

1. <https://www.euractiv.com/section/global-europe/news/covid-19-crisis-triggers-eu-racism-against-asians-rights-agency-says>

2. Le terme de *giant babies* (bébés géants) est tiré du livre *The Country of Giant Babies* du psychologue Wu-Zhihong. Il y critique le développement personnel des jeunes Chinois. Le terme est souvent utilisé en ligne pour décrire des personnes exigeantes et arrogantes.

> Pour une analyse comparative des régimes d'extrême droite

Walden Bello, Université d'État de New York à Binghamton (États-Unis)

La pandémie de Covid-19 a donné lieu à une efflorescence d'idées inspirées par la gauche sur la manière de réorganiser la société dans un sens plus progressiste. À l'occasion de webinaires organisés dans le monde entier, d'aucuns ont pu découvrir une impressionnante variété d'alternatives, d'un keynésianisme gauchiste revigoré à la décroissance, en passant par la démondialisation, l'écoféminisme, la souveraineté alimentaire, le marxisme émancipateur ou encore le *buen vivir* ou « bien vivre ».

Le seul problème est que ces idées merveilleuses n'emportent qu'une adhésion politique faible ou incertaine, alors même que le paradigme dominant de la démocratie libérale doublée d'une économie néolibérale est entré dans une crise encore plus profonde et pourrait bien « mourir de mort lente », pour reprendre les termes de l'économiste Dani Rodrik.

De l'autre côté de l'échiquier politique, ni les conservateurs ni l'extrême droite n'ont vraiment d'idées innovantes, et les seules intéressantes qu'ils ont, comme la démondialisation, sont empruntées à la gauche. L'extrême droite a pourtant le vent en poupe sur le plan politique, et l'impact déstabilisant du Covid-19 pourrait effectivement accélérer ce mouvement.

La montée de l'extrême droite dans le monde entier est l'une des deux plus grandes surprises du dernier demi-siècle, avec l'effondrement des régimes socialistes en Europe de l'Est et en Union soviétique au cours de la dernière décennie du XX^e siècle.

En 2010, il n'existait dans le monde aucun régime de ce que l'on pourrait appeler la « nouvelle extrême droite », sauf en Hongrie. Depuis, nous avons vu des personnalités d'extrême droite arriver au pouvoir dans quatre des sept plus grandes démocraties du monde : l'Inde, les États-Unis, le Brésil et les Philippines. Et même là où ces personnalités ne font pas partie de coalitions au pouvoir, elles ont, par leur poids électoral, déplacé dans de nombreux cas le centre de gravité de la politique vers la droite, comme en Allemagne, au Danemark et en Italie.

Des régimes d'extrême droite sont arrivés au pouvoir aussi bien dans des pays du Nord global que dans des pays du Sud global. Tout en partageant certaines caractéristiques, ces groupes arrivés au pouvoir présentent également des particularités liées à leur place dans l'économie politique mondiale, de sorte qu'il est utile de les étudier séparément à des fins d'analyse, sans toutefois prétendre que c'est uniquement, ou même principalement, leur situation politico-économique à l'échelle mondiale qui expliquerait les origines et la dynamique de ces régimes.

> L'extrême droite dans les pays du Nord global

Quels sont les facteurs à l'origine de la montée des régimes et des personnalités d'extrême droite dans les pays du Nord ?

Tout d'abord, l'extrême droite en Europe et aux États-Unis a su tirer profit des répercussions négatives des politiques néolibérales sur les conditions de vie de la population. Les sociaux-démocrates, ou le centre gauche, ont participé à la formulation et à la mise en œuvre des politiques néolibérales. Une grande partie de leur base a donc eu le sentiment qu'elle ne pouvait plus compter sur les partis sociaux-démocrates pour la protéger, ce qui les a rendus vulnérables à une récupération politique par des partis de droite qui ont habilement abandonné le blanc-seing donné aux politiques néolibérales par le centre-droit et ont opportunément choisi des positions « welfaristes » traditionnellement défendues par la gauche.

Deuxièmement, en Europe, l'extrême droite a su exploiter le ressentiment contre l'Union européenne (UE) en surfant sur la question de la démocratie, affirmant que la direction technocratique non élue de l'UE traitait de haut les dirigeants nationaux démocratiquement élus des États membres. Ainsi, lorsqu'en 2015, ce qu'on a appelé la Troïka n'a pas tenu compte des résultats du référendum grec sur le programme d'austérité qu'elle voulait imposer au peuple grec, Marine Le Pen, la dirigeante du Front national en France, s'est drapée dans la peau d'une démocrate en proclamant : « Le choix est entre la démocratie et l'eurodictature ».

>>

“Ni les conservateurs ni l’extrême droite n’ont vraiment d’idées innovantes, et les seules intéressantes qu’ils ont, comme la démondialisation, sont empruntées à la gauche. L’extrême droite a pourtant le vent en poupe”

Troisièmement, les partis d’extrême droite ont réussi à dominer le débat sur les migrants, sans rencontrer de réelle opposition. Ils ont non seulement accusé le centre-droit et le centre-gauche de n’avoir aucune politique viable en matière d’immigration, mais ont également appuyé la théorie du complot selon laquelle le centre-droit, le centre-gauche et l’Union européenne sont complices de ce qu’ils décrivent comme l’objectif des « hordes de migrants » de subvertir la société européenne et américaine.

S’opposer à l’immigration et assurer la domination de la société blanche sur les minorités constituent la question centrale sur laquelle l’extrême droite surfe et mobilise, et c’est dans le cadre d’une *gestalt* raciste qu’elle a positionné son plaidoyer opportuniste en faveur de positions antimondialistes, anti-néolibérales et « pro-démocratie ». En France, par exemple, le parti de Marine Le Pen appelle aujourd’hui au rétablissement de l’impôt sur la fortune alors qu’il s’était opposé à toute forme d’imposition progressive quelques décennies plus tôt. Comme le signale l’économiste Thomas Piketty, cela fait partie du « virage social » que veut afficher le parti, en faveur de la protection sociale des travailleurs au moyen d’une augmentation des impôts des riches. En Hongrie, le parti Fidesz de Viktor Orbán a augmenté les allocations familiales et créé des emplois subventionnés pour les chômeurs. Pour les dirigeants de l’extrême droite, certaines mesures visant à préserver et à promouvoir la protection sociale, à sauver des emplois et à protéger l’économie sont tout à fait acceptables, à condition que les bénéficiaires soient uniquement des personnes qui ont la « bonne » couleur de peau, la « bonne » culture et la « bonne » origine ethnique. Bien sûr, cette position n’est peut-être pas exprimée aussi explicitement, mais c’est en substance le message qui ressort, et jusqu’à présent, il a été opérant.

> L’extrême droite dans les pays du Sud global

En ce qui concerne les pays du Sud global, s’il est vrai que, comme dans les pays du Nord global, l’ajustement structurel néolibéral a contribué à aggraver les conditions d’existence déjà terribles de la grande majorité des citoyens des démocraties, ce qui s’est produit dans des endroits comme les Philippines, l’Inde et le Brésil est quelque chose de plus fondamental : une répudiation de la démocratie libérale. Rodrigo Duterte aux Philippines, Narendra Modi en Inde et Jair Bolsonaro au Brésil incarnent ce rejet : Duterte se targue de violer l’application régulière de la loi en présidant à des milliers d’exécutions extrajudiciaires,

Modi s’enorgueillit de l’affaiblissement de l’Inde laïque et diverse, et Bolsonaro évoque avec nostalgie la dictature militaire qui a été au pouvoir au Brésil pendant 20 ans.

Ce qui explique principalement le sentiment d’aliénation des citoyens à l’égard de la démocratie libérale dans ces trois sociétés, c’est tout simplement l’écart considérable entre la promesse de la démocratie libérale et sa réalité. Le fossé béant entre les idéaux glorieux exprimés dans la Constitution indienne, la Constitution philippine de 1987 et la Constitution brésilienne de 1988 et la réalité de la pauvreté massive, des inégalités et de l’impuissance devait tôt ou tard conduire à une explosion populaire.

La montée en puissance de l’extrême droite ne peut être comprise sans tenir compte de la désillusion des classes moyennes. Au cours des 30 dernières années du XX^e siècle, les classes moyennes ont joué un rôle essentiel dans le renversement des dictatures dans l’ensemble des pays du Sud global. Au cours des deux dernières décennies, cependant, les membres des classes moyennes ont fortement déchanté face à l’incapacité de la démocratie libérale à tenir ses promesses et à la détérioration de leur niveau de vie. Ils sont devenus plus réceptifs à des solutions politiques plus radicales et certains ont même adhéré au néolibéralisme, bien que les politiques néolibérales aient eu des effets contradictoires sur eux. Ces politiques ont en effet entraîné une dégradation des conditions de vie de certains membres des classes moyennes, mais ont simultanément bénéficié à d’autres, ainsi qu’à certains membres des classes inférieures, créant ce que certains ont appelé la « classe moyenne aspirationnelle », c’est-à-dire des personnes qui, en termes de revenus, ne font pas partie de la classe moyenne mais aspirent à en faire partie. Désireux de satisfaire ces derniers, Modi, Duterte et Bolsonaro ont adopté des politiques néolibérales, alors même que certains de leurs homologues du Nord ont cherché à s’en éloigner à des fins opportunistes.

La peur de la délinquance et des « classes dangereuses » est également un facteur qui contribue à entraîner les classes moyennes vers la droite, a fortiori lorsque les inégalités et la pauvreté sont à ce point endémiques qu’un certain nombre de personnes se tournent vers la drogue et la délinquance. Au Brésil comme aux Philippines, la peur des classes moyennes face à la délinquance et à la drogue a certainement été un facteur central de la réaction électorale. Assurément, le génie de Duterte aura été de sortir la drogue et la délinquance de leur contexte social et de

les présenter démagogiquement comme les principaux problèmes auxquels sont confrontées toutes les classes sociales – les riches aussi bien que les classes moyennes et les pauvres.

Notons également le puissant attrait d'une posture anti-corruption, et pas seulement auprès des classes moyennes. Les élections sont attisées par des campagnes visant à « se débarrasser des profiteurs ». Il semble toutefois que chaque parti qui arrive au pouvoir avec un programme anti-corruption devienne corrompu une fois au pouvoir, de sorte que les gens deviennent très cyniques à l'égard des toutes électorales et sont attirés par des dirigeants comme Modi en Inde et Duterte aux Philippines, avec lesquels ils peuvent ne pas être d'accord sur de nombreux points et qu'ils peuvent même considérer comme dangereux pour les droits politiques, mais qui sont capables de projeter une image non corrompue (bien que la réalité puisse être différente).

Au Brésil, un grand nombre d'électeurs ont voté pour Bolsonaro afin de punir le Parti des travailleurs du soupçon de corruption à l'égard de certains de ses dirigeants. Alors que tous les partis ont été impliqués pour des pratiques de corruption, c'est le parti de Lula qui a été le plus durement touché par l'ire des électeurs, probablement parce qu'il s'était prévalu d'être irréprochable avant d'assumer la présidence, puis a été considéré comme corrompu une fois au pouvoir. La corruption sous les régimes précédents était bien plus importante que sous Lula ou sous Dilma Rousseff qui lui a succédé, mais il semble que l'hypocrisie soit plus payante que la malhonnêteté non dissimulée.

Quant à la classe ouvrière, à la paysannerie, aux pauvres des villes et des campagnes, il serait absurde de nier que Duterte et Modi bénéficient d'un large soutien parmi eux. On pourrait toutefois faire observer qu'il y a une différence entre le soutien apporté à ces personna-

lités par les classes populaires et celui apporté par les classes moyennes. En s'inspirant d'Antonio Gramsci, on pourrait dire que le soutien des classes populaires relève davantage d'un « consensus passif », tandis que celui des classes moyennes relève plutôt d'un « consensus actif » qui se manifeste dans les opinions exprimées à la télévision, sur Internet et dans la presse écrite. L'intelligentsia de la classe moyenne a toujours joué un rôle moteur dans la formation de l'opinion publique, or en Inde et aux Philippines, un large secteur de cette strate sociale soutient Modi et Duterte.

Enfin, on ne peut pas non plus comprendre le succès de certaines de ces figures d'extrême droite sans tenir compte de leur charisme. Modi et Duterte, en particulier, sont des personnalités charismatiques, qui semblent amener l'écrasante majorité à soutenir ou tolérer tout ce qu'ils disent et font, se dérochant à toute explication faisant référence à un calcul rationnel, aux classes sociales ou au clientélisme. Aucune des figures de l'extrême droite dans les pays du Nord global ne peut ne serait-ce que se rapprocher de la popularité généralisée et massive dont jouissent ces deux figures, bien que dans le cas de Donald Trump, il semble avoir une emprise charismatique sur son parti et sa base populaire, comme en témoigne le fait que plus de 74 millions d'Américains ont voté pour lui lors des élections de 2020 – soit plus de 11 millions de voix de plus qu'en 2016.

> Conclusion

Les régimes d'extrême droite du Nord et du Sud ont des caractéristiques communes. J'ai décrit les contrastes entre les deux dans cet article, en espérant ainsi contribuer à un effort commun pour mieux comprendre la dynamique politique qu'ils ont réussi à impulser dans la conjoncture politique mondiale actuelle face à leurs rivaux du centre et de la gauche. ■

Toute correspondance est à adresser à Walden Bello <waldenbello@yahoo.com>

> L'ambition universaliste de la sociologie latino-américaine

Esteban Torres, Universidad Nacional de Córdoba-CONICET (Argentine)

Cette section de *Dialogue Global* offre un échantillon des innovations théoriques, des itinéraires intellectuels et des projets pour l'avenir d'un groupe d'importants auteurs latino-américains. Ceux-ci s'emploient dans leur travail quotidien à élaborer de nouveaux outils théoriques pour une étude approfondie de la réalité sociale latino-américaine et, dans plusieurs cas, de la société mondiale dans son ensemble. En même temps qu'ils affirment leurs identités nationales respectives, les auteurs de cette section assument une identité latino-américaine significative, qui laisse sa marque dans leurs projets intellectuels. Cela signifie qu'ils se sont engagés intellectuellement pour l'avenir de la société à la fois dans la région et dans le monde. La plupart des auteurs invités proposent, entre autres, une mise à jour, une réforme structurelle ou, directement, une révolution de la sociologie mondiale actuelle. Aucun d'entre eux n'est prêt à freiner son potentiel créatif, et tous rejettent la perspective de devenir de simples reproducteurs des idées des autres. Chacun a son propre diagnostic sur l'état actuel des sciences sociales dans la région et dans le monde, sur les principaux défis théoriques et politiques auxquels elles sont confrontées et sur la manière dont la production de connaissances devrait évoluer à l'avenir en relation avec les processus de changement social.

Ce groupe de collègues qui, par leur travail et leur talent, se sont distingués dans leurs pays respectifs, mais

aussi dans l'ensemble de la région et, de plus en plus, dans le monde occidental – nourrissent tous une ambition inhabituelle, au sens le plus noble du terme : celle d'un engagement inébranlable en faveur d'une recherche fondée sur de nouvelles théories sociales. Chacun s'inspire d'objets, de dimensions et de questionnements différents dans ses recherches originales, ses propositions théoriques et ses objectifs de changement sociologique. Il existe également des différences dans les identifications idéologiques, les résolutions normatives et les positionnements politiques des uns et des autres. La diversité de leurs contributions apporte la confirmation que les auteurs ont été capables de créer leurs propres idées à partir d'une lecture localisée des grandes problématiques de notre temps, de progresser dans la production de leurs propres théories sociales explicatives et d'imaginer des horizons possibles pour leurs communautés de référence.

Cependant, toutes les différences contenues dans cette section sont subordonnées à une aspiration commune ambitieuse, qui structure chaque proposition et s'enracine dans l'histoire la plus lumineuse de l'Amérique latine. Chaque trajectoire intellectuelle s'est construite à partir d'un rejet énergique de tout principe d'autarcie régionale aussi bien que de tout principe de subordination théorique de l'Amérique latine. Chacun des auteurs considère que son identité et sa trajectoire latino-américaines constituent une valeur positive et distinctive, une source d'au-

tonomie sur la scène mondiale, et non une limitation liée à l'origine ou à la position pour penser et agir dans la société mondiale. Sans cette conscience partagée, nourrie par différents héritages émancipateurs enracinés dans l'histoire de notre région, il ne serait pas possible d'expliquer la conviction, la puissance et l'originalité qui accompagnent les trajectoires intellectuelles et les idées synthétisées ici.

Je tiens également à signaler que la grande majorité des auteurs qui ont participé à cette section sont membres du groupe de travail « Théorie sociale et réalité latino-américaine » (Teoría social y realidad latinoamericana) du Conseil latino-américain des sciences sociales (CLACSO). Cet espace collectif multinational qui réunit une quarantaine de chercheurs, actuellement coordonné par Jose Mauricio Domingues et moi-même, a été créé dans l'intention de pallier les déficits actuels de la production théorique autonome de la sociologie et des sciences sociales latino-américaines. Afin de progresser dans cette voie, il est essentiel, entre autres, d'établir un dialogue théorique égalitaire au sein de la sociologie mondiale entre les différents pays et blocs régionaux. L'invitation généreuse de Klaus Dörre, co-rédacteur en chef de *Dialogue Global*, à présenter cette section latino-américaine est un merveilleux exemple du nouvel esprit de mondialisation que notre époque historique nécessite de façon urgente. ■

Toute correspondance est à adresser à Esteban Torres
<esteban.torres@unc.edu.ar>

> Le paradigme mondialiste :

Une nouvelle proposition pour la sociologie

Esteban Torres, Universidad Nacional de Córdoba-CONICET (Argentine)



Les grandes transformations sociales intervenues dans la société mondiale depuis le début du XXI^e siècle sont en train d'épuiser les deux paradigmes qui ont présidé au développement de la sociologie depuis ses origines jusqu'à aujourd'hui : le paradigme moderne, et le paradigme postmoderne anti-moderne. Un changement de paradigme est dès lors requis. Ma proposition introduit un nouveau programme postmoderne, à vocation scientifique, que j'appelle le « paradigme mondialiste » (*paradigma mundialista*, ou PM, en espagnol).¹ Cette galaxie intellectuelle est porteuse d'une nouvelle idée de la société mondiale, du changement social mondial et de la sociologie mondiale. Je passerai ici en revue certains de ces éléments.

> La mondialisation en temps de Covid-19

Les principaux changements qui se produisent dans la sociologie la-

tino-américaine sont une réaction à deux types de crises simultanées : (1) une crise aggravée du néolibéralisme, et (2) une crise naissante de l'idée de société telle que la conçoivent la sociologie et les sociétés historiques elles-mêmes. La première crise s'est intensifiée sous l'effet du processus mondial de *recentralisation de l'État* ; la seconde sous l'effet d'un processus sans précédent de *mondialisation mentale et intellectuelle*. Comme on peut l'observer en Amérique latine, les deux crises, ainsi que les processus de recentralisation étatique et de mondialisation mentionnés, se sont accentués sous l'effet de la crise financière mondiale de 2008, de la dernière vague d'intégration régionale partie de la base en Amérique latine (2003-2015), et de l'actuelle pandémie de Covid-19. Si la crise du néolibéralisme a un impact négatif sur le paradigme postmoderne antimoderne et un impact positif sur le paradigme moderne, la crise de l'idée de société a un impact négatif sur les deux, quoique de manière plus décisive sur le paradigme moderne. Étant donné la nouveauté qu'elle apporte et son potentiel de détermination sociale, je me concentrerai ici sur cette dernière.

La pandémie de Covid-19 est l'événement principal à l'origine d'un processus hyper-accéléré de mondialisation mentale et intellectuelle totalement nouveau dans l'histoire de l'humanité. Ce processus se compose d'au moins trois éléments clés : (i) l'idée préliminaire d'une société

mondiale unifiée qui intègre la totalité des sphères nationales, régionales et mondiales ; (ii) le constat de l'existence d'inégalités entre nations et entre régions ; (iii) une intuition ou corroboration que la société mondiale n'est pas seulement moderne ou « en voie de modernisation ».

Le processus de mondialisation mentionné ci-dessus montre l'épuisement croissant des paradigmes moderne et postmoderne anti-moderne. Tous deux partent de la prémisse, désormais bien connue, selon laquelle le cadre de référence de la sociologie est la société nationale. Il ne s'agit pas là de n'importe quelle idée de société nationale, mais bien d'une vision autoréférentielle et restrictive qui – avec ses variantes idéologiques – s'est répandue depuis le Nord global, à partir de la première révolution industrielle. Dans ses versions les plus élaborées, cette idée de société nationale a été enveloppée dans un universalisme puissant et réflexif qui a facilité son assimilation en masse par les milieux universitaires des pays périphériques pour valoriser leurs sociétés historiques. On trouve dans les deux paradigmes, moderne et postmoderne, différents types de nationalismes méthodologiques, épistémiques et théoriques. L'immense majorité des théories occidentales actuelles de la globalisation dans la sociologie mondiale s'inscrivent dans ce cadre restrictif.

L'inadéquation croissante des deux paradigmes, le moderne et l'anti-mo-

>>

“La pandémie de Covid-19 est l'événement principal à l'origine d'un processus hyper-accéléré de mondialisation mentale et intellectuelle totalement nouveau dans l'histoire de l'humanité”

derne postmoderne, ne se manifeste pas seulement dans les deux crises mentionnées. Elle a également été accentuée par un processus historique de restructuration de la sociologie en Amérique latine – et, en partie, de la sociologie mondiale – qui a débuté dans les années 1980. Cette restructuration est associée à une déconnexion matérielle entre la pratique sociologique et la pratique politique extra-académique, et à une déconnexion intellectuelle entre les différents moteurs scientifique, critique et politique de la pratique sociologique. Ce processus de découplage a approfondi la décomposition scientifique et l'impuissance politique de la sociologie mondiale tout en réduisant les ressources intellectuelles dont pouvaient disposer les acteurs politiques.

> Le projet scientifique du paradigme mondialiste

Face à cette situation, les sociologies progressistes et de gauche doivent récupérer leur fondement moderne originel, et en même temps le transcender dans le sens d'un nouveau *paradigme mondialiste* (PM). Le PM introduit une conception de la so-

ciologie comprise comme une *force socio-scientifique localisée et multi-localisée, axée sur la transformation de la société mondiale*. Ce paradigme exige un nouveau projet scientifique postmoderne, un nouveau modèle de reconnexion des noyaux scientifique, critique et politique de la théorie et de la recherche sociologiques, et un nouveau dispositif de médiation entre la pratique sociologique et politique. Je m'attarderai sur la première composante du PM : le projet scientifique, qui se déploie à partir de la dialectique entre un principe de mondialisation, un principe de localisation et un principe d'historicisation.² Le principe de mondialisation suppose que le premier substrat de la société est mondial et non national. Il s'agit d'une prémisse révolutionnaire dans la mesure où elle inverse l'équation spatiale nucléaire des paradigmes moderne et post-moderne anti-moderne. Le principe de mondialisation permet d'esquisser une idée de la société mondiale comme unité supérieure qui se produit dans l'interaction entre trois niveaux systémiques : (i) celui des relations entre les sphères nationales, régionales et mondiales, conçues comme des sphères insépa-

rables et irréductibles ; (ii) celui des relations centre-périphérie ; et (iii) celui de la relation entre le moderne et le non-moderne.

Le principe de localisation exige de son côté de reconnaître la localisation comme point de référence de la société mondiale. Pour le PM, la société mondiale est une formation sociale inégale, simultanément localisée et multi-localisée. Chaque point de localisation est une condensation singulière directe et indirecte de l'interaction asymétrique entre les trois sphères mentionnées ci-dessus. De la même manière que la société mondiale n'est pas le produit d'une unique localisation, une vision complète de ladite formation sociale et du changement social mondial ne peut pas l'être non plus. C'est pourquoi les mouvements et les programmes de transformation structurelle que nous devons établir exigent la création d'une *sociologie mondiale* destinée à faire entrer en dialogue les théories de la société mondiale produites à partir de l'ensemble des localisations historiques de notre planète. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Esteban Torres <esteban.torres@unc.edu.ar>

1. Pour un développement complet de cette proposition, voir Torres, E. (2021) *La gran transformación de la sociología*. Córdoba-Buenos Aires: FCS-CLACSO (ouvrage sous presse).

2. Pour des raisons d'espace, et parce que ce sont les éléments les plus déstabilisateurs, nous ne ferons référence qu'aux deux premiers principes.

> Relier la sociologie mondiale

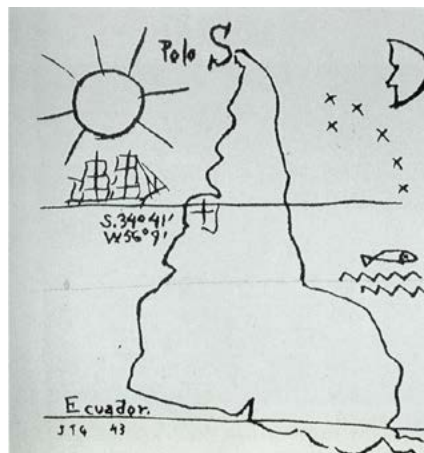
à la modernité mondiale

José Maurício Domingues, IESP-UERJ (Brésil)

Il existe une forte tradition de sociologie politique en Amérique latine. Celle-ci constitue vraisemblablement le fil conducteur de la sociologie latino-américaine, mais certainement pas le seul ; la « culture » a également été importante, ainsi que certaines incursions plus anciennes vers l'économie politique. La sociologie politique s'est développée et transformée avec l'émergence d'une discipline spécifique à la science politique, identifiable comme nord-américaine, par contraste avec les analyses sociologiques autrefois plus ancrées socialement. La sociologie politique a fourni d'importants éclairages théoriques, sans pour autant chercher – comme cela a généralement été le cas en Amérique latine – à apporter une contribution théorique plus générale. Autrement dit, les développements particuliers concernant la modernité dans sa dimension politique spécifique ont été examinés et conceptualisés, mais les analyses n'ont généralement pas dépassé le niveau régional.

> L'absence de théorie sociale

À titre d'exemple, Quijano est parti de « l'armée industrielle de réserve » de Marx afin de comprendre pourquoi il y avait tant de main-d'œuvre excédentaire en Amérique latine, à l'origine de ce qu'il appelait un « pôle marginal ». À un moment donné, Quijano s'est rendu compte que ce problème s'était probablement aussi posé dans l'Europe du XIX^e siècle et qu'il avait été résolu grâce à l'émigra-



Ce dessin à l'encre intitulé *América Invertida* (L'Amérique à l'envers) est une œuvre datée de 1943 de l'artiste uruguayen-espagnol Joaquín Torres García. La représentation du continent latino-américain inversé entend affirmer la confiance en soi de l'art sud-américain. Crédit : Creative Commons.

tion. Il n'a cependant pas osé aller plus loin (et encore moins remettre en question certaines idées de Marx). On peut dire la même chose de l'analyse de Germani sur le « populisme », selon laquelle la modernisation a rendu les masses « accessibles » (dès lors que le système politique démocratique ne les avait pas intégrées) à la « manipulation » opérée par des élites opportunistes. Cette analyse aurait pu déboucher sur d'autres réflexions au sujet de l'Europe, mais Germani (qui avait émigré d'Italie en Argentine à cause du fascisme) s'est limité au cas de l'Argentine, tandis que d'autres auteurs ont par la suite généralisé sa théorie à l'ensemble de l'Amérique latine. Ils n'ont cependant pas été plus loin. La thèse du

« colonialisme interne », avancée par Pablo González Casanova et Rodolfo Stavenhagen, qui attirait l'attention sur l'ingérence de l'État moderne postcolonial à l'encontre des communautés indigènes, aurait pu permettre une caractérisation générale de l'État moderne – qui s'est de fait développé partout de cette manière. Ils n'ont pourtant pas tiré ces conclusions. Florestan Fernandes a même estimé que nous ne pouvions pas nous permettre de travailler sur la théorie, par manque de personnel spécialisé et de ressources, et en raison de problèmes concrets plus impérieux.

La sociologie latino-américaine – et en fait l'ensemble des sciences sociales latino-américaines – souffre d'un manque chronique de théorisation. Certes, il s'agit peut-être actuellement davantage d'un phénomène mondial, mais le problème se trouve aggravé dans notre région par les réserves exposées précédemment. La question se complique d'autant plus dès lors qu'on aborde la relation entre la théorie et la réalité empirique en matière de stratégie de recherche. Nous faut-il partir du particulier pour arriver au général ? Ou est-il justifié – également en Amérique latine – de partir de problématiques théoriques générales, qui s'appliquent aussi bien à ce sous-continent qu'à d'autres régions concernées par la modernité mondiale ? Il y a quelques dizaines d'années, Leopoldo Zea observait que si les Européens – et les Nord-Américains – tenaient pour acquise leur universalité et considéraient leur par-

ticularité comme immédiatement généralisable sur le plan conceptuel, les Latino-Américains devaient partir de leur particularité puisque leur universalité leur était en principe contestée.

> Une théorie de la modernité politique

Si cela était vrai par le passé, cela n'a plus de sens aujourd'hui. Bien qu'il existe des désaccords concernant la modernité et sa genèse, personne ne suggérerait aujourd'hui que l'Occident est porteur de la modernité dans son universalité. D'aucuns parleront de modernités coloniale et postcoloniale, de modernités enchevêtrées, de modernités multiples, etc. Par ailleurs, on assiste partout, y compris en Amérique latine, à une accumulation de connaissances, y compris théoriques, qui nous permet de partir de la théorie à son plus haut niveau. C'est vrai aussi bien en Amérique latine qu'en Europe, en Afrique, aux États-Unis ou en Asie. Bien entendu, il nous faut être attentifs, d'une manière ou d'une autre, au contexte, mais le problème, c'est que notre contexte est – ou devrait être – mondial. C'est le cas bien sûr si nous ne nous en tenons pas à l'expérience immédiate d'être né et/ou d'avoir grandi dans un lieu spécifique – ce qui de toute façon n'est pas une bonne stratégie pour les sciences sociales.

C'est ce qui a guidé mon travail sociologique. Étant familiarisé avec la pensée latino-américaine et lié à une sorte de « matérialisme historique », j'ai décidé qu'il me fallait revenir sur

l'ensemble du débat autour de « la structure et l'agentivité », ainsi que sur la permanence et le changement dans la vie sociale. Je suis ainsi arrivé à une théorie de la « subjectivité collective » et de la « créativité sociale », qui inclut une conception de l'évolution et de l'histoire. J'ai commencé par approfondir mes connaissances sur les principaux éléments imaginaires et institutionnels de la modernité avant de revenir aux réalités de l'Amérique latine dans ce que j'ai analysé comme la « troisième phase de la modernité ». J'ai poursuivi cette analyse en examinant la modernité mondiale – à la fois une, hétérogène et hybride – telle qu'elle s'est répandue à travers le globe. Enfin, j'ai abordé ce qui à mon avis constitue aujourd'hui le champ où se situent stratégiquement nos enjeux civilisationnels et émancipateurs : la dimension politique de la modernité. En même temps, j'ai décidé que le temps était venu de me pencher sur la « méthode d'exposition » de Marx, qui m'intéressait depuis longtemps, en l'appliquant à la dimension politique. Cela supposait de réaliser des recherches approfondies et d'organiser de manière systématique les catégories susceptibles de rendre compte de la modernité politique dans son intégralité et de dégager ses tendances dynamiques.

Cela m'a conduit à proposer une description catégorielle de la modernité politique considérée dans sa dimension mondiale, dans le cadre d'une forme particulière de théorie critique. J'ai essayé d'incorporer cer-

taines évolutions historiques à travers le monde, mais ce qui importe véritablement, c'est leur intégration dans le système d'analyse catégoriel. Mon analyse porte sur la manière dont les imaginaires et les institutions se déploient, ainsi que sur les mécanismes qui produisent et expliquent cette dynamique. La notion de droits, la notion de citoyenneté, la loi, l'État, l'autonomisation, les systèmes politiques et les régimes politiques, y compris une démocratie radicale imaginable, la relation entre l'abstrait et le concret, ainsi que les moments d'expansion et de limitation du libéralisme, sont au cœur de l'approche théorique que j'ai développée. Ajoutez à ces catégories l'identification, l'analyse, l'explication et la projection de tendances liées au renforcement de l'État et à l'autonomisation politique croissante des citoyens. Récemment, je me suis intéressé au « socialisme réel », que j'ai défini comme un « collectivisme autoritaire », une formation sociale originale, quoique non socialiste, parasitaire de la modernité.

Une partie des travaux liés à cette compréhension théorique générale de la modernité a été publiée, et j'ai l'intention d'apporter dans les prochaines années une explication théorique finale et plus intégrée de la modernité politique. Cela s'inscrit dans une approche sociologique mondiale qui comporte certains ancrages latino-américains, néanmoins sublimés par des ambitions – théoriques et axiologiques – universalistes. ■

Toute correspondance est à adresser à :
José Maurício Domingues <jmdomingues@iesp.uerj.br>

> Historiciser la théorie : Une proposition pour l'Amérique latine

Viviane Brachet-Márquez, El Colegio de México (Mexique)



D'importants changements territoriaux sont intervenus entre 1810 et 1860 en Amérique latine, avec la création de huit nouveaux États (le Nicaragua, Costa Rica, le Salvador, l'Équateur, le Venezuela, la Bolivie, le Paraguay et l'Uruguay) et la perte par le Mexique de ses territoires du nord au profit des États-Unis. Crédit : Creative Commons.

Dans le passé, la théorie sociale, telle qu'elle était pratiquée dans les pays du centre (par opposition aux pays de la périphérie), était de nature statique, dans le sens où l'ordre social y était perçu comme l'absence de grands conflits, et les conflits comme une preuve de désordre. La théorie sociale a également cherché à devenir « scientifique » en prédisant des continuités sociales stables fondées sur un raisonnement hypothético-déductif. Même lorsque les pères de la sociologie ont assisté aux bouleversements de la révolution industrielle, ils les ont décrits comme la différence entre un point fixe de départ et un autre point fixe d'arrivée, comme ce fut le cas du continuum entre la *Gemeinschaft* et la *Gesellschaft*, avec entre les deux un processus qui aura été peu théorisé.

Sur la base de ce modèle général, les pays d'Amérique latine sont apparus comme étant à la fois imparfaits et inachevés, passant soit de la « tradition » à la « modernité » soit du statut de pays sous-développés (ou moins développés ou en voie de développement) à un statut se rapprochant de

celui des pays « développés ». Le processus historique qui se situe entre les deux a été abondamment décrit, mais n'a pas été théorisé dans son ensemble.¹ Le résultat, dans tous les cas, a été invariablement que l'Amérique latine s'était « développée » de manière inégale et imparfaite en raison des pressions du marché mondial (ou de l'impérialisme, ou du colonialisme), en attachant peu d'importance au rôle que les gens avaient joué dans la construction des ordres sociaux au cours des deux siècles depuis les indépendances.

> La construction historique des ordres sociaux en Amérique latine

Ma proposition consiste à avancer que l'Amérique latine, considérée en tant que région, peut être théorisée de manière fructueuse mais à condition de reconnaître son historicité et de partir du principe que les ordres sociaux, dans quelque cadre géographique que ce soit, sont le produit de processus sociaux extraordinairement complexes, à la fois historiquement construits et indéterminés. Dès lors, la capacité d'action en relation

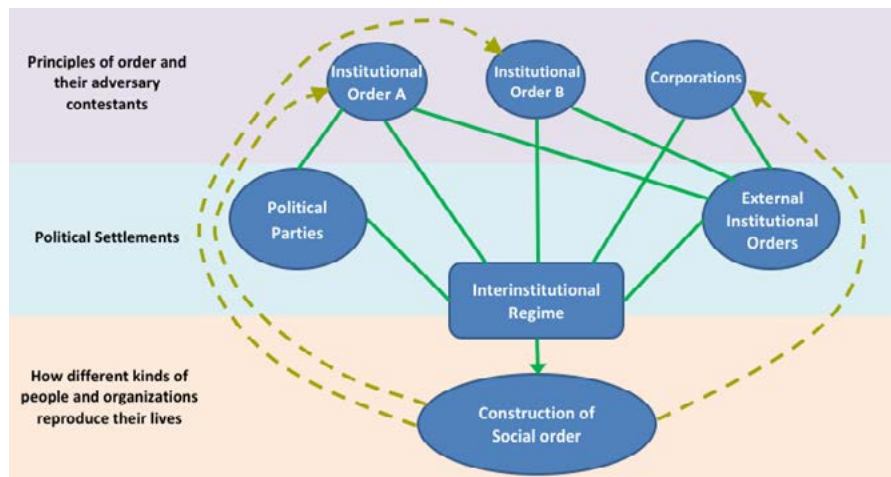
avec les institutions historiquement créées constitue une problématique essentielle pour l'analyse des ordres sociaux latino-américains, d'où les questions qui se posent : (1) qui agit et pour le bénéfice de qui (dans l'intérêt d'individus, de familles patriarcales, de communautés indigènes, ou d'entreprises capitalistes) ; et (2) mus par quels principes dynamiques (systémiques, mécanistes, ou agentiques). Les réponses à ces questions dépendent de *quelle perspective théorique* peut permettre de dégager d'un ensemble hétérogène de 19 nations latino-américaines des cas systématiquement comparables.

Dans ce court article, je me contenterai d'exposer dans les grandes lignes en quoi mon travail peut contribuer à répondre à ces questions.² Mon argument théorique général peut être résumé comme suit : *ce qui a été produit historiquement en Amérique latine est une série d'ordres sociaux limités dans le temps et dans l'espace, composés de constellations mixtes et souvent contradictoires de règles, de normes et de symboles qui sont alternativement devenus hégémoniques ou ont cessé d'être largement*

partagés ou appliqués. Autrement dit, on peut dire que les aboutissements particuliers de ce processus sociétal ont été tour à tour institutionnalisés, désinstitutionnalisés et réinstitutionnalisés, en même temps que se produisait l'ingérence d'États étrangers et d'entreprises mondiales dans le cadre d'un processus international global de concurrence géopolitique et commerciale.

De ce point de vue, l'histoire des pays d'Amérique latine depuis leur indépendance a été marquée par l'interaction alternativement conflictuelle et coopérative entre les acteurs institutionnels, visant à accroître la richesse, l'autorité et le pouvoir des élites étroitement associées à l'institution ou aux institutions hégémoniques à différents moments et en différents lieux. Elle a également été influencée par la manière dont les groupes subalternes ont réagi aux événements qui ont marqué leur vie quotidienne, et ont à leur tour renforcé ou modifié ces processus. Le Graphique 1 représente de manière abstraite ces évolutions historiques telles qu'elles se sont produites dans les différents pays de la région, et la manière dont elles ont partagé des modèles historiquement récurrents d'un ordre social relativement stable. Dans cette optique, les principaux acteurs institutionnels, mais aussi les personnes, les communautés et les organisations créent au quotidien un ordre social à travers leurs tentatives de perpétuer leur vie et de donner un sens à leur expérience. En Amérique latine comme ailleurs, ces arrangements n'ont, dans l'ensemble, pas été consensuels ni égalitaires, de sorte que de nombreuses opportunités de changement progressiste ont été manquées ou contrecarrées. Mais c'est cette réalité que nous pouvons et devons théoriser, et étudier de manière systématique, loin des mythes eurocentriques.

Pour aborder empiriquement ce processus général, l'étude en cours se concentre sur les relations au fil du temps entre les États et les autres



Graphique 1. Crédit : Viviane Brachet-Márquez.

ordres institutionnels, les groupes sociaux puissants, les entreprises capitalistes et les États étrangers (voir Graphique 1). Pour acquérir leur hégémonie, les États se sont efforcés de dominer leur territoire³, d'atteindre la solvabilité financière et de défendre leur souveraineté. Ce faisant, ils ont exercé tout le pouvoir qu'ils pouvaient sur leur population, prélevé leur part des régimes d'accumulation, et fait des concessions à des puissances extérieures supérieures.

Telles sont, dans l'ensemble, les circonstances dans lesquelles les États d'Amérique latine ont agi en tant qu'institutions. Ils l'ont fait bien qu'ils soient sortis profondément endettés des guerres d'indépendance, avec un pouvoir et une autorité limités par rapport à l'Église catholique, au *latifundio*⁴ ou aux forces militaires, et sous la menace constante de l'ingérence de pays économiquement et technologiquement plus avancés.

> Conclusion

Analysés sous cet angle, les problèmes auxquels sont confrontés les États latino-américains depuis 1810⁵ apparaissent comme étant radicalement différents de ceux rencontrés depuis le XVI^e siècle par les modèles de nations européennes auxquelles les nations latino-américaines⁶ ont été comparées à maintes reprises, la plupart du temps de façon défavorable et

anachronique. Cette approche nous permet de théoriser la construction et la déconstruction des ordres sociaux en Amérique latine non par rapport à de soi-disant principes universels eurocentrés, mais comme des exemples comparables et historiquement changeants des dynamiques historiques créées, transformées et interrompues depuis 1810, du Río Grande⁷ à la Terre de Feu. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Viviane Brachet-Márquez <brachet@colmex.mx>

1. Sauf par les théoriciens de la dépendance et des systèmes-monde, tels que Cardoso et Faletto, Wallerstein et Arrighi ainsi que Boserup et Hirschman.
2. Le livre que je consacre à ce sujet devrait être achevé en juillet 2021 et publié en 2022, en anglais et en espagnol.
3. L'idée wébérienne selon laquelle les États sont des entités qui dominent leur territoire en monopolisant les moyens légitimes de violence est ici considérée comme historiquement problématique plutôt que définitionnelle.
4. En espagnol, *latifundio* est le terme générique pour désigner les grandes propriétés foncières.
5. Le mois de mai 1810 marque le début des guerres d'indépendance à Buenos Aires et au Mexique.
6. Les comparaisons ont été limitées à la Grande-Bretagne, la France ou la Prusse, laissant de côté les 24 autres nations européennes.
7. Le Río Grande est devenu la frontière la plus septentrionale de l'Amérique latine après l'annexion de plus de la moitié du territoire du Mexique par les États-Unis en 1848.

> Repenser les interdépendances

Sérgio Costa, Université libre de Berlin (Allemagne)



La "Marcha das Margaridas" (Marche des Marguerites), une manifestation de travailleuses rurales à Brasília, au Brésil, en août 2019. Crédit : Renata C. Motta, FU Berlin.

> La sociologie sous pression

Depuis son apparition, la sociologie a sans cesse dû prouver que ses conclusions sont utiles et différentes de celles des disciplines voisines. La sociologie se distingue par sa capacité à étudier les processus sociaux en tenant compte de leur contexte d'origine ainsi que des significations que les acteurs attribuent à ces phénomènes. Or, de plus en plus, les récentes transformations sociales et l'évolution de la recherche ont mis à rude épreuve la capacité de la sociologie à appréhender le lien entre structures et significations, comme je l'explique dans ma contribution au volume *Postcoloniality-Decoloniality-Black Critique: Joints et fissures*, publié par Campus en 2014.

En premier lieu, il y a au sein de la sociologie une tendance à réduire la discipline à l'étude des structures (éco-

nomisme) ou à n'étudier que la dimension symbolique des processus sociaux (culturalisme). Dans les deux cas, on perd de vue l'objet central de la sociologie – c'est-à-dire la société où s'entrelacent structures, significations et représentations –, comme l'ont à juste titre montré les sociologues allemands Hans-Georg Soeffner et Karl Lichtblau. Tirillée entre la tendance économiste et la tendance culturaliste, la sociologie doit relever le défi d'analyser le monde contemporain, qui n'a pas grand-chose à voir avec le modèle de société moderne envisagé par les sociologues au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. La modernité en sociologie correspond à un monde dont l'ordre repose sur des frontières sûres et des identités stables : occidental et non occidental, femme et homme, autochtone et étranger, moderne et traditionnel, allemand, turc et germano-turc.

Le deuxième ensemble de transformations est lié à la mondialisa-

tion des processus sociaux et de la vie sociale. La sociologie ne dispose toujours pas des instruments nécessaires pour appréhender une société mondiale qui est plus que la somme des sociétés nationales. En outre, le fait que la modernité ne soit plus largement déterminée par les « puissances occidentales » est problématique pour la discipline. La domination occidentale est intrinsèque au concept de modernité en sociologie – ce que les théoriciens du postcolonialisme ont amplement montré. Pourtant, cette perspective ne permet pas d'envisager ni d'appréhender, par exemple, que les intersections entre Bollywood, Hollywood et les *telenovelas* définiraient le romantisme du XXI^e siècle ou que l'Amérique latine pourrait devenir une périphérie de la Chine. Les tentatives de la sociologie pour aborder les processus sociaux mondiaux ont surtout consisté à appliquer les catégories des sociologies nationales à la partie du monde qui

reste inconnue. La société est ainsi remplacée par la société mondiale, et la modernisation par la mondialisation. Ces nouveaux concepts conservent toutefois leurs caractéristiques strictement nationales, mais elles s'appliquent à une nouvelle échelle. Il en résulte un manque de conclusions véritablement novatrices et une incapacité à saisir l'interaction des structures et des significations au-delà des frontières nationales.

La troisième transformation concerne l'interdépendance entre les espèces. Constituée à l'apogée de l'anthropocentrisme, la sociologie continue de représenter les sociétés humaines comme des collectivités qui ne font qu'utiliser le milieu environnant. Ceci contredit trois décennies d'avancées scientifiques dans le domaine des études posthumaines, qui ont mis en évidence les réseaux d'interdépendance entre les êtres humains et non humains, y compris les plantes, les animaux, les esprits, et les artefacts. Parce qu'elle analyse les sociétés indépendamment de leurs environnements et qu'elle ne prend pas en compte les réseaux de relations qui relient inextricablement les êtres humains et les autres formes de vie (comme les virus et les bactéries qui vivent dans les corps humains, et les plantes et les animaux avec lesquels nous « intra-agissons » et interagissons), la sociologie n'est plus en mesure d'appréhender les processus vitaux (et létaux !) qui mettent en jeu des interdépendances entre espèces. Ceci est devenu d'autant plus évident avec l'actuelle pandémie de Covid-19, comme le montre Catherine Price dans son article « When Species and Data Meet » publié par la revue *Postdigital Science and Education* en 2020.

> Les contributions latino-américaines

La tradition sociologique en Amérique latine et les différents courants de pensée qui s'y sont développés offrent des contributions et des réflexions essentielles qui peuvent aider à surmonter ces défis pour la sociologie.

La recherche sur les liens entre structures, significations sociales et représentations est présente dans la sociologie latino-américaine depuis au moins les années 1950. Des sociologues comme Rodolfo Stavenhagen, Florestan Fernandes et Heleith Saffioti ont, bien des années avant que le mot « intersectionnalité » ne fasse son entrée dans le vocabulaire des sciences sociales, étudié comment l'appartenance ethnique et la classe, la race et la classe, le genre et la classe se conjuguent pour constituer des lieux sociaux qui sont le reflet de positions dans la structure sociale ainsi que de formes d'autoreprésentation et d'action. Dans sa contribution au volume *Global Entangled Inequalities. Conceptual Debates and Evidence from Latin America* publié par Routledge en 2018, la sociologue argentine Elizabeth Jelin retrace et actualise ces débats.

Dans le domaine de la mondialisation des processus sociaux et de la vie sociale, les théoriciens de la dépendance et leurs successeurs ont bien mis en lumière les entrelacements entre les structures économiques et les modèles de sociabilité dans différentes régions du monde aussi bien aujourd'hui que lors de leur constitution historique depuis le colonialisme et l'esclavage jusqu'au capitalisme financier contemporain, comme je le montre dans mon article « The research on modernity in Latin America:

Lineages and dilemmas » paru dans *Current Sociology* en 2019.

En ce qui concerne la difficulté particulière de la sociologie à rendre justice aux interdépendances entre espèces, l'Amérique latine offre là aussi un solide répertoire de ressources conceptuelles, liées principalement aux traditions de pensée indigène. Certaines d'entre elles connaissent déjà une large diffusion à l'échelle internationale, notamment le perspectivisme amérindien, largement abordé dans l'œuvre d'Eduardo Viveiros de Castro, et le *buen vivir* (« bien vivre »), particulièrement développé dans la région andine. Dans ces courants de pensée, les interdépendances entre humains et non-humains sont largement prises en compte tant d'un point de vue descriptif et analytique que dans la perspective d'une éthique planétaire.

Ces traditions et répertoires offrent à l'évidence de multiples possibilités, mais ne garantissent pas que la sociologie latino-américaine jouera un rôle significatif dans la nécessaire reconstruction de la sociologie en tant que discipline consacrée à l'étude des interdépendances aux différents niveaux évoqués. Pour participer à cette reconstruction, la sociologie latino-américaine doit revisiter ces traditions et les traduire dans le vocabulaire des débats théoriques contemporains. Il est également nécessaire de créer de nouvelles formes de coopération et de collaboration symétriques entre les producteurs de connaissances scientifiques et non scientifiques, et entre les sociologies du Sud et du Nord. La qualité et la portée de la contribution latino-américaine à la reconstruction de la sociologie contemporaine dépendent de ces alliances. ■

Toute correspondance est à adresser à Sérgio Costa
<sergio.costa@fu-berlin.de>

> L'ère de l'indifférence : Une théorie des systèmes des crises

Aldo Mascareño, Centro de Estudios Públicos (Chili)



Crédit : Li Lin sur Unsplash.

Depuis cinq ans, je me suis attaché à développer une théorie des systèmes des crises sociales complexes. Que ce soit parce que le concept de crise est resté depuis la Révolution française indissolublement lié à celui de critique, ou parce que la théorie critique a intégré la différence entre crise et critique comme élément de sa pratique théorique et politique, le fait est que la théorie des systèmes a systématiquement évité le concept de crise. Depuis que Luhmann lui-même a assimilé la crise à une auto-description négative de la société moderne, jusqu'aux récentes réflexions sur la possibilité irréaliste d'une théorie critique des systèmes, le mécanisme de la crise a été la partie cachée de la relation entre système et environnement. Les crises sociales complexes sont pourtant une caractéristique du XXI^e siècle.

> La face obscure des sociétés modernes

Depuis une vingtaine d'années, la face obscure de la société moderne

s'est manifestée de manière particulièrement dramatique et dans des tonalités qualitativement différentes de celles des décennies précédentes. Les événements que nous avons traditionnellement appelés « crises » ont acquis une robustesse, une extension et une périodicité sans précédent dans l'évolution sociale. Nous vivons actuellement des crises sociales hypercomplexes qui nous rappellent de manière dramatique que les institutions de la société moderne sont surchargées par des revendications à multiples niveaux, interconnectées à l'échelle mondiale, et qu'elles ne peuvent pas restaurer les attentes déçues. Il est bien connu que la modernité globale confronte chaque secteur de la société mondiale à des expériences de désaffection et d'aliénation dans la mesure où les gens subissent les conséquences de ce qui se fait ailleurs. Dans cet article, j'appelle cette époque mouvementée *l'ère de l'indifférence*.

Au crépuscule du siècle des guerres mondiales, de l'Holocauste et de l'espoir porté par l'essor des droits de l'homme, le premier signal drama-

tique de cette nouvelle ère post-locale interconnectée a été Tchernobyl. Puis le siècle tumultueux de l'indifférence est entré en jeu. Nous avons d'abord été impressionnés par la chute des symboles d'une modernité en expansion et auto-sécurisée, anéantie par des avions de ligne reconvertis en armes de destruction massive. L'effondrement des tours jumelles a marqué l'entrée dans l'ère de l'indifférence. À plusieurs reprises au cours des vingt dernières années, juste à l'aube du nouveau siècle, nous avons été frappés de stupeur par les attentats de Londres, Madrid, Nice, Paris ou Boston, ainsi que par les massacres et les violations des droits de l'homme au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Il n'y avait aucun endroit où se cacher. Notre foyer semblait être le seul endroit relativement sûr. Mais la crise financière de 2008, les conséquences de plus en plus graves du changement climatique, l'expansion des fondamentalismes religieux et un populisme trans-idéologique et furieusement xénophobe nous ont appris que même le foyer pouvait être une cible facile de l'indifférence.

“La modernité mondiale confronte chaque secteur de la société mondiale à des expériences de désaffection et d’aliénation dans la mesure où les gens subissent les conséquences de ce qui se fait ailleurs. J’appelle cela l’ère de l’indifférence”

La tourmente financière de 2008 a clairement marqué un effondrement du système de l’ère de l’indifférence en réseau : trop d’interconnectivité et trop d’homogénéité structurelle ont rendu le monde trop étroit et trop accablé pour prêter attention à des préoccupations normatives plus trans-temporelles. Des changements soudains et plus agressifs des conditions climatiques dans différentes parties du monde ont montré l’interconnectivité du « vaisseau spatial Terre », soulevant la question de savoir si les accords internationaux sur la durabilité ne sont que des manifestations de bonnes intentions politiques ou s’ils se fondent sur des décisions normatives contraignantes. D’autre part, le développement territorial et substantiel des fondamentalismes religieux, avec leurs connexions dans les centres de la vie occidentale, a démontré les limites des contrôles traditionnels aux frontières ; cela a mis en avant l’importance des petites violations dans le discours motivationnel des droits de l’homme, en particulier auprès de la jeune génération, post-matérielle et désenchantée. Et le populisme, qu’il s’agisse des expériences classiques de la gauche comme dans le régime Chávez-Maduro ou des projets de la droite comme ceux de Le Pen, Trump et Bolsonaro, exploite les brèches normatives de l’ère de l’indifférence en réseau afin de rétablir des discours nationalistes et xénophobes qui ont pour but la déconnexion et l’isolement par rapport à ce qui est considéré comme des influences externes et des revendications exogènes.

> Une théorie des transitions critiques

Les futurs historiens examineront sans doute l’année 2011 comme

celle de la première réaction de la nouvelle conscience normative de la modernité au XXI^e siècle. Certes, il y a eu des signaux d’alarme avant cela, comme les « révolutions de couleur » dans plusieurs pays de l’ex-Union soviétique (à commencer par la Yougoslavie en 2000), et les émeutes de 2005 dans la banlieue parisienne, pour n’en citer que quelques-uns. Mais en 2011 on a assisté à une vague dynamique de mouvements sociaux en réaction à l’indifférence dans le monde entier : Occupy Wall Street, les Indignados, les émeutes en Europe centrale et en Amérique latine, et bien sûr le Printemps arabe, ont été les expressions décentrées qu’une limite avait été franchie. Les mouvements migratoires massifs du Moyen-Orient vers l’Europe, de l’Amérique centrale vers les États-Unis, et l’exode des habitants des États faillis d’Haïti et du Venezuela vers différents pays d’Amérique latine au cours de ces dernières années ont été le corollaire de cet épuisement normatif. En bref, les gens ne trouvent pas leur motivation uniquement dans la survie, mais dans la satisfaction d’aspirations normatives que la modernité elle-même avait d’abord promises avant de les abandonner.

Face à des événements complexes de ce type, il me semble que la théorie des systèmes sociaux présente certains avantages par rapport à d’autres approches. En premier lieu, elle met l’accent sur l’émergence de systèmes mondiaux autonomes dont le contrôle dépasse souvent à la fois les possibilités humaines et les réglementations nationales. Deuxièmement, cette théorie nous montre que les systèmes autonomes génèrent de fortes interdépendances des uns et des autres, et que la combinaison

de l’autonomie et de l’interdépendance risque d’entraîner plus, et non moins, de conflits et de contradictions. Troisièmement, cette théorie a également mis en évidence que les systèmes fonctionnent de manière transnationale, de sorte que des régions entières peuvent s’effondrer en raison de leur propre aveuglement ou de la négligence de régions éloignées. Et quatrièmement, la théorie des systèmes nous a également avertis que dans les conditions actuelles de complexité et de risque accrus, plutôt qu’à des contradictions qui peuvent être résolues d’une manière ou d’une autre, nous sommes exposés à des paradoxes avec lesquels nous devons vivre.

Dans mes travaux, je propose une façon d’aborder les crises dans les systèmes sociaux complexes des dernières décennies qui peut permettre d’élucider les causes de leur robustesse, de leur extension et de leur périodicité. Ce faisant, je remplace le concept de crise par celui de *transition critique*, en rassemblant certaines avancées récentes de la recherche expérimentale se rapportant aux théories de la complexité (en écologie, physique, théorie des graphes) qui sont généralement inconnues de la sociologie. En concevant une sous-théorie au sein du cadre systématique, à savoir la *théorie des transitions critiques*, j’apporte une réponse à un nouveau type de phénomène complexe : les crises hors échelle, récurrentes et incontrôlables, de l’ère de l’indifférence. ■

Toute correspondance est à adresser à Aldo Mascareño
[<amascareno@cepchile.cl>](mailto:amascareno@cepchile.cl)

> Une perspective latino-américaine sur le néolibéralisme

Verónica Gago, Universidad de Buenos Aires-UNSAM-CONICET (Argentine)

La recherche que je développe dans mon livre *La razón neoliberal. Economías barrocas y pragmática popular*¹ vise à analyser la notion de néolibéralisme et la manière de l'historiciser dans notre région, ainsi qu'à approfondir les débats théoriques et retracer des généalogies fondées sur les luttes, dans l'objectif de remettre en question l'idée que le néolibéralisme est synonyme de marché et à l'opposé de l'intervention de l'État. Ces réflexions visent également à caractériser le scénario du post-néolibéralisme en Amérique latine.

> Le «néolibéralisme par en bas»

Je cherche à aller au-delà de la définition du néolibéralisme comme un ensemble de politiques venues d'en haut, comme une planification structurelle. L'expression « néolibéralisme par en bas » que je propose, reflète la nécessité de reconnaître les tentatives populaires de résister à la dépossession néolibérale et de la reformuler. En adoptant cette perspective, je cherche à contester les lectures totalisantes du néolibéralisme ainsi que les analyses qui l'appréhendent exclusivement en termes de défaite définitive des subjectivités subalternes.

Je m'intéresse au contraire à la pluralité des dimensions dans lesquelles les continuités aussi bien que les discontinuités du néolibéralisme sont en jeu, renvoyant à des logiques plus profondes que celles référencées par le système politique. J'étudie le fonctionnement concret du néolibéralisme par en bas dans ce que j'appelle les « économies baroques » – un terme pour désigner le caractère

« bigarré » des temps et des logiques de fonctionnement, de production d'espaces saturés et d'initiatives plébéiennes – comme une manière de désigner la constitution politique des économies populaires comme des terrains de lutte où la « raison néolibérale » (une norme supposée être du pur calcul mercantile) est appropriée, détruite, transformée et relancée par ceux qui sont censés n'en être que les victimes.

Les luttes dans et contre le néolibéralisme sont des luttes contre la dépossession et contre les appareils financiers comme solution privée à ces spoliations et comme nouvelle forme d'extraction de la valeur. Ces pratiques révèlent le caractère hétérogène et ambigu du conflit entre obéissance et autonomie dans l'interprétation et l'appropriation des conditions néolibérales.

Si nous convenons que le néolibéralisme constitue une réponse à certains cycles de lutte qui de ce fait, influent sur l'ampleur de sa violence, la question est donc la suivante : Comment identifier les formes de persistance et de recomposition du néolibéralisme et *simultanément* résister à l'idée selon laquelle le néolibéralisme est capable d'éliminer tous les antagonismes en mettant la vie et le capital sur un pied d'égalité ? Autrement dit, quels types d'antagonisme le néolibéralisme comprend-il et quels conflits le conduisent-ils à muter ?

> Une approche féministe du néolibéralisme

Dans mes recherches récentes, je poursuis une lecture féministe du néolibéralisme. Je fais référence à

deux livres récents : *Una lectura feminista de la deuda* (co-écrit avec Luci Cavallero)² et *La potencia feminista. O el deseo de cambiarlo todo*³. L'analyse du néolibéralisme a été un élément central des féminismes contemporains et constitue donc un élément crucial de leur internationalisme. Cette analyse est d'abord une clé d'interprétation concrète permettant d'identifier des conflits qui n'étaient pas compris comme tels auparavant, et d'établir leurs connexions. Elle permet par ailleurs d'examiner et de contester les manières dont le néolibéralisme traduit et gère les conflits, à travers le multiculturalisme ou l'inclusion subordonnée qui pacifie les luttes. Enfin, elle permet de diagnostiquer la réaction conservatrice qui s'est déclenchée contre la force transnationale du féminisme, notamment en Amérique latine.

Cette perspective propose une lecture de la violence du néolibéralisme rendant compte des mesures d'ajustement structurel ainsi que de la façon dont l'exploitation prend racine dans la production de subjectivités qui sont contraintes à la précarité et luttent néanmoins pour prospérer dans des conditions structurelles de spoliation.

Je travaille sur quatre scènes de violence : (1) L'implosion de la violence dans les foyers comme conséquence de la crise de la figure de l'homme soutien de famille, et la perte qui en a découlé de son autorité et de son rôle privilégié en relation avec sa position sur le marché du travail ; (2) l'organisation de nouvelles formes de violence comme principe d'autorité dans les quartiers populaires, liées à l'expansion des économies illégales venues remplacer d'autres modes d'ap-

“La relation entre patriarcat et capitalisme a évolué pour répondre à une dépendance mondiale encore plus marquée à l’égard du travail reproductif. Mais pourquoi le néolibéralisme mute-t-il de cette façon ?”

provisionnement des ressources ; (3) la dépossession et le pillage des terres et des ressources communes par les sociétés transnationales, et donc la privation de l'autonomie matérielle des autres économies ; et (4) l'articulation de formes d'exploitation et d'extraction de valeur qui tiennent de la financiarisation de la vie sociale (en particulier à travers le mécanisme de la dette) leur code commun.

Analyser conjointement le néolibéralisme et l'extractivisme est crucial pour comprendre la dimension impériale du néolibéralisme (qui n'est pas toujours relevée dans les analyses euro-atlantiques), ainsi que pour détecter la source même de la violence actuelle.

De nombreuses chercheuses féministes suggèrent que la relation entre patriarcat et capitalisme a évolué pour répondre à une dépendance mondiale encore plus marquée à l'égard du travail reproductif. Ce qui soulève la question suivante : Pourquoi le néolibéralisme évolue-t-il ainsi ?

> L'extractivisme financier

Actuellement je m'intéresse plus particulièrement à la manière dont la

financiarisation crée de nouveaux modes de (ré)organisation de la production et de la reproduction. Mais pour comprendre comment l'endettement extrait de la valeur des économies domestiques, des économies non salariées et des économies historiquement non productives en Amérique latine, nous devons considérer les dispositifs financiers comme de véritables mécanismes à la fois d'extraction de valeur et de moralisation des mandats relatifs au genre – c'est-à-dire d'une certaine articulation entre reproduction et production. Nous avons analysé (Cavallero et Gago, 2020) comment cet endettement s'est intensifié jusqu'à coloniser la reproduction quotidienne, tirant parti des prescriptions relatives au genre tout en répondant, sous le coup des mobilisations féministes, à la revendication des femmes, des lesbiennes et des femmes trans d'une plus grande autonomie économique. La finance, étant donnée sa complexité technique et son impact au quotidien, doit être comprise sous l'angle d'une logique extractive du capital, qui organise ce que nous appelons « l'extractivisme financier ».

J'estime que ces caractéristiques illustrent également en quoi la subjec-

tivation collective déployée par les révoltes féministes d'aujourd'hui – sous leurs formes populaires, indigènes, dissidentes, queer, noires, ainsi que dans d'autres compositions et territorialités – est un élément clé dans la lutte contre le pouvoir de mutation illimitée du néolibéralisme (l'utopie infinie de la financiarisation). ■

Toute correspondance est à adresser à :
Verónica Gago <verogago76@gmail.com>

1. Publié à l'origine en Argentine par Tinta Limón en 2014, puis en Espagne en 2015 par Traficantes de Sueños ; aux États-Unis en 2017 sous le titre *Neoliberalism from Below: Baroque Economies and Popular Pragmatics* par Duke University Press (traduction de Liz Mason-Deese) ; en Bolivie en 2018 par Autodeterminación Editorial ; au Brésil par Editora Elefante (traduction d'Igor Peres) ; et en France en 2020 par Raisons D'Agir, dans une version raccourcie avec d'autres essais, sous le titre *Économies populaires et luttes féministes. Résister au néolibéralisme en Amérique du Sud* (traduction de Mila Ivanovic).

2. Publié en Argentine en 2019 par la Fondation Rosa Luxemburg ; en italien en 2020 par Ombre Corte (traduction de Nicolás Martino) ; et en anglais en 2021 sous le titre *A Feminist Reading of Debt*, par Pluto Press (traduction de Liz Mason-Deese).

3. Publié en Argentine en 2018 par Tinta Limón ; au Brésil en 2020 par Editora Elefante (traduit par Igor Peres) ; au Pérou par La Siniestra ; au Mexique par Pez en el Árbol ; et en anglais en 2020 par Verso, sous le titre *Feminist International* (traduit par Liz Mason-Deese).

> Vers une grammaire post-libérale

Carmen Ilizarbe, Pontificia Universidad Católica del Perú (Pérou)



Le rassemblement connu sous le nom de “*Marcha de los Cuatro Suyos*” marqua la fin de l’ère Fujimori au Pérou. En 2000, des milliers de personnes ont manifesté pour protester contre la fraude électorale, envoyant ainsi un message fort en faveur de la démocratie. Crédit : Creative Commons.

Le phénomène politique le plus important du XXI^e siècle à ce jour est l’épuisement et le déclin notoires – peut-être même l’éclipse – du modèle libéral de la démocratie représentative. Bien que la crise de légitimité des partis politiques soit un phénomène très répandu dans le monde, il ne s’agit pas seulement de cela. L’idée même de représentation en tant que mécanisme politique viable est entrée en crise, et peut-être de manière irréversible. Il faut savoir que le concept de représentation est à la base du projet institutionnel de toutes les démocraties contemporaines, et que sa formulation est liée aux premières conceptualisations de l’État moderne. Ainsi, au moins depuis Thomas Hobbes, nous avons naturalisé l’idée que le pouvoir peut être délégué, tout en étant maintenu.

La fiction de la re-présentation (qui consiste à prétendre que ceux qui en réalité sont absents des processus de délibération et de prise de décision sont pourtant présents par leur voix et leur vote) a été fondamentale pour le développement des démocraties modernes. J’ai soutenu précédemment que cette fiction a été brisée et que l’idée même de représentation (et pas seulement les institutions clés et les procédures qui la font fonctionner) a été affectée.

> L’étude de l’effondrement de la politique représentative

En réponse à la désarticulation des formes d’intermédiation politique instituées, et à la lumière de la déconnexion évidente entre gouvernants et gouvernés, de nouvelles formes d’autoreprésentation politique émergent,

contournant les partis politiques et leurs programmes, mais aussi les canaux institutionnels prévus par le système de représentation politique. Le champ de la politique n’est pas pour autant abandonné. Dans le cadre de processus de moyenne durée, qui peuvent même s’étendre sur des décennies, nous assistons à une repolitisation de la société et à la réémergence de la souveraineté populaire, qui parvient parfois à se transformer en pouvoir constituant, comme l’indique clairement le cas chilien.

Dans ce contexte, une pluralité de formes de souveraineté populaire peut être interprétée comme un symptôme de changements importants dans la compréhension et la construction contemporaine du politique. Ainsi, il convient de se demander ce qui se passe lorsque l’intermé-

>>

diation échoue, ce qui se passe lorsque les mécanismes de représentation ne fonctionnent plus comme avant, et ce qui se passe lorsque jusqu'à l'idée de représentation s'effondre. Mon programme de recherche pour les années à venir portera sur deux dynamiques liées à ce processus : 1) les changements dans les systèmes politiques dus à l'absence ou au déclin des institutions officielles de représentation politique, et 2) l'émergence de formes d'auto-représentation et de nouveaux sujets politiques pour interagir avec l'État.

En ce qui concerne le premier axe de recherche, je m'intéresse à l'étude des formes émergentes de contre-démocratie. La (ré)émergence de gouvernements autoritaires, fascistes, voire totalitaires, est devenue nettement visible ces dernières années, tant dans des pays et régions où la démocratie représentative s'est historiquement développée avec des difficultés évidentes (le Brésil est un cas emblématique en Amérique latine) que dans des pays et régions dotés de solides traditions démocratiques (les États-Unis sont un cas emblématique dans l'hémisphère nord). De même, des pays comme le Pérou, la Colombie ou le Chili, mais aussi la Bolivie et l'Équateur, qui ont récemment fait des efforts importants pour affirmer le cadre institutionnel de la démocratie représentative, déve-

loppent généralement des pratiques gouvernementales antidémocratiques qui violent les droits fondamentaux de populations vulnérables. Comment expliquer le paradoxe de gouvernements contre-démocratiques élus par les urnes, et quelles en sont les conséquences pour la continuité de la démocratie ? Quelles formes institutionnelles et quels mécanismes permettent aujourd'hui de maintenir un régime autoritaire ? Quels types de réponses ou de réactions émergent dans des contextes de domination autoritaire ? Quelles sont les bases conceptuelles et théoriques d'une analyse critique de la praxis contre-démocratique aujourd'hui ?

En ce qui concerne le deuxième axe de recherche, je m'intéresse à la manière dont prend forme la réapparition de l'idée de souveraineté populaire. De plus en plus, au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest, on constate la force de formes massives de mobilisation sociale, en réaction à des crises économiques aux conséquences sociales manifestes, mais aussi en réaction au manque de moyens de représentation politique. Ces formes de débordement populaire qui sortent des canaux établis pour exprimer leur désaccord et leur mécontentement révèlent un grand épuisement, et ouvrent un espace pour la réarticulation d'énergies et de projets politiques issus de la base.

Qu'est-ce qui caractérise ces formes de réémergence populaire ? S'agit-il de nouvelles formes de constitution de sujets politiques ? Quelles possibilités cela ouvre-t-il pour la démocratisation de la politique ? Dans quelle mesure, et de quelle manière, cela peut-il favoriser l'expression de politiques anti-démocratiques ?

> Au-delà des frontières d'une grammaire libérale

Mon programme de recherche pour les années à venir vise à comprendre la dynamique des interactions entre État et société, en m'intéressant aux formes possibles de rénovation du pacte social, et en dépassant le cadre conceptuel hégémonique avancé par la théorie démocratique libérale. Au plan conceptuel, cela implique une critique de la théorie de la démocratie et de la démocratisation, ainsi qu'une prise de distance par rapport à la théorie des mouvements sociaux, afin de mieux expliquer le potentiel des nouvelles formes d'expression et de participation sociopolitiques. Dans son ensemble, ce travail impliquera également de développer de nouvelles catégories et approches, en dehors d'une grammaire libérale, afin de proposer une lecture et une compréhension plus adéquates des processus de changement politique en cours. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Carmen Ilizarbe <cilizarbe@pucp.pe>

> Échelles, inégalités et élites en Amérique latine

Mariana Heredia, Universidad Nacional de San Martín-CONICET (Argentine)



| L'oligarchie argentine du XX^e siècle.

> Les élites, un sujet à la mode

Alors que la pauvreté persiste, voire augmente, que des fortunes considérables sont accumulées et que de nouveaux leaderships politiques apparaissent, provoquant des tensions institutionnelles, les élites retiennent à nouveau l'attention des chercheurs et du public. Elles sont désormais la cible de critiques divergentes, voire opposées : certains mettent en cause la cupidité des entreprises, d'autres l'incurie des politiques.

Or cette vague de critiques n'a été accompagnée d'aucune étude innovante sur les élites. Dans son examen de la littérature spécialisée, Shamus Khan met en garde contre la nature « éphémère » (*faddish*) de ces débats. Le premier obstacle à une approche renouvelée des élites est la multiplicité des termes, issus de traditions diverses, employés pour les désigner. Les termes « élite », « classe supé-

rieure », « oligarchie », « classe dirigeante », « bourgeoisie », « riches » et « groupes privilégiés » sont utilisés comme synonymes, comme s'ils renvoyaient tous à la même idée. Le deuxième obstacle est le schisme entre les sciences sociales et ses approches méthodologiques.

Dans leur analyse des élites, les chercheurs et observateurs sont nombreux à mettre l'accent sur certaines caractéristiques qui continuent d'être associées à ces groupes depuis la fin du XVIII^e siècle : l'ambition et l'absence de scrupules des riches et des puissants, le fait pour leurs enfants d'hériter de leur position mais pas de leurs « mérites », les conciliabules dans le cadre de cercles restreints. Bref, face à des inégalités sans précédent, ces caractéristiques ainsi que les contrastes entre élites et gens ordinaires continuent de susciter une certaine fascination. Le travail et les travailleurs sont assez sensibles à l'histoire : ils conduisent les grandes transformations ou sont, à tout le

moins, influencés par celles-ci. Le capital, le pouvoir et ses protagonistes, en revanche, semblent imperméables au changement.

> Les réalités latino-américaines

La théorie sociale, notamment telle qu'elle a été développée en Amérique latine, permet de mieux comprendre les inégalités à l'œuvre dans la région en soulignant l'importance des échelles et en explorant les liens entre les élites et les sociétés locales. La théorie critique a souvent été mise à mal par les réalités latino-américaines. Depuis l'époque coloniale, et en raison du rôle subalterne de la région, les ressources stratégiques sont restées entre les mains d'étrangers ou de descendants d'Européens. L'échelle nationale n'a jamais suffi à comprendre la pyramide sociale en Amérique latine. En même temps, la plupart des pays de la région se sont basés autant sur l'exportation de matières premières que sur la valeur ajoutée du travail.

Face à une forte influence étrangère, les élites latino-américaines se sont adaptées avec agilité aux défis de leur époque. Ce qu'on appelle les oligarchies ont d'abord imposé un ordre néocolonial sur les territoires nationaux, mis au pas les populations indigènes, établi des relations étroites avec les émissaires européens et mis en place des systèmes politiques qui ont entravé la participation des masses. Plus tard, dans les grands pays de la région, une bourgeoisie nationale est apparue. Souvent soutenue par des mouvements nationalistes et des régimes militaires, la bourgeoisie était associée au progrès urbain et industriel, à l'embauche d'une main-d'œuvre nombreuse et à des politiques visant à favoriser la production et la consommation nationales.

Au regard de cette tradition, les conceptualisations plus récentes de ce que sont les riches présentent certaines limites. Piketty et Oxfam ont constaté un creusement des inégalités et mettent l'accent sur les impôts comme approche novatrice de la distribution des revenus, tandis que d'autres chercheurs font valoir que le capital tend à être plus liquide et déterritorialisé dans le cycle actuel du capitalisme. Cependant, du moins en Amérique latine, les données ne sont pas particulièrement fiables et « les riches » s'avèrent très hétérogènes, ce qui donne lieu à une théorie clairement insatisfaisante, uniquement fondée sur une dénonciation de l'opulence. À y regarder de plus près, les riches apparaissent comme un groupe très hétéroclite : vieilles fortunes versus nouveaux riches, actifs liquides versus actifs non liquides, ceux dépendants des ressources versus ceux dépendants de la main-d'œuvre, ceux résidant dans la région versus ceux ayant accumulé des fortunes à l'étranger. Dès lors, si l'objectif est de réduire les inégalités, la même approche ne peut être appliquée à des pays comme le Salvador et la France. Une grande partie de la richesse latino-américaine n'est pas entre les mains de Latino-Américains, et cette richesse n'est

pas non plus placée dans les pays d'Amérique latine.

> **Dépasser une conceptualisation stérile des « riches »**

Trois éléments semblent essentiels à une conception plus précise des élites latino-américaines : la spécification des inégalités, l'échelle à laquelle elles s'appliquent, et le type de ressources dont disposent les privilégiés.

La principale inégalité économique est associée à la capacité de lancer (ou d'arrêter) de grands projets d'investissement qui ont un impact sur la nature et la société. Actuellement, les grands investisseurs institutionnels et les grandes entreprises internationales qui dominent dans la région donnent à ces inégalités une dimension mondiale. Le capital étant de plus en plus liquide et dépersonnalisé, les élites économiques ne se limitent plus aux propriétaires des moyens de production, aux grands employeurs ou aux nantis locaux : la gestion de ce capital fait désormais intervenir une multitude de cadres et de spécialistes de la finance, du droit et de la technologie qui opèrent sur des territoires divers.

La principale inégalité sociale réside en revanche dans les avantages dont bénéficient les élites en matière de logement, d'éducation, de soins de santé et d'offres culturelles, mais surtout de relations sociales – des avantages qui n'augmentent pas nécessairement proportionnellement à la richesse. Lorsque les États abandonnent l'objectif de fournir des services universels de qualité et que les droits deviennent des marchandises, il importe peu de savoir quel groupe fait partie de l'élite (membres prospères des professions libérales, hauts fonctionnaires ou propriétaires de moyennes entreprises) : l'important, c'est que ces élites sociales disposent d'opportunités dont ne disposent pas leurs concitoyens.

Enfin, l'égalité politique dépend de la capacité du peuple à se mobiliser, à obtenir des soutiens et à exercer une

influence. Aujourd'hui, la mondialisation économique et la décentralisation ont érodé les ressources institutionnelles des représentants politiques, et de nombreux acteurs politiques sont cooptés sur la base d'intérêts économiques. Face à la montée des revendications et clivages identitaires, les gouvernements ont été contraints de chercher des capitaux au-delà de leurs frontières et de constituer des coalitions avec des dirigeants locaux imprévisibles et opportunistes.

> **Fractions et hiérarchies implicites**

Il est important de faire la distinction entre les élites économiques, sociales et politiques, mais aussi de préciser les liens qui les unissent. Michael Mann établit une distinction entre les « réseaux socio-spatiaux de pouvoir » – entre l'autorité à laquelle aspirent les groupes et institutions dont le mandat est limité, et le pouvoir diffus qui s'étend de manière spontanée et décentralisée sans noyau défini ni ordres directs. Si l'autorité d'un leader illustre le premier type de pouvoir (« le pouvoir sur »), la discipline du marché ou l'inertie des habitudes illustre le second (« le pouvoir de »). Cette proposition se rapproche de celle d'Albert Hirschman : les marchés mondialisés ont renforcé la capacité des hommes d'affaires à abandonner les territoires non rentables (*exit*), divers acteurs ont investi la rue et les réseaux sociaux pour exprimer leur mécontentement (*voice*), mais la loyauté et l'obéissance qu'exigent l'autorité et les politiques publiques se sont érodées.

L'analyse de la richesse et du pouvoir apparaît comme une tâche cruciale pour réduire les inégalités. Néanmoins, la fascination éblouie pour la richesse et pour le pouvoir s'est autant répandue que leur critique systématique, les deux pouvant s'avérer tout aussi dangereuses pour la coexistence sociale qu'incapacitantes pour la réalisation de tout progrès. ■

Toute correspondance est à adresser à Mariana Heredia <mariana.heredia@conicet.gov.ar>

> L'accumulation primitive

et la critique du droit

Guilherme Leite Gonçalves, Université d'État de Rio de Janeiro (Brésil)



Un fragment d'une peinture murale de Diego Rivera (1929-45) représentant la conquête espagnole du Mexique, au Palais national de Mexico.

mulation et légitimation. Cela devient encore plus clair quand on voit que la prédiction de *problèmes de légitimation* à l'époque du *capitalisme tardif* n'a pas encore été confirmée. Non seulement le néolibéralisme mobilise de nouvelles ressources motivationnelles, mais le capitalisme financier, et ses acteurs qui re-marchandisent, sont capables d'appliquer des mécanismes de légitimation juridique aux tendances spéculatives.

> Forme juridique

Contrairement au schéma normatif capitalisme/démocratie, la critique de la forme juridique (telle que présentée par Evgeny Pashukanis) propose d'analyser le droit à travers la théorie marxiste de la valeur. Son point de départ est la compréhension du fait que dans la société capitaliste, c'est le caractère social du travail qui prend la forme de la valeur. Par conséquent, le travail concret est traduit en travail abstrait et son produit est réalisé par le biais d'un échange, dont la forme de la valeur est transformée en une condition nécessaire de l'ordre social. Dès que l'échange de divers produits du travail se fait dans un rapport d'égalité, cet échange crée une égalité abstraite entre des catégories inégales de travail concret, ce qui – sur la base de normes telles que le temps de travail social moyen – permet l'autoreproduction des inégalités sociales. Et parce que la

>>

Quel rapport y a-t-il entre le droit et le développement du capitalisme ? On répond souvent à cette question en utilisant avant tout le schéma normatif qui consiste à distinguer les points de friction entre capitalisme et démocratie. Deux points de vue se dégagent de cette thèse : Premièrement, les ressources motivationnelles disponibles sont considérées comme insuffisantes pour légitimer les interventions de l'État à l'époque du capitalisme tardif ; deuxièmement, le droit est présenté comme la limitation *de facto* de l'accumulation du capital et du pouvoir, mais seulement lorsque cette accumulation entraîne

un certain nombre d'acteurs stratégiques dans la voie d'une contestation générale. Les deux sont en rapport avec la base normative de la théorie de Jürgen Habermas.

Le but de ce schéma est d'appréhender le droit et la démocratie comme un ensemble de principes à l'abri des discordances, comme si les discours juridico-démocratiques pouvaient être séparés des intérêts matériels qui participent à leur composition. En ne reconnaissant pas le droit comme faisant partie d'un présent divergent, la description ci-dessus ne tient pas compte des dispositifs juridiques qui permettent de faire le lien entre accu-

forme de la valeur détermine les perceptions directes et le comportement, elle acquiert un caractère fétichiste.

Par conséquent, le droit dans les sociétés capitalistes est traité comme une forme sociale qui est activée en même temps que la forme de la valeur. Il participe au processus d'abstraction de producteurs concrets inégaux par le biais de l'imposition du principe d'échange équivalent qui est une condition préalable à l'échange de marchandises (c'est-à-dire « échange équivalent à équivalent »). Pour cela il y a des instruments juridiques qui sont les principes constitutionnels de liberté et d'égalité, ainsi que le « sujet de droit ». En fait, ces instruments créent des sujets *abstraitement* égaux qui sont libres d'échanger des marchandises équivalentes, tout en permettant en même temps la mise en œuvre matérielle des intérêts privés et des inégalités. Pour cette raison, les institutions juridico-démocratiques sont l'une des formes sociales qui permettent aux relations et aux échanges sur le marché de devenir des formes objectivées et fétichisées ; c'est pourquoi elles se fétichisent également elles-mêmes.

> Accumulation primitive

La critique de la forme juridique aboutit à une variable explicative qui est utile pour analyser la position du droit dans les mécanismes de (re)stabilisation de l'accumulation capitaliste – mais pas pour analyser les processus de revitalisation de l'accumulation et leur pression pour une croissance continue. Comme l'a établi le débat marxiste sur l'accumulation primitive, les sociétés capitalistes ne sont pas sociétés statiques, mais plutôt dynamiques. Dans cette perspective, le développement capitaliste est considéré comme un processus constant de dépassement des limites de l'accumulation et de la croissance par le biais de la marchan-

disation d'espaces non marchandisés. Ce processus est induit par l'impossibilité de réaliser une plus-value globale sur son lieu d'origine ainsi que par la pression de la suraccumulation, qui exige l'expropriation d'un espace non marchandisé afin de s'approprier complètement la plus-value et d'amortir les investissements.

Le capitalisme se développe donc sur la base d'une dynamique d'expropriation qui active constamment la répétition de l'accumulation primitive et, avec elle, « les actes de violence les plus extrêmes ». Ces actes doivent être compris comme des formes de violence directe (c'est-à-dire la conquête, le vol et le meurtre) qui, dans le cadre du développement du capitalisme, ne sont pas seulement appliquées exceptionnellement, mais en fait fréquemment.

En tant qu'impulsion théorique, les concepts d'accumulation primitive et d'expropriation démontrent que le droit ne fonctionne pas seulement comme une forme sociale fétichisée dans les sociétés capitalistes. En effet, il prend un autre caractère. Mais comment le décrire ? De quelle sorte de violence s'agit-il ? Y a-t-il un dispositif juridique qui contribue à l'expropriation capitaliste ?

> La violence légale de l'accumulation primitive

À la différence de la critique de la forme juridique, le débat sur l'accumulation primitive met encore plus l'accent sur les périodes de crise. Au cours de ces périodes, le capital est poussé à croître par des forces qui, selon David Harvey, font pression en faveur d'ajustements spatio-temporels en permettant la (re)marchandisation et en libérant ainsi le flux de capitaux de toute limitation. Les interventions en cas de crise exigent non seulement la restructuration de l'es-

pace et de l'horizon temporel, mais aussi la création d'un environnement favorable aux investissements. Les deux cas sont caractérisés par des structures juridiques diverses (par exemple, *soft law* ou « droit souple », droit pénal, dépossession légale, violence policière, guerre, etc.). S'établit ainsi une dynamique complexe d'institutions qui permettent à la fois un milieu légitimant la (ré)marchandisation et des mesures violentes qui permettent d'exproprier certains groupes sociaux.

Comme le soutient Klaus Dörre, la double crise économico-écologique actuelle ouvre la voie à un diagnostic contemporain utilisant le concept d'accumulation primitive. Dans ce diagnostic, les crises économico-écologiques sont interprétées comme un facteur qui déstabilise la relation entre croissance, prospérité et démocratie. Sur cette base, l'implication de critères juridiques et sociaux peut être analysée compte tenu de la pression expansionniste de l'accumulation dont la force a été déclenchée par ces crises. Cette analyse nécessite de développer une sociologie juridique critique qui aille au-delà du schéma normatif de Habermas. D'un autre côté, l'utilisation permanente de l'accumulation primitive démontre que le développement du capitalisme est lié non seulement au modèle d'exploitation que l'on trouve dans le principe dit de l'échange équivalent, mais aussi à une exploitation secondaire qui permet l'accumulation par le biais de la discrimination raciste, du travail non rémunéré des femmes et de la surexploitation de la force de travail des migrants. Bien entendu, il faut s'interroger sur les modalités juridiques (au niveau de la législation sociale, des actions de police, etc.) qui permettent cette exploitation secondaire. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Guilherme Leite Gonçalves <guilherme.leite@uerj.br>

> L'équipe polonaise de Dialogue Global



| Jakub Barszczewski



| Aleksandra Biernacka

| Iwona Bojadziejewa



| Sara Herczyńska



| Justyna Kościńska



| Adam Müller



| Weronika Peek



| Jonathan Scovil



| Aleksandra Wagner

Jakub Barszczewski, titulaire d'un doctorat, enseigne la sociologie à l'Université de Białystok. Ses recherches portent sur les théories critiques, la sociologie du Sud global, la pensée décoloniale, la mondialisation contre-hégémonique et la créativité. Sa thèse de doctorat est consacrée au concept de mondialisation contre-hégémonique de Boaventura de Sousa Santos. Il est l'auteur d'un livre sur le discours de la créativité dans le post-fordisme.

Aleksandra Biernacka est doctorante à la Graduate School for Social Research (GSSR), Département de Théorie de la Culture, Institut de philosophie et de sociologie, de l'Académie polonaise des sciences. Ses recherches actuelles se concentrent sur les remakes cinématographiques interculturels dans le contexte de la mondialisation, la théorie de la traduction, l'histoire des idées et les études sur la réception. Elle est titulaire de deux maîtrises de l'Université de Varsovie, en philologie polonaise et en études de la culture américaine.

Iwona Bojadziejewa est diplômée en sociologie de l'Université Jagellon de Cracovie. Elle travaille actuellement à sa thèse de doctorat consacrée aux discours sur l'environnement. Elle travaille également dans le secteur non gouvernemental, faisant campagne pour une meilleure qualité de l'air en Pologne.

Sara Herczyńska est doctorante à l'Institut de la culture polonaise de l'Université de Varsovie. Ses recherches concernent principalement les études sur la mémoire. Elle est membre de l'équipe de recherche sur la mémoire de l'Holocauste et sa thèse de doctorat porte sur les musées biographiques polonais. Elle fait partie du comité de rédaction du magazine *mała kultura współczesna* et est guide à la Galerie nationale d'art Zachęta.

Justyna Kościńska est doctorante en sociologie à l'Université de Varsovie. Ses domaines d'étude comprennent la sociologie urbaine, la participation sociale, les classes sociales et la stratification. Sa thèse de doctorat porte sur l'accessibilité spatiale des services publics. Depuis 2019, elle coordonne le comité de rédaction de l'équipe polonaise de *Dialogue Global*.

Adam Müller est un chercheur quantitatif, qui travaille actuellement comme collaborateur de l'Institut national pour le traitement de l'information. Il est titulaire d'un master en sociologie de l'Université de Varsovie. Ses recherches actuelles portent sur l'évolution du secteur de l'enseignement supérieur et les applications du traitement du langage naturel aux études en sciences sociales.

Weronika Peek est étudiante en maîtrise d'anglais à l'Université de Varsovie et s'intéresse beaucoup à la sociologie. Ses recherches portent sur la linguistique cognitive, avec un intérêt particulier pour les métaphores conceptuelles, les études sur le discours et la critique littéraire féministe.

Jonathan Scovil est doctorant en sociologie à l'Université de Varsovie et à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) dans le cadre d'un programme doctoral en cotutelle financé par une bourse du gouvernement français. Ses recherches portent sur la sociologie de la religion et de la connaissance, l'anthropologie sociale et l'histoire des idées. Sa recherche doctorale traite de la perception européenne du terrorisme djihadiste, à partir des cas de la France et de la Pologne.

Aleksandra Wagner poursuit des études de maîtrise à l'Institut des sciences sociales appliquées de l'Université de Varsovie. Ses intérêts de recherche concernent la sociologie de la famille, la parentalité et le mariage.